



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



RAPPORT DE COOPÉRATION **ONUDI - ACP**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Investir pour la prospérité des ACP

RAPPORT DE COOPÉRATION ONUDI - ACP



AVANT-PROPOS

LI YONG

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'ONUDI

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable en 2015, de nombreux pays ont manifesté un intérêt croissant pour une industrialisation inclusive et durable, notamment en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique. Cet intérêt se reflète directement dans le neuvième objectif de développement durable qui invite la communauté internationale à « construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et favoriser l'innovation ».

En effet, le potentiel du développement industriel inclusif et durable pour éliminer la pauvreté et créer de la richesse est remarquable. Grâce à l'industrialisation, l'Asie du Sud-Est a pu réduire le nombre de personnes classées «pauvres» de près de 1 milliard à moins de 70 millions en moins de 25 ans. Le secteur manufacturier a particulièrement contribué à la livraison de produits et services de base. Cette région bénéficie désormais d'un meilleur accès à l'éducation et aux services de santé, d'une espérance de vie plus élevée et d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

Cependant, l'industrialisation n'est pas un processus aisé à mettre en œuvre. Pour soutenir le développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI a lancé les nouveaux Programmes de Partenariats Pays (PCP). Les PCP aident les pays à rationaliser leur politique industrielle tout en établissant une étroite collaboration avec le secteur privé et en mobilisant divers partenaires au développement pour soutenir des investissements industriels. L'ONUDI a piloté les PCP dans deux pays ACP pilotes - Éthiopie et Sénégal - et les premiers résultats s'avèrent significatifs. D'autres pays ont déjà exprimé leur intérêt à bénéficier de l'approche PCP.

Dans ce contexte, notre partenariat stratégique avec le Secrétariat ACP est essentiel. Ce partenariat s'appuie sur un dialogue politique et une coopération à long terme dans plusieurs domaines, y compris le développement du secteur privé et l'investissement, les produits de base et l'agro-industrie, le changement climatique et l'énergie durable. Dans notre accord de partenariat et notre protocole d'accord de 2011, nous avons convenu de travailler ensemble pour soutenir le développement d'industries «inclusives, compétitives et respectueuses de l'environnement» dans les pays ACP.

Je suis persuadé que l'ONUDI et le Groupe des États ACP seront en mesure de soutenir efficacement les pays ACP, leurs industries et leurs populations dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et ainsi parvenir à une prospérité durable qui profite à tous.





AVANT-PROPOS
PATRICK I. GOMES
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ACP

Depuis la création du groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en 1975, l'objectif principal de cette alliance de pays en développement a été d'atteindre les plus hauts niveaux de prospérité par le commerce et l'industrie. Aujourd'hui cette aspiration reste centrale pour l'avenir.

La coopération étroite entre l'ONUDI et les pays ACP au cours des 40 dernières années a été très fructueuse. Elle a aidé les pays ACP à mettre en œuvre des stratégies et des politiques industrielles et les a aidé à valoriser leurs produits avec de nouvelles connaissances et technologies. Par ailleurs, les entreprises ACP soutenues exportent désormais des produits sûrs et de grande valeur grâce à l'établissement de systèmes de qualité performants contribuant au développement durable grâce à des systèmes de production et d'énergie plus propres et plus efficaces. Avec les tendances démographiques croissantes dans la plupart des pays ACP, des investissements plus importants ainsi que de nouvelles stratégies sont maintenant nécessaires pour accélérer la modernisation de leurs économies et créer les millions d'opportunités d'emploi que recherchent les jeunes et les femmes des pays ACP.

Pour ce faire, la nouvelle stratégie de l'ONUDI de « Programmes de Partenariat Pays » (PCP) arrive à point nommé. La mobilisation complète d'un pays et de ses partenaires au développement vers l'objectif industriel commun et la création de parcs industriels intégrés créent un environnement commercial favorable qui soutient les entrepreneurs locaux et attire les investisseurs internationaux. Les résultats de l'Éthiopie et du Sénégal, sélectionnés en 2014 en tant que pays pilotes de l'ONUDI, démontrent déjà que les pays ACP peuvent réaliser ce que les pays asiatiques ont progressivement achevé au cours des 30 dernières années. Le Secrétariat ACP et l'ONUDI peuvent travailler ensemble pour étendre l'approche PCP à d'autres pays ACP.

Sur la base de notre accord de partenariat avec l'ONUDI qui met l'accent sur le soutien aux industries ACP inclusives, compétitives et respectueuses de l'environnement, le Groupe ACP ne ménagera aucun effort pour permettre à un partenariat plus profond et plus solide de se déployer dans les années à venir. Nous avons besoin de nombreux efforts imaginatifs, tels que ceux de l'ONUDI, afin que demain nous puissions transformer les menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, en opportunités et atouts qui serviront de base à l'émancipation et au développement durable.

Patrick I. Gomes.

CONTRIBUTION DE L'ONUDI AUX ODD

Le mandat de l'ONUDI est un élément essentiel de l'objectif de développement durable 9 et est essentiel à la réalisation de tous les autres objectifs



Objectif 1. Éradication de la pauvreté

Objectif 2. Lutte contre la faim

Objectif 3. Accès à la santé

Objectif 4. Accès à une éducation de qualité

Objectif 5. Egalité entre les sexes

Objectif 6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement

Objectif 7. Recours aux énergies renouvelables

Objectif 8. Accès à des emplois décents

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Objectif 10. Réduction des inégalités

Objectif 11. Villes et communautés durables

Objectif 12. Consommation et production responsables

Objectif 13. Lutte contre les changements climatiques

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers

Objectif 15. Vie terrestre

Objectif 16. Justice et paix

Objectif 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

MOYENS DE MISE EN OEUVRE DE L'ONUDI / ONU POUR L'AGENDA 2030



Tous soutenus par les pays ACP et l'UE

10

INTRODUCTION

- 11** LE NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL
- 12** LA RENAISSANCE DE L'INDUSTRIALISATION
- 13** INDUSTRIALISER LE DÉVELOPPEMENT
- 16** UNIDO EN BREF
- 17** ACP EN BREF
- 18** CHRONOLOGIE DE LA COOPERATION ONUDI - ACP

22

COOPERATION DEL'ONUUDI AVEC LES REGIONS ACP

- 25** COOPERATION DE L'ONUUDI AVEC L'AFRIQUE
- 28** COOPÉRATION DE L'ONUUDI AVEC LES CARAÏBES
- 29** COOPÉRATION DE L'ONUUDI AVEC LE PACIFIQUE

32

UN PARTENARIAT POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

- 33** UN PARTENARIAT POUR DES OPPORTUNITÉS POSSIBILITÉS D'EMPLOI
- 35** SERVICES DE L'ONUUDI
- 37** PROJETS

64

LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

- 65** UN PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ACP
- 66** SERVICES DE L'ONUUDI
- 69** PROJETS

104

SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT

- 105** UN PARTENARIAT POUR L'INDUSTRIALISATION VERTE
- 107** SERVICES DE L'ONUUDI
- 109** PROJETS

136

ANNEXES

- 137** LISTE DES ACRONYMES
- 142** APERÇU DES PROJETS DE L'ONUUDI DANS LES PAYS ACP

INTRODUCTION





Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'ONUDI travaillent ensemble depuis plus de 40 ans pour soutenir le progrès humain et la prospérité grâce à un développement industriel inclusif et durable. Depuis leur création, le Secrétariat ACP et l'ONUDI ont poursuivi les mêmes objectifs de soutenir la coopération et le développement industriels et l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale.

Le préambule de la constitution de l'ONUDI reconnaît que «l'industrialisation est un instrument dynamique de croissance essentiel au développement économique et social rapide, en particulier des pays en développement, à l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des peuples dans tous les pays et à l'introduction d'un ordre économique et social équitable ». De même, l'accord de Georgetown établissant le Groupe des États ACP comprenait l'objectif "de contribuer au développement de relations

commerciales, économiques et culturelles de plus en plus étroites entre les États ACP et entre les pays en développement en général et, à cette fin, développer l'échange d'informations parmi les États ACP dans les domaines du commerce, de la technologie, de l'industrie et des ressources humaines ".

LE NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL

Plus de 40 ans plus tard, le paysage industriel mondial a considérablement changé avec l'émergence des BRICS et le développement industriel spectaculaire de l'Asie. Malheureusement, les ACP n'ont pas bénéficié d'une croissance aussi élevée et du progrès humain que l'industrialisation a apporté à d'autres parties du monde. Les pays ACP exportent encore principalement des matières premières et des produits de base, avec une faible contribution de l'industrie à leur produit intérieur brut.

Au contraire, les régions et les pays qui ont mis en œuvre des stratégies

d'industrialisation réussies au cours des 25 dernières années ont connu une période spectaculaire de progrès humain et de prospérité d'une ampleur et d'une vitesse sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. En effet, entre 1990 et 2013, 895 millions de personnes ont quitté la pauvreté en Asie de l'Est (de 960 millions de pauvres en 1990 à moins de 70 millions aujourd'hui), 249 millions en Asie du Sud et 38 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes, en donnant à des millions des gens, la possibilité d'améliorer leur bien-être personnel. En fait, comme le démontrent les corrélations statistiques, le développement humain et l'industrialisation sont étroitement liés. Avec un niveau d'industrialisation plus élevé, les gens passent de la pauvreté au statut de classe moyenne et bénéficient d'un accès accru aux services de santé et d'éducation, d'une espérance de vie plus élevée et d'une plus grande égalité entre les sexes .

1. Constitution of the United Nations Industrial Development Organization, 8 April 1979.
2. Georgetown Agreement, 1975.
3. Source: UNIDO Inputs to the High Level Policy Forum, 21 April 2017.
4. UNIDO Working Paper 04/2014: "How industrial development matters to the well-being of the population. Some statistical evidence" at: http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/PSD/WP4_2014_Industrialization_et_social_well-being.pdf.

LA RENAISSANCE DE L'INDUSTRIALISATION

Les réalisations spectaculaires en Asie expliquent l'intérêt renouvelé de nombreux pays pour le développement industriel. En effet, après plus de 40 ans, l'inspiration et l'aspiration originales des pays membres des ACP et de l'ONUDI demeurent les mêmes et ont été fortement réaffirmées en 2013 par la Déclaration de Lima sur le développement industriel inclusif et durable avec le soutien des pays ACP. Cet objectif a par la suite été intégré en 2015 dans l'Agenda d'Action d'Addis-Abeba puis dans l'Agenda 2030 en tant qu'objectif de développement durable No9 qui invite tous les pays à «construire des infrastructures résilientes, à promouvoir une industrialisation inclusive et durable et favoriser l'innovation». Plus récemment, en mai 2017, le Conseil des ministres ACP a soutenu à nouveau l'objectif d'industrialisation comme l'une de ses principales priorités pour l'avenir.

ACP-ONUDI: un partenariat pour un développement industriel inclusif et durable

L'ouverture du Bureau de Liaison de l'ONUDI à Bruxelles en 2006 a ouvert la voie à une coopération et à une interaction accrues entre l'ONUDI, le Secrétariat ACP et les pays ACP. Bientôt, un premier projet commun intitulé «Enquêtes sur les investissements dans certains pays ACP» a été approuvé en 2008. Il a contribué à fournir des informations sur plus de 7 000 entreprises dans 20 pays ACP et à identifier le type d'investissements ayant eu un impact majeur sur l'emploi local. Il a également préparé le terrain pour le nouveau programme ACP sur le secteur privé.

Au fil du temps, cette interaction s'est intensifiée, ce qui a mené à la signature d'un protocole d'accord en mars 2011 à Bruxelles par le Secrétaire Général ACP et le Directeur Général de l'ONUDI en présence des Ambassadeurs ACP. Quelques mois plus tard, le Protocole a été complété par un accord de partenariat qui a été présenté aux Etats membres de l'ONUDI à la séance d'ouverture de sa 14e

Conférence générale, à Vienne. Ces deux accords constituent une base concrète pour un partenariat solide et expriment la volonté d'une coopération renforcée.

Dans le protocole d'accord les objectifs de la coopération sont de renforcer les efforts de l'ONUDI et du Secrétariat du Groupe ACP pour le développement industriel durable des pays ACP avec l'objectif global de la réduction de la pauvreté. En outre, l'ONUDI et les ACP bénéficieront, à leur bénéfice mutuel, de la consolidation, du développement et de l'intensification de leur coopération dans des domaines d'intérêt commun. Ils viseront également à accroître leur efficacité et à renforcer leurs capacités pour atteindre leurs objectifs communs dans le domaine du développement industriel durable. Enfin, les partenaires visent à renforcer et à contribuer au développement durable et à la mise en œuvre effective par les industries des accords multilatéraux sur l'environnement.

L'ONUDI et les ACP conviennent qu'ils travailleront ensemble pour:

- **Soutenir les industries inclusives, en particulier les agro-industries**, pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans les pays ACP en vue d'aider les pays et les régions ACP à élaborer des politiques et à mettre en place des institutions et des capacités visant à éradiquer la pauvreté par le développement d'activités industrielles;
- **Renforcer les industries compétitives et le secteur privé** dans le Groupe des États ACP afin d'accroître leur participation au commerce mondial et de développer des capacités liées à la production et aux échanges;
- **Développer des industries respectueuses de l'environnement** pour promouvoir le développement industriel durable dans les pays ACP en vue de s'adapter aux changements climatiques, de promouvoir les énergies renouvelables et de préserver l'environnement.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL: UNE VISION COMMUNE

Sur la base de leurs accords, les pays ACP et l'ONUDI ont activement intensifié leur dialogue sur les politiques. En fait, au cours des dernières années, des représentants et des experts ACP et ONUDI ont participé à de nombreux événements de haut niveau, dans lesquels les deux organisations ont joué un rôle actif.

Un exemple particulier est le soutien par les pays ACP de l'initiative «L'énergie durable pour tous» du Secrétaire général de l'ONU coordonnée par l'ONUDI et ses trois objectifs d'améliorer l'accès universel, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables d'ici 2030. La mobilisation des ACP à Bruxelles et au plus haut niveau à l'occasion du Sommet de Sipopo en 2012 a été essentiel pour le succès international de l'initiative et son intégration dans l'Agenda 2030 comme objectif de développement durable n° 7 invitant tous les pays à «Assurer l'accès à des conditions abordables et fiables à énergie durable et moderne pour tous »

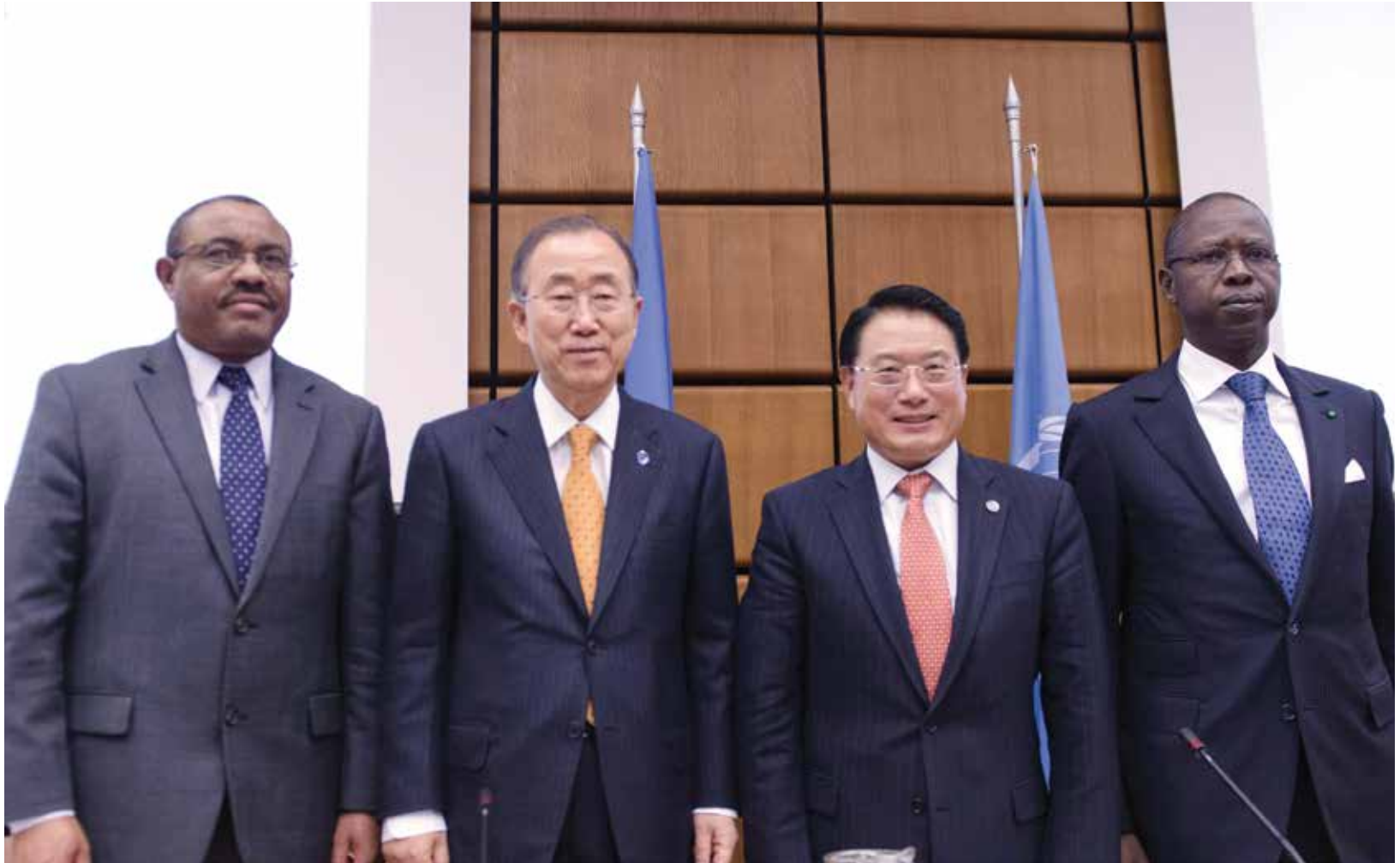
Accélération de la transformation industrielle ACP

Tous les cadres politiques internationaux sont maintenant alignés sur l'objectif d'une industrialisation inclusive et durable. Le temps est venu pour l'action. Les pays ACP peuvent bénéficier de l'expérience de nombreuses années de coopération avec l'ONUDI. Ce rapport fournit de nombreux exemples d'approches réussies qui ont contribué à créer des emplois, à renforcer les capacités productives locales et à protéger l'environnement et le climat.

Cependant, pour réaliser pleinement leurs aspirations industrielles, les pays ACP devront passer de l'approche projet à des stratégies et des politiques industrielles intelligentes. Afin d'aider les pays qui décident d'accélérer leur transformation industrielle, l'ONUDI a lancé les Programmes de partenariat pays (PCP) qui visent à aider les gouvernements à diriger et à coordonner la transformation industrielle de leur pays et à mobiliser

la communauté internationale et le secteur privé pour investir des ressources substantielles dans des projets industriels. Parmi ces projets, l'ONUDI appuie les zones économiques spéciales et les parcs agro-industriels intégrés qui offrent des emplois massifs aux travailleurs locaux et un environnement commercial attrayant pour les investisseurs étrangers.

Le présent rapport offre de nombreux exemples d'expériences et d'approches industrielles qui, nous l'espérons, pourront inspirer les pays ACP et les aider à réaliser pleinement leur potentiel industriel pour le progrès humain et la prospérité.



VIENNE, 4 novembre 2014 - Le Directeur Général de l'ONUDI LI Yong ouvre le second Forum ISID avec le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon, Hailemariam Desalegn, Premier Ministre d'Ethiopie et Mahammed Dionne, Premier Ministre du Sénégal.

ONUDI CHIFFRES CLÉS

Créée en
1966

Est devenu une
agence
spécialisée
en **1985**

OBJECTIF PRINCIPAL:

Promotion d'un développement industriel inclusif et durable (ISID) dans les pays en développement et les économies en transition

656 membres du personnel en septembre 2017



43% Femmes **57%** Hommes

L'ONUDI dispose de **30 bureaux régionaux et nationaux**, ainsi que **17 correspondants**.



COUVRANT 116 PAYS

L'ONUDI soutient la **Promotion des Investissements et de la Technologie** à travers 8 bureaux (ITPO) dans 7 pays.

En collaboration avec le **Programme des Nations Unies pour l'Environnement**, l'ONUDI gère également le Réseau mondial pour la production propre et la gestion efficace des ressources (RECPnet) composé de **74 membres opérant dans 63 pays**



Le total des ressources programmables des projets en cours s'élève à **479,48 M \$** pour **2017**



Le portfolio de projets en cours a atteint un nouveau record de **846 projets**

L'ACP a été créé par l'Accord de Georgetown en **1975**

Les États du
groupe ACP
représentent
approximativement

79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique forment l'ACP



**933 millions de
personnes**

Il y a **48 pays** de l'Afrique subsaharienne,
16 des Caraïbes et **15** du Pacifique

CHRONOLOGIE DE LA COOPERATION ONUDI - ACP

2011

14-15 mars

Participation conjointe du Secrétaire général ACP Dr. Mohamed Ibn Chambas et du Directeur général de l'ONUDI, Dr. Kandeh Yumkella, à la Conférence internationale sur la "Compétitivité et la diversification: défis stratégiques dans une économie riche en pétrole" tenue à Accra, et organisée conjointement par l'ONUDI et le Ministère du commerce et de l'industrie du Ghana.



24 mars

Signature du premier Protocole d'accord entre l'ONUDI et le Groupe ACP par le Secrétaire général Dr. Mohamed Ibn Chambas et le Directeur général de l'ONUDI Mr. Kandeh Yumkella à Bruxelles, dans le but d'accélérer le développement industriel durable dans les pays ACP avec l'objectif global de la réduction de la pauvreté.

21 juin

Lors de la cérémonie d'ouverture du 2ème Forum énergétique de Vienne (VEF), organisé par l'ONUDI, le Dr. Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire général du Groupe ACP, a reconnu dans son discours l'importance du travail de l'ONUDI dans l'amélioration de la capacité d'utilisation efficace et de la gestion de l'énergie, des ressources naturelles et des matériaux pour produire moins de pollution et de déchets.

28 novembre - 2 décembre

Signature de l'Accord de partenariat par Dr. Mohamed Ibn Chambas Secrétaire général du Groupe ACP et Kandeh Yumkella Directeur général de l'ONUDI à la 14e session de la Conférence générale de l'ONUDI à Vienne.

2012

11-12 juin

L'ONUDI a participé au 1er Forum des affaires Pacifique-UE à Vanuatu. La Déclaration du Forum a appelé l'ONUDI à accroître ses activités dans la région et à soutenir le secteur privé du Pacifique.

8-19 juin

L'ONUDI a été invitée à la 3ème réunion des Ministres des pêches d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) organisée par le gouvernement de Fidji à Nadi pour présenter ses politiques et ses activités pour soutenir les chaînes de valeur halieutiques dans les pays ACP. Sur cette base, l'ONUDI a élaboré une stratégie et des activités pour soutenir la région avec le soutien des Ambassadeurs du Pacifique à Bruxelles.

13-14 décembre

Participation de l'ONUDI au 7ème Sommet des chefs d'États et de gouvernements ACP, à Malabo, en Guinée équatoriale. Le Sommet a été un exemple clair et positif de la coopération fructueuse de l'ONUDI-ACP. La forte mobilisation des politiques des pays ACP pour appuyer l'initiative «L'énergie durable pour tous» du Secrétaire général de l'ONU coordonnée par l'ONUDI et ses trois objectifs d'améliorer l'accès universel, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables d'ici 2030 a été essentielle pour le succès international de l'initiative.

2013

Le 2 décembre

En présence du Secrétaire général de l'ONU et avec le soutien des pays ACP, le mandat de l'ONUDI est réaffirmé et modernisé avec l'adoption de la Déclaration de Lima sur le «Développement industriel inclusif et durable» (ISID) par les 173 États membres de l'ONUDI à sa 15e Conférence générale. Cette nouvelle vision de l'industrialisation ouvrira la voie à l'adoption de l'objectif de développement durable No9 de l'Agenda 2030 visant à promouvoir le «Développement industriel inclusif et durable».



2014



4 novembre

Participation et discours de S.E. Alhaji Muhamad Mumuni, Secrétaire général du Groupe ACP, lors du 2ème Forum ISID de l'ONUDI, qui s'est tenu à Vienne sous le thème «Partenariat pour l'augmentation des investissements pour le développement industriel inclusif et durable (ISID)».

10 décembre 2014

Discours spécial sur le «Développement industriel inclusif et durable dans les pays ACP» par le Directeur général de l'ONUDI, M. LI Yong, lors de la 100ème session du Conseil des Ministres ACP et des représentants de 79 pays ACP, tenue à Bruxelles. À cette occasion, le Directeur général a rencontré le Secrétaire général ACP, S.E. Alhaji Muhammad Mumuni, dans le but de renforcer la collaboration ACP-ONUDI.



2015

19-20 juin

Participation de M. Henrique Alberto Banze, Secrétaire Général Adjoint du Groupe ACP au 3ème Forum Energétique de Vienne, organisé par l'ONUDI.



4 juin

Le Directeur général de l'ONUDI, M. LI Yong, s'est entretenu avec S.E. le Dr Patrick Ignatius Gomes, Secrétaire général du Groupe d'États ACP lors des 9e Journées européennes du développement à Bruxelles pour discuter de la coopération ACP-ONUDI en 2015.

9 juillet

LI Yong, Directeur général de l'ONUDI et Werner Hoyer, le Président de la BEI ont signé un Protocole d'accord (MoU) au Luxembourg pour promouvoir conjointement des investissements pour un développement industriel inclusif et durable dans les pays du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).



14-15 octobre

L'Union européenne, en collaboration avec l'ONUDI et le Secrétariat ACP, a appuyé les «investissements dans l'agro-industrie en partenariat avec les organisations d'agriculteurs dans les pays ACP» lors d'une conférence de haut niveau dans le cadre de l'EXPO Milan 2015.

29 octobre

M. Christophe Yvetot, représentant de l'ONUDI auprès de l'UE et des ACP, a présenté la position de l'ONUDI à la réunion du sous-comité des Ambassadeurs ACP sur le développement durable organisée à Bruxelles en préparation de la 21e session de la Conférence des Parties (COP21) de la CCNUCC. L'ONUDI a apporté des contributions à la position des ACP pour la Conférence de Paris sur le changement climatique (COP21).

7 décembre

Réunis à la COP 21 à Paris, le Directeur général de l'ONUDI, M. LI Yong et H.E. Dr Patrick Ignatius Gomes, Secrétaire général des ACP, ont décidé de renforcer leur coopération dans le domaine de l'efficacité énergétique industrielle ainsi que pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques.

2016

22 mars

M. Pradeep Monga, Directeur du Département de l'énergie de l'ONUDI et Représentant spécial du Directeur général pour l'énergie, s'est adressé à la réunion sur la COP 21 des l'ACP à Bruxelles, organisée par le Groupe des États ACP pour discuter des résultats de la Conférence de Paris. L'ONUDI a été reconnue comme partenaire pour la mise en œuvre du Plan d'action ACP sur les changements climatiques.



30-31 mars

M. Christophe Yvetot, Représentant de l'ONUDI auprès de l'UE et des ACP a fait un exposé sur les activités politiques de l'ONUDI pour soutenir l'industrialisation des ACP à la table ronde sur la coopération interrégionale "Mobiliser la coopération interrégionale ACP pour la transformation économique, l'industrialisation et les industries extractives" organisée à Bruxelles par le Secrétariat ACP.

21 avril

L'ONUDI a participé au 6ème Comité directeur sur le programme de lutte contre les obstacles techniques au commerce ACP, à Bruxelles.

16 juin

Au cours de la onzième édition des Journées européennes du développement à Bruxelles, le Directeur général de l'ONUDI, M. Li Yong, a signé un accord pour favoriser la coopération agro-industrielle dans les pays ACP avec M. Jerzy Bogdan Plewa, Directeur général de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne avec le soutien de M. Phil Hogan, Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural.

Du 25 au 26 octobre

M. Christophe Yvetot, Représentant de l'ONUDI auprès de l'UE et des ACP, a été invité à présenter les politiques et les activités de l'ONUDI pour soutenir le secteur privé ACP au 1er Forum du développement du secteur privé organisé par le Secrétariat ACP à Bruxelles.

21 novembre

Le Secrétaire général des ACP S.E. le Dr Patrick Ignatius Gomes a participé à la célébration du 50e anniversaire de l'ONUDI, à Vienne. Dans son discours, le Secrétaire général a reconnu les efforts de l'ONUDI pour soutenir l'industrialisation des pays ACP et a renouvelé l'engagement des ACP dans le renforcement du partenariat avec l'ONUDI pour mobiliser des investissements productifs dans les pays ACP.



24 - 23 février

L'ONUDI a participé au symposium ACP sur la nouvelle approche ACP pour le secteur des produits de base et a contribué à l'élaboration de la Stratégie ACP renouvelée pour les produits de base.

14-15 mars

L'ONUDI a participé à Bruxelles à la réunion spéciale ACP du Sous-comité du développement durable sur la COP 22 - Résultats et feuille de route pour la COP 23 "et a fourni des contributions pour le document de position ACP pour la COP23. M. Alois Mhlanga, spécialiste du développement industriel de l'ONUDI et Expert en énergie, a souligné le rôle de l'ONUDI dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques et la manière dont l'ONUDI peut soutenir les pays dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris par l'assistance technique et le renforcement des capacités institutionnelles.

27 - 31 mars

L'ONUDI présente ses expériences réussies dans le soutien de la chaîne de valeur du coton lors de la 22ème réunion COS-Cotton (Comité directeur et de suivi sur le coton) sur les perspectives de soutien futur en fonction des nouvelles questions des chaînes de valeur cotonnières en Afrique organisées par les ACP Secrétariat et la Commission européenne dans le cadre du partenariat Afrique de l'UE sur le coton.

10 avril

Les Ambassadeurs ACP ont participé à l'événement de dialogue ACP-ONUDI sur la contribution du développement industriel inclusif et durable (ISID) à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable (SDG), organisé par l'ONUDI à la Maison des Nations Unies à Bruxelles.

15 mai

Mme Olga Memedovic, Cheffe de la Division des Clusters et de l'Innovation de l'ONUDI a participé à la 28ème réunion des groupes d'intérêt économique et social de l'ACP-UE à Bruxelles et a présenté son rapport intitulé «L'industrialisation en Afrique et dans les pays les moins avancés», sur demande du Groupe de travail sur le développement du G20.



19 juin

L'ONUDI a organisé un groupe d'experts pour soutenir l'industrialisation et les investissements en Afrique en marge de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE à Valletta (Malte) avec le coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, M. Louis Michel, et des représentants de la présidence de Malte, du SEAE, de la BEI, de l'ADNE et des pays ACP.

21 septembre

L'ambassadeur Diop, président du Comité des ambassadeurs ACP, a représenté le groupe d'États ACP lors d'un événement en marge de la 72e session de l'ONU à New York sur la « troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique 2016-2025 : Des engagements politiques à l'action sur le terrain » organisé par l'ONUDI et la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA) et la Banque Africaine de développement (BAD).

COOPÉRATION DE L'ONU DI AVEC LES RÉGIONS ACP



Depuis sa création en 1966, l'ONUDI a développé sa coopération avec ses Etats membres d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi qu'avec leurs institutions régionales afin de soutenir l'intégration régionale et la coopération industrielle régionale. C'est particulièrement le cas de l'Union Africaine et des Communautés économiques régionales Africaines ainsi que de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et du Pacifique avec des institutions telles que le Forum des îles du Pacifique (PIF), le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) et l'Agence des pêches du Forum du Pacifique (FFA).

Sur la base de cette coopération, la plupart des institutions régionales ont intégré le développement industriel dans leurs

priorités et activités, y compris les politiques industrielles, les activités agro-industrielles, les investissements et la modernisation industrielle, l'entrepreneuriat et les PME, la gestion efficiente des ressources et la production plus propre et l'énergie durable.

Pour soutenir le dialogue avec le secteur privé dans les différents contextes géographiques, l'ONUDI a accompagné tous les forums d'affaires ACP-UE: les forums des affaires UE-Afrique à Nairobi, à Tripoli et à Bruxelles, le Forum des affaires CARIFORUM-UE à Londres et deux forums des affaires Pacifique-UE à Port Vila, à Vanuatu. Dans toutes ces occasions, l'ONUDI a travaillé en étroite collaboration avec les pays ACP et leurs secteurs privés pour définir un programme de développement adapté. Toutes les

recommandations des forums des affaires ACP-UE ont par la suite été intégrées dans les approches de l'ONUDI.

Un autre exemple de coopération tangible avec les communautés économiques régionales et les partenaires dans toutes les régions ACP, l'ONUDI a créé des centres régionaux d'énergie durable qui font partie d'un réseau mondial et bénéficient à presque tous les pays ACP. Les centres répondent à la nécessité urgente d'une coopération régionale accrue et de capacités pour atténuer les obstacles existants aux investissements et aux marchés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

LE RÉSEAU ACP DES CENTRES RÉGIONAUX D'ÉNERGIE DURABLE EST CONSTITUÉ PAR LES CENTRES SUIVANTS:

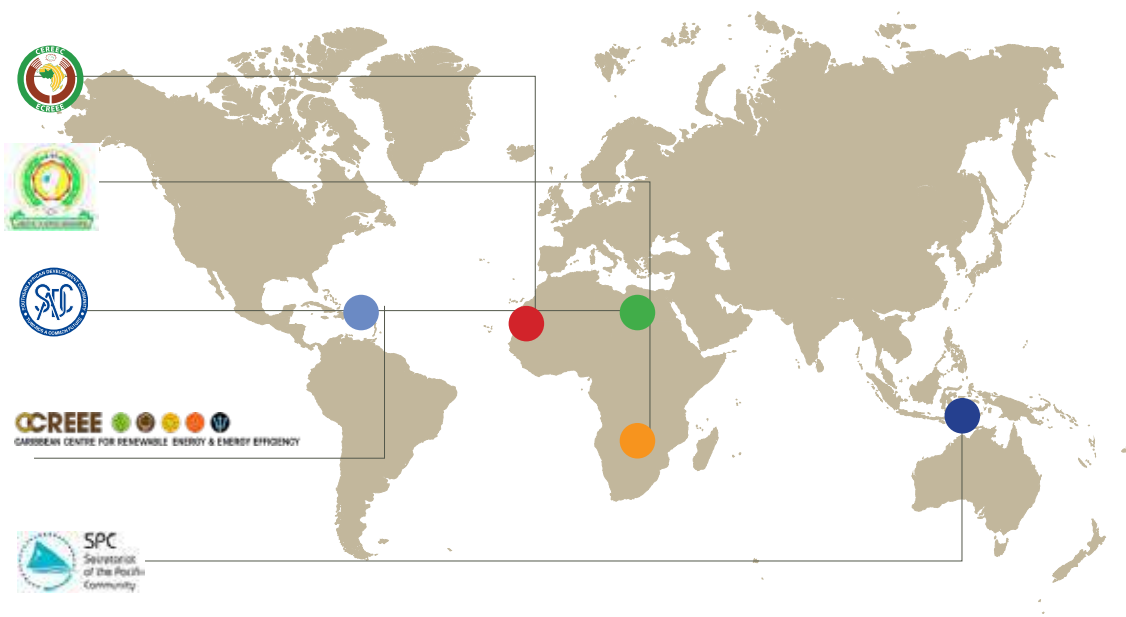
Centre CEDEAO pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (ECEEE)

Centre de l'Afrique de l'Est pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (EACREEE)

Centre d'Afrique australe pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (SACREEE)

Centre caribéen pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (CCREEE)

Centre Pacifique pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité énergétique (PCREEE)



Les paragraphes suivants fourniront quelques points saillants sur la coopération ACP-ONUDI au niveau régional

* Appuyé par:

Initiative sur l'énergie durable et la résilience climatique des petits États insulaires en développement

COOPÉRATION DE L'ONUDI avec l'Afrique

L'ONUDI collabore depuis longtemps avec les pays Africains et leurs institutions continentales et régionales. En s'appuyant sur son mandat de promotion du développement industriel inclusif et durable (ISID), l'ONUDI fournit aux gouvernements Africains et à leurs partenaires des conseils stratégiques pour le secteur industriel et la coopération technique pour aider les pays à mettre en œuvre des changements économiques structurels sur le continent. L'objectif est de renforcer la capacité d'ajouter plus de valeur aux produits exportés et de permettre un rôle plus important du secteur privé dans le développement.

Dialogue politique pour l'industrialisation de l'Afrique

Une réalisation importante au niveau des politiques a été l'élaboration d'un des piliers de l'Agenda 2063: « L'Afrique que nous voulons » (2015-2063), à savoir la Stratégie pour le « Développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA) »

approuvée par les Chefs d'Etat en 2008 après un processus de consultation intense avec la Conférence des Ministères Africains de l'Industrie (CAMI) sous les présidences successives de l'Afrique du Sud et de l'Algérie. Elle repose sur plusieurs piliers: la politique industrielle, la modernisation de la capacité de production et du commerce, l'infrastructure et le développement de l'énergie pour les processus industriels, les compétences techniques et le renforcement des systèmes d'innovation, la recherche et l'amélioration de la technologie, le développement durable, le financement et la mobilisation des ressources.

En collaboration avec les pays Africains, l'ONUDI a préconisé l'intégration de l'industrialisation dans les priorités de l'Agenda d'Action d'Addis-Abeba et dans les Objectifs du développement durable de l'Agenda 2030 notamment l'Objectif No9 qui met l'accent sur l'industrialisation inclusive et durable, les infrastructures et l'innovation.

L'ONUDI a organisé deux événements majeurs en 2015, l'un sur le financement du Développement industriel inclusif et durable, le 14 juillet à Addis-Abeba

avec les dirigeants de la Commission européenne, de l'Union Africaine, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque mondiale. L'autre le 26 septembre, lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable en 2015, sur « L'opérationnalisation du programme 2030 pour l'industrialisation de l'Afrique»

à New York avec la participation des chefs d'État et de gouvernement Africains.

Plus récemment, l'ONUDI a proposé une nouvelle feuille de route pour la mise en œuvre de la Troisième Décennie pour le développement industriel de l'Afrique (IDDA III 2016-2025), Résolution approuvée le 25 juillet 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). La feuille de route vise à mobiliser les partenaires au développement, y compris le Secrétariat ACP, pour l'action et pour suivre régulièrement les progrès réalisés. La feuille de route a été lancée le 21 septembre 2017 à New York à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies avec la participation des chefs d'État et de gouvernement et des institutions Africaines.

Cadres industriels régionaux

L'ONUDI a également contribué à la formulation de grands cadres régionaux de politique industrielle: la Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest (2010), la Politique d'industrialisation de la Communauté de l'Afrique de l'Est (2012) et le Cadre de la politique de développement industriel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (2014) en sont quelques exemples.

En effet, l'ONUDI a établi des partenariats avec la plupart des Communautés économiques régionales (CER), y compris: la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), l'Union du fleuve Mano (MRU), La Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Ces partenariats ont notamment été renforcés dans le cadre de la négociation

des Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne. La plupart des CER ont demandé l'appui de l'ONUDI pour renforcer la composante des mesures d'accompagnement des accords. En conséquence, la plupart des accords, même provisoires, contiennent des propositions qui visent à renforcer la capacité des pays Africains et des entreprises à ajouter de la valeur à leurs produits et à intégrer les chaînes de valeur mondiales, tel que proposé par l'ONUDI.

Enfin, pour soutenir le secteur privé et les industries en Afrique, l'ONUDI a contribué activement à tous les forums d'affaires Afrique-UE: Nairobi (2007), Tripoli (2010) et Bruxelles (2014) et a encouragé les investissements dans les domaines industriels et agro-industriels.

Transfert de connaissances et de technologie

Un grand nombre de pays Africains a bénéficié de la coopération avec l'ONUDI par le biais de projets continentaux, régionaux ou nationaux. Dans le cadre d'un projet pionnier financé par le Secrétariat ACP et l'UE, des politiques

d'investissement modernes ont été soutenues par le Réseau Africain de Promotion des Investissements (AfrIPAnet) et par l'analyse de la situation de près de 7 000 entreprises dans 20 pays Africains (AFRICA Investors Report 2011 et 2014), information stratégique pour les décideurs et les investisseurs.

Au niveau régional, l'ONUDI collabore étroitement avec les communautés économiques régionales Africaines (REC) pour promouvoir des projets dans tous les domaines liés au développement industriel, y compris des actions visant à renforcer la compétitivité industrielle, à promouvoir l'efficacité des ressources et la consommation d'énergie renouvelable et à stimuler l'emploi industriel.

En Afrique de l'Ouest (UEMOA et CEDEAO), une des réalisations les plus significatives est la mise en place grâce au financement continu de l'Union européenne depuis 2001, d'un système d'accréditation entièrement opérationnel, d'une politique régionale de la Qualité et de huit cadres nationaux en Afrique de l'Ouest qui soutiendront la compétitivité des entreprises Africaines. Un programme

similaire a été mis en œuvre dans la Communauté de l'Afrique de l'Est. En outre, un programme régional de mise à niveau industrielle soutenant la modernisation des industries locales a été mis en œuvre en partenariat avec l'UEMOA.

Sur la base de ces expériences, un programme régional couvrant la politique industrielle, la modernisation et la qualité est en cours d'exécution en Afrique centrale avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Communauté des Etats d'Afrique centrale sur financement de l'Union européenne.

En outre, l'engagement de l'ONUDI dans le renforcement de l'emploi industriel a conduit à la création de grands portefeuilles de projets nationaux dans divers pays Africains, en partenariat avec l'Union européenne et d'autres partenaires tels que la Norvège, la Suisse, le Japon, la Corée du Sud ainsi que le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Production pharmaceutique en Afrique

Une autre initiative pertinente est le projet mondial de l'ONUDI sur le renforcement de la production locale de médicaments génériques essentiels dans les pays en développement et les pays les moins avancés par le biais de partenariats avec des petites et moyennes entreprises (PME), de la promotion de l'investissement et de la coopération Sud-Sud. L'initiative vise les interventions au niveau macro, meso et micro: promouvoir le dialogue politique entre les parties prenantes, renforcer les institutions clés telles que les autorités nationales de réglementation des médicaments (ANRM) et aider certaines entreprises à élaborer des plans d'affaires. Une des priorités de l'Union Africaine est le Plan de Fabrication Pharmaceutique pour l'Afrique dont l'ONUDI a élaboré le plan d'affaire visant à élaborer des stratégies communes pour améliorer l'accès à des médicaments de qualité abordables en renforçant les capacités de production régionale et locale de médicaments génériques.

Energie durable pour le développement

Suite au succès international de l'initiative « Energie durable pour tous » du Secrétaire général de l'ONU sous l'égide de l'ONUDI, l'organisation a multiplié son soutien à la promotion de l'accès aux énergies renouvelables dans les pays en développement. L'ONUDI a particulièrement créé le Réseau Mondial des Centres régionaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique qui offre un cadre pertinent pour la coopération internationale. En Afrique, l'ONUDI a soutenu la création de trois centres qui soutiennent l'accès et l'efficacité énergétiques en Afrique:

- Le Centre de l'Afrique australe pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (SACREEE) à Windhoek (Namibie);
- Le Centre de l'Afrique de l'Est pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (EACREEE) à Kampala (Ouganda);
- Le Centre de l'Afrique de l'Ouest pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (ECREEE) à Praia, Cap-Vert.

COOPÉRATION DE L'ONUDI avec les Caraïbes

Le dialogue politique et la coopération de l'ONUDI avec les Caraïbes se déroulent au niveau de chaque pays et par le dialogue avec le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) ainsi qu'avec les institutions régionales des Caraïbes.

Au cours des dernières années, la coopération a été particulièrement fructueuse puisque les pays des Caraïbes ont fortement appuyé la nouvelle vision globale de la coopération industrielle établie par la « Déclaration de Lima ». En effet, lors de la Conférence régionale des Ministres de l'industrie, organisée lors de la Conférence générale de l'ONUDI en 2015 à Lima, au Pérou, les délégations de 30 pays des Caraïbes et de l'Amérique latine ont exprimé leur soutien à la Déclaration de Lima de l'ONUDI sur le développement industriel inclusif et durable (ISID) et ont ainsi souligné la nécessité de promouvoir la compétitivité économique, de développer des chaînes

de valeur, de promouvoir les petites et moyennes entreprises et l'innovation en capital humain, en mettant l'accent sur la jeunesse.

Déjà un an plus tôt, en avril 2014, l'ONUDI avait organisé avec le Gouvernement du Costa Rica la première réunion des Ministres de l'industrie de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) au cours de laquelle un Plan d'Action régional axé sur la promotion de l'intégration productive régionale, sur l'amélioration des ressources naturelles et la gestion du capital humain, sur l'engagement des femmes et des jeunes dans les activités productives avait été développé. En outre, l'ONUDI a souligné les avantages découlant de la promotion de l'ISID par la création de grappes productives et de parcs éco-industriels.

En juin 2014, lors du premier Forum sur le développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI a été nommée par le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) pour coordonner la mise en œuvre du Plan d'action régional. Au cours du même événement, le GRULAC

a demandé à l'ONUDI de proposer des lignes directrices sur les modèles de gestion pour les zones de développement spécial (ZDS) et de promouvoir une plateforme régionale / mondiale pour les partenariats coopératifs dans les ZDS et les parcs industriels. Le GRULAC a également exprimé son soutien aux programmes de l'ONUDI axés sur le développement des chaînes de valeur régionale et a souligné le projet de l'ONUDI sur la Banque de la connaissance industrielle (BCI) pour promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire.

À la demande de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et en étroite coordination avec l'Union européenne, l'ONUDI a identifié le potentiel des Caraïbes en termes de compétitivité et d'innovation et a élaboré un programme régional financé par l'Union européenne dans le cadre du 10ème Fonds européen de développement (FED) partie intégrante d'un programme de développement du secteur privé. Les autres priorités identifiées dans la région sont la promotion des énergies renouvelables, la

sécurité énergétique, le développement de chaînes de valeur agro-industrielles, l'accès au marché et le renforcement des industries créatives.

Pour soutenir l'énergie durable dans la région, l'ONUDI a créé le Centre des Caraïbes pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (CCREEE) à la Barbade, en octobre 2015, avec le soutien du Gouvernement autrichien. Cela a été le résultat d'une décision prise lors de la 36ème réunion ordinaire des chefs de Gouvernement de la CARICOM en 2015. L'objectif était la création d'un centre régional et d'un groupe de réflexion pour l'énergie durable à inclure dans un réseau régional durable de centres d'énergie pour les petits États insulaires en développement (PEID) en Afrique, dans les Caraïbes, dans le Pacifique et dans l'Océan Indien. Le centre régional a été développé en partenariat avec l'ONUDI et l'Initiative pour l'énergie durable et la résilience du climat des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK). À l'occasion de la conférence Union Européenne-Caraïbes sur l'énergie

durable, le 11 octobre 2016 à la Barbade, l'Union européenne a annoncé son soutien financier au centre.

Une coopération fructueuse a également eu lieu à Bruxelles entre l'Ambassade des États de la Caraïbe orientale (OECS) à Bruxelles et le Bureau de l'ONUDI pour élaborer des approches qui contribuent à la croissance verte et aux investissements verts dans les Caraïbes. En 2012, l'ONUDI a participé au deuxième Forum des affaires Caraïbes-UE (CEBF) qui a eu lieu à Londres et a proposé de renforcer les industries créatives et le secteur agro-industriel pour la création de davantage d'emplois dans la région.

COOPÉRATION DE L'ONUDI avec le Pacifique

Dans la région du Pacifique, l'ONUDI poursuit un développement industriel inclusif et durable en coopérant avec les pays du Pacifique ainsi qu'avec les institutions régionales, y compris le Forum des îles du Pacifique (PIF), le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) et l'Agence du Forum des Pêches du Pacifique (FFA).

Afin de renforcer sa coopération avec le secteur privé, l'ONUDI a participé au premier Forum d'affaires Pacifique-UE (PEBF) tenu à Port Vila, Vanuatu, en juin 2012. À cette occasion, le secteur privé et toutes les parties prenantes ont appelé dans leur Déclaration l'ONUDI à jouer un rôle plus important dans la région et notamment à soutenir davantage son développement économique. En 2014, l'ONUDI a de nouveau participé au PEBF et a proposé de renforcer sa coopération dans le domaine du développement du secteur privé, des pêches, des énergies

renouvelables et de l'agro-industrie. Toutes les propositions de l'ONUDI ont été validées dans le document final de cette réunion. Au cours de cette réunion, l'ONUDI a également lancé un dialogue avec le secteur privé dans le cadre d'une consultation mondiale confiée à l'ONUDI par le Secrétariat de l'ONU pour faire entendre la voix des entrepreneurs dans les préparatifs de l'Agenda 2030.

Grâce à un dialogue politique renforcé, l'ONUDI a ensuite consolidé sa coopération technique avec le Pacifique de diverses façons. Tout d'abord, par la mise en œuvre d'un projet bi-régional Pacifique-UE intitulé Pace-Net Plus et financé par l'Union européenne. Le rôle de l'ONUDI dans ce projet a consisté à identifier la capacité d'innovation de la région et à faire des propositions pour améliorer le lien entre l'innovation et le secteur privé.

Dans le domaine de la pêche, l'ONUDI a commencé à travailler depuis 2012 en étroite coopération avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) à

sa demande ainsi qu'avec l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA) pour identifier les besoins et concevoir un programme régional sur la chaîne de valeur de la pêche qui intègre la dimension de la sécurité alimentaire. Ce programme a été conçu pour aider la région à améliorer la chaîne de valeur de la pêche et apporter des avantages socioéconomiques aux habitants du Pacifique. Le programme a été présenté plusieurs fois aux Ambassadeurs du Pacifique à Bruxelles pour examen et soutien dans le cadre de la programmation ACP.

Dans le domaine de l'énergie durable, l'ONUDI, le Gouvernement autrichien et SIDS DOCK ont signé un protocole d'accord en mars 2014 visant à créer des centres régionaux d'énergie durable dans les petits États insulaires en développement (PEID) dans la région Afrique, Caraïbes et Pacifique.

Au cours de la Troisième Conférence internationale de l'ONU sur les PEID à Samoa en septembre 2014, l'ONUDI a

promu le réseau des centres régionaux d'énergie durable. En outre, l'ONUDI a organisé des événements parallèles sur des chaînes de valeur inclusives pour les moyens de subsistance, le commerce et la sécurité alimentaire, l'avancement de la compétitivité économique, la création d'emplois et l'initiative des Nations Unies pour l'énergie durable. Actuellement, l'ONUDI assiste le Forum des îles du Pacifique (PIF) à la mise en place de projets pour les petites entreprises dans les agro-industries, en particulier axés sur l'autonomisation des femmes et des jeunes.

En avril 2017, le Centre Pacifique pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (PCREEE) a été inauguré à Tonga. En coopération avec SPC et avec le soutien de SIDS DOCK et du Gouvernement autrichien, l'ONUDI a participé à sa création. Le Centre, qui est maintenant opérationnel, stimulera l'utilisation des énergies renouvelables grâce à la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, d'élaboration de cadres

politiques et de normes de qualité, de plaidoyer, de formation, de renforcement des capacités et de sensibilisation et de mise en réseau.

En plus de la coopération régionale, l'ONUDI développe également sa coopération au niveau des pays. À titre d'exemple, l'ONUDI a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement de Vanuatu pour préparer et signer un programme pays (PP). Le PP soutiendra la transformation de Vanuatu d'une économie essentiellement agricole en économie avec une agro-industrie développée et un secteur du tourisme inclusif. Les activités programmatiques utiliseront le développement industriel pour lutter contre les inégalités en créant plus et de meilleurs emplois, en valorisant les processus de production et en promouvant des modèles commerciaux qui assurent un développement industriel durable. Certains des principaux secteurs de production de Vanuatu sont les pêches et les produits agricoles tels que la noix de coco, le cacao et le kava. En outre, le PP améliorera également l'accès de la

population aux services d'électricité, qui ne représente actuellement que 28%.

L'ONUDI continuera d'appuyer la région aux niveaux national et régional grâce à un dialogue politique continu et à une coopération technique qui contribueront à la réalisation complète des orientations de Samoa et de l'Agenda 2030.

UN PARTENARIAT POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE



UN PARTENARIAT POUR DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Les compétences et les emplois productifs à grande échelle sont essentiels pour offrir aux jeunes et aux femmes les possibilités qu'ils recherchent. Les pays ACP et l'ONUDI ont développé des expériences réussies qui peuvent être reproduites et mises à l'échelle..

L'ONUDI a travaillé en partenariat avec le Secrétariat ACP pour soutenir l'investissement et la promotion des investissements de qualité qui peuvent aider les petites et moyennes entreprises locales à intégrer les chaînes de valeur régionales et internationales, à créer plus d'emplois et à attirer des investissements intérieurs et étrangers directs. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les pays ACP et leur secteur privé pour les aider à ajouter et à conserver plus de valeur grâce aux activités agro-industrielles. Afin aussi de fournir les compétences nécessaires pour intégrer les secteurs industriels et

gagner des salaires plus élevés pour offrir aux femmes et aux jeunes de meilleures opportunités grâce à la connaissance, le soutien technologique et commercial tout en encourageant l'esprit d'entreprise.

Projets conjoints pour la réduction de la pauvreté et l'emploi inclusif

À la demande des pays en développement, l'ONUDI et l'UE ont mis en œuvre conjointement plusieurs projets régionaux et nationaux en Afrique, en Asie et dans le voisinage européen qui visent à soutenir le développement de la chaîne de valeur en faveur des pauvres, l'investissement de

qualité, la RSE et la création de richesse inclusive. Une attention particulière a été d'aborder les causes profondes des migrations et des conflits en améliorant l'employabilité des jeunes et des femmes grâce à une formation professionnelle axée sur les besoins réels de l'économie locale et en aidant les entreprises locales à améliorer leur compétitivité et à créer plus d'emplois.

Aborder la réduction de la pauvreté grâce à un emploi inclusif

À la demande des pays ACP, l'ONUDI a mis en œuvre de nombreux projets régionaux et nationaux visant à soutenir le développement des chaînes de valeur en faveur des pauvres, l'investissement de qualité, la responsabilité sociale des entreprises et la création de richesse inclusive. Une attention particulière a été d'abord accordée aux causes profondes de la migration en améliorant l'employabilité des jeunes et des femmes grâce à une formation professionnelle axée sur les besoins réels de l'économie locale et en aidant les entreprises locales à améliorer leur compétitivité et à créer plus d'emplois. Ces projets constituent une excellente base pour la réplication à une échelle plus élevée pour un impact plus élevé.





AGRO-INDUSTRIE ET ENTREPRENARIAT RURAL

Activités qui soutiennent la transformation économique des pays par des chaînes de valeur de l'agro-Industrie créant des liens industriels avec les entreprises locales pour améliorer l'emploi et les opportunités de revenus, en mettant l'accent sur les entreprises et les industries agro-industrielles, agroalimentaires, y compris dans les domaines de l'alimentation, du cuir, du textile, le secteur du bois et de l'équipement agricole.



FEMMES ET JEUNES DANS LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

L'accent principal dans ce domaine concerne les connaissances, les compétences, les technologies et les services de soutien aux entreprises nécessaires pour permettre aux femmes et aux jeunes de s'engager dans des activités productives, de générer des revenus et ainsi de réduire la pauvreté. L'ONUDI aide les gouvernements à élaborer des politiques en faveur d'un environnement propice à la croissance économique qui répond au genre et à l'âge.



LA SÉCURITÉ HUMAINE, RÉADAPTATION FACE AUX CRISES ET LA MIGRATION

Dans les pays et les régions qui sortent d'une situation de crise, il est essentiel d'habiliter les communautés locales à promouvoir leur participation à la réhabilitation productive et à la reconstruction après la crise en créant des moyens de subsistance durables. Dans ce Contexte, le secteur privé local est un moteur de croissance, qui détient la clé du progrès socioéconomique et de la stabilité future. Les entrepreneurs peuvent être aidés à réorganiser leurs entreprises, à accroître leur productivité et à améliorer les normes de qualité des produits afin de répondre de manière continue à la demande du marché. L'ONUDI s'emploie à s'attaquer aux causes profondes des migrations grâce à la création d'emplois générant des revenus pour obtenir une résilience économique et soutient en outre les personnes déplacées dans les pays de transition des crises prolongées et le co-développement avec les communautés d'accueil.



ACP

Pays ACP: enquête sur les entreprises dans certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) combinée à: renforcement des capacités des agences de promotion des investissements (IPA) en Afrique subsaharienne.

CARAÏBES

Projet régional: Améliorer la productivité et la compétitivité de la chaîne de valeur de la crevette en Amérique Latine et Caraïbes

Angola, Cap-Vert, Mozambique, Rwanda, Namibie, Ouganda: programme d'études sur l'entrepreneuriat.

République démocratique du Congo: assistance technique au processus de mise en place de plates-formes industrielles dans les différents pôles visés par le PDPC en RDC.

Côte d'Ivoire: formation professionnelle pour l'emploi productif des jeunes (PROFORME).

Éthiopie: Endiguer la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Éthiopie.

Madagascar: soutien au développement de l'industrie à petite échelle de la canne à sucre.

Mali: Soutenir la capacité de résilience des jeunes et des femmes dans les régions de Gao et de Tombouctou après les conflits armés.

Niger: Renforcer la sécurité alimentaire et la création de revenus grâce à une revitalisation durable des chaînes de valeur de la viète et du niébé.

Pays de la SADC: revitalisation des centres de formation forestière dans la région de la SADC pour des emplois verts.

Sénégal: soutien aux activités micro-économiques urbaines.

Somalie: Daldhis (Construisez votre pays): une approche intégrée pour rétablir le lien entre l'État et le citoyen à Jubbalet.

Soudan du Sud: renforcement de la valeur ajoutée locale et renforcement des chaînes de valeur.

Soudan: renforcement de la capacité de l'État de Karthoum dans la prestation de services de formation professionnelle favorables aux pauvres.

Ouganda, Tanzanie, Rwanda: Plate-forme 3ADI - promotion d'un partenariat public privé novateur.

Zambie: Académie de formation industrielle zambienne (ZAMITA).

AFRIQUE

Africa Investor Report

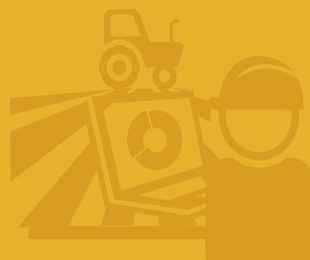
TOWARDS EVIDENCE-BASED
INVESTMENT PROMOTION STRATEGIES



Website of the investment monitoring platform:
<http://investment.unido.org/imp/>

ENQUÊTE SUR LES ENTREPRISES DANS LES PAYS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (ACP)

Renforcement des capacités
des agences de promotion des
investissements (API) en Afrique
subsaharienne



AFRIQUE - CARAÏBES -
PACIFIQUE

DES PAYS

BURKINA FASO, BURUNDI,
CAMEROUN, CAP-VERT,
ETHIOPIE, GHANA,
KENYA, LESOTHO,
MADAGASCAR, MALAWI,
MALI, MOZAMBIQUE,
NIGER, NIGERIA, RWANDA,
SÉNÉGAL, RÉPUBLIQUE
UNIE DE TANZANIE,
OUGANDA, ZAMBIE

DURÉE

2008 - 2011
2012 - 2014

BUDGET TOTAL

€ 2,769, 908
€ 1,600,000

Partenaires / Donateurs : UE, Afripanet,
Gouvernements nationaux

CONTEXTE

Par rapport aux autres régions du monde, les investissements étrangers et nationaux du secteur privé dans les pays ACP ont été limités au cours des dernières décennies. Dans ce Contexte, l'ONUDI a soutenu le lancement du Réseau Africain d'agence de promotion de l'investissement (AfrIPANet) en réponse aux défis auxquels font face les agences Africaines de promotion des investissements (API).

STRATÉGIE

Le programme se compose de quatre éléments:

- Des enquêtes très détaillées auprès des investisseurs fournissant des statistiques consolidées tirés d'échantillons représentatifs de différents secteurs économiques.
- Une plate-forme de surveillance des investissements facilitant la recherche des statistiques de l'enquête et créant des liens entre les entreprises, les investisseurs et les autres parties concernées.
- Les efforts de renforcement des capacités de l'ONUDI pour s'assurer que les API sont soutenus par de la recherche, du plaidoyer politique, des informations stratégiques et des dispositifs de suivi.
- Un programme d'échange de sous-traitance et de partenariat (SPX), qui met en contact les investisseurs étrangers et des pays Africains sélectionnés, et aide à développer des PME locales grâce à des opportunités commerciales / d'investissement rentables.

RÉALISATIONS

- Plus de 7 000 entreprises dans 20 pays Africains ont été sondées, fournissant une source d'information unique pour les investisseurs nationaux et internationaux.
- Les résultats ont été présentés au Forum des affaires UE-Afrique 2010 (EABF), auquel les participants ont recommandé que le projet soit étendu à tous les pays Africains en termes de sondages, de plate-forme et de renforcement des capacités institutionnelles.
- Les données disponibles sur la plate-forme de surveillance des investissements (IMP) sont une source d'information unique et approfondie sur le secteur privé au niveau de l'entreprise et du secteur en Afrique
- L'ONUDI a pour objectif d'étendre cette initiative à tous les pays ACP afin qu'ils puissent tous être également équipés en matière de promotion des investissements.



**PLATE-FORME POUR L'INITIATIVE DE
DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE
ET DE L'AGROBUSINESS EN AFRIQUE
(3ADI)**





AFRIQUE DES PAYS

UGANDA, TANZANIE,
RWANDA

DURÉE

2013 - 2017

BUDGET TOTAL

\$ 820,487

Partenaires / donateurs : Japon, GVT nationaux, Secteur privé local

Associé à



CONTEXTE

Dans le contexte de l'agro-industrie Africaine, le secteur privé est de plus en plus attiré par de nouvelles opportunités d'affaires, alors que la demande mondiale de produits agricoles a progressivement augmenté au cours des vingt dernières années. L'Afrique a un grand potentiel de développement des entreprises agro-industrielles et il existe de nombreuses opportunités d'affaires qui attendent d'être matérialisées.

Le projet vise à promouvoir le développement de l'agro-industrie en Afrique grâce à des partenariats public-privé novateurs (PPP). En reliant directement aux activités de l'Initiative de Développement de l'Agro-industrie et de l'Agrobusiness en Afrique (3ADI) existantes, dans trois composantes (sous-projets), le projet établira des partenariats public-privé (PPP) pour renforcer les chaînes de valeur de l'agro-industrie et améliorer le retour social des entreprises privées. Le projet est composé de trois sous-projets qui sont liés aux demandes que l'ONUDI a reçues des gouvernements dans le cadre du 3ADI.

STRATÉGIE

Cette initiative vise à promouvoir le développement de l'agro-industrie en Afrique grâce à des partenariats public-privé novateurs.

Les sous-projets viseront spécifiquement les objectifs suivants:

- Traitement de la banane en Ouganda: veiller à ce que les produits de bananes traités répondent aux normes internationales de qualité et de sécurité pour la consommation et la compétitivité du marché.
- Traitement des eaux usées à Zanzibar: soutenir la configuration technique.

D'une installation de traitement des algues et du traitement des liens vers les producteurs primaires par le biais d'un système de collecte mobile.
- Production laitière au Rwanda: Augmenter la disponibilité des produits laitiers répondant aux normes de qualité alimentaires.

CONTEXTE

L'Afrique a la croissance démographique la plus rapide et la population la plus jeune au monde. Plus de 40 pour cent de la population Africaine est âgée de moins de 15 ans et devrait croître considérablement dans les années à venir. Les jeunes représentent jusqu'à 36 pour cent de la population totale en âge de travailler et trois chômeurs sur cinq en d'Afrique sont des jeunes.

Tout en reconnaissant les défis démographiques de l'Afrique, le grand nombre de jeunes peut également être considéré comme une opportunité. Une nouvelle Afrique émergente et intégrée ne peut être réalisée que si cet avantage démographique est mobilisé pour l'intégration, la paix et le développement. Autrement dit, si les jeunes ont les compétences, la confiance et les attitudes entrepreneuriales pour créer et exploiter les opportunités à mesure qu'elles se présenteront.

Les investissements dans l'éducation et le développement des compétences sont essentiels pour créer des environnements favorables qui permettent d'employer les jeunes et les femmes dans les secteurs productifs.

AFRIQUE

Varie selon le pays

BUDGET TOTAL

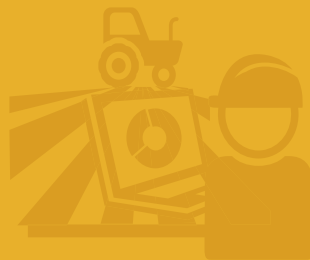
Varie selon le pays

Partenaires / donateurs : GVT, PNUD, ONE UN Fund, République de Corée, Portugal, Norvège, Chevron, Japon

Associé à



PROGRAMME D'ETUDES EN ENTREPRENEURIAT



STRATÉGIE

L'entrepreneuriat est introduit comme une matière à part entière dans les écoles secondaires générales et dans les écoles techniques et professionnelles à l'échelle nationale.

L'ONUDI aide les autorités à élaborer leur propre programme d'études avec des programmes, des guides pour enseignants, des manuels scolaires, des outils de suivi et d'évaluation, des directives d'évaluation, des enseignants formés, des projets pilotes. Tout ceci afin de déployer au niveau national un programme d'entrepreneuriat avec des initiatives établies par les autorités nationales.

L'ONUDI soutient également les efforts déployés par les autorités nationales pour améliorer la performance des services publics afin d'encourager les entrepreneurs à démarrer et à exploiter des entreprises. L'objectif est de créer un environnement propice à une société entrepreneuriale où les initiatives des entrepreneurs existants et potentiels peuvent se développer.

PRINCIPAUX RÉSULTATS PAR PAYS





REVITALISATION DES CENTRES DE FORMATION FORESTIÈRE POUR DES EMPLOIS VERTS EN AFRIQUE AUSTRALE



AFRIQUE
REGION
SADC

DURÉE

2014 - 2017

BUDGET TOTAL

\$ 1,495,756

Partenaires / donateurs : FIDA, GVT
nationaux, FAO

Associé à



CONTEXTE

La région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est confrontée à de graves conséquences environnementales et économiques due à la dégradation de la forêt pour la production de charbon de bois, de bois de chauffage et à la fuite de troncs non transformés vers les marchés étrangers.

Des opportunités d'emplois verts sont perdues en raison de la mauvaise conservation de la forêt, d'un mauvais reboisement, d'une gestion non-durable en partie due au gaspillage et de la transformation du bois au niveau local non conforme aux normes internationales. Les organismes forestiers publics, ainsi que les collèges et les établissements de formation sont confrontés à de sérieux défis en matière de ressources humaines et du nombre insuffisant de centres de formation dans la région. Cela affecte aussi bien le niveau de dotation en personnel que les compétences dans les industries liées à l'exploitation forestière. Les moyens de formation sont limités et le nombre d'étudiants non qualifiés pour un travail exigeant dans les forêts ou dans les entreprises est important. Les programmes de formation existants ne permettaient pas de former la main-d'œuvre qualifiée dont le secteur forestier et l'industrie du bois avaient besoin.

STRATÉGIE

Le projet vise à mettre en lumière les goulets d'étranglement des principaux établissements de formation forestière de la région de la SADC, dans le but de proposer leur revitalisation et d'entreprendre des améliorations. Dans un premier temps, une étude de faisabilité a ciblé les installations existantes, l'efficacité de la formation, la pertinence des programmes et les niveaux de technologies et de personnel. Les résultats de l'étude de faisabilité ont ainsi permis d'identifier les lacunes entre les besoins actuels des forestiers et le marché du travail dans le secteur forestier en vue de l'amélioration du secteur forestier dans la région de la SADC. Le projet doit conduire à améliorer progressivement les centres de formation considérés comme les plus importants sur le plan régional pour accroître la création d'emplois verts et les coopérations transfrontalières.

RÉSULTATS

- Plus de 70% des bénéficiaires ont signalé l'amélioration de leur situation professionnelle, ce qui indique que les formations ont contribué à accroître l'employabilité. Pour 28% des bénéficiaires, la situation n'a pas changé, tandis que la situation a empiré pour seulement 1%.
- Un impact direct de la formation sur le revenu a été observé, puisque plus de 40% des bénéficiaires ont déclaré qu'ils gagnaient plus qu'avant la formation. 54% des bénéficiaires gagnent le même salaire tandis que 3% ont vu leur salaire baisser.
- En raison du partenariat, tous les 6 partenaires PPDP interviewés ont signalé une augmentation de la capacité et de l'innovation du personnel technique et 5 des 6 ont mentionné une augmentation de la motivation du personnel. Tous les partenaires ont noté des changements dans leur propre entreprise ou organisation en conséquence du partenariat.



**AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ
ET LA COMPÉTITIVITÉ DE LA
CHAÎNE DE VALEUR DE LA
CREVETTE PAR LA COOPÉRATION
RÉGIONALE EN AMÉRIQUE
LATINE ET CARAÏBES**



DURÉE

2015 - 2017

BUDGET TOTAL

\$ 743,064

Partenaires / donateurs : DFID, GVT
nationaux

Associé à



CONTEXTE

Pour les pays des Caraïbes comme Cuba et la République dominicaine et d'autres pays d'Amérique latine, le secteur de la crevette représente une source importante de revenus grâce à l'exportation et à l'emploi local. Toutefois, dans la plupart de ces pays, il est nécessaire d'améliorer la productivité et la compétitivité du secteur et sa conformité aux normes internationales en matière de qualité et d'environnement. Ces lacunes ne sont pas réparties de manière égale entre les pays ce qui offre pourtant un incroyable potentiel d'échanges interrégionaux de partage de connaissances et de technologies. En effet, un partage régional de connaissances et de technologies pour l'agriculture autour de la transformation et de la commercialisation des crevettes pourrait améliorer la coopération régionale et stimuler la production locale. En outre, des solutions durables concernant l'organisation de la chaîne de valeur (commercialisation, cadre réglementaire, technologie, financement, utilisation efficace des ressources) peuvent être identifiées et poursuivies dans l'intégration régionale.

STRATÉGIE

Le projet vise à améliorer la coopération entre les opérateurs des divers segments des chaînes de valeur nationales de la crevette et à les soutenir dans la mise en place de nouvelles stratégies pour un développement industriel inclusif et durable. Le projet vise à améliorer les rétributions économiques dans toutes les chaînes nationales de valeur de la crevette et l'intégration régionale des secteurs de la crevette. L'objectif est de favoriser non seulement les synergies et les partenariats entre les institutions publiques, privées et basées sur la R & D, mais aussi les liens entre les entreprises locales et les marchés nationaux, régionaux et mondiaux.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Pour Cuba et République dominicaine:

- L'approvisionnement de crevettes de qualité est assuré alors que des formations et des ateliers sont menés pour montrer et enseigner de nouvelles méthodologies aux fermiers et aux gestionnaires agricoles.
- Plusieurs formations ont été effectuées par des experts internationaux dans les fermes sur l'amélioration et le traitement de la productivité.
- 220 000 nouvelles larves ont été achetées auprès de fournisseurs internationaux, tandis que 7 000 kg d'aliments pour crevettes d'eau douce seront fournis par des entreprises locales (République dominicaine).
- Les agriculteurs cubains de crevettes ont participé à une tournée d'étude au Mexique, où ils ont séjourné 2 semaines et ont été informés sur l'élevage de crevettes dans la côte Pacifique du Mexique et sur de nouvelles méthodologies.

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DES PLATEFORMES INDUSTRIELLES DANS LES DIFFERENTS POLES CIBLÉS PAR LE

PDPC

AFRIQUE

PAYS
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO

DURÉE

2013 - 2019

BUDGET TOTAL

\$ 4,401,346

Partenaires / donateurs : GVT DRC, WB

Associé à



CONTEXTE

Ce projet fournit une assistance technique dans la gestion globale du programme de pôles de croissance (PDPC) qui vise à renforcer les secteurs agro-sectoriels identifiés. Plus précisément, le projet contribue à la mise en place d'une plateforme multiservice, considérée à la fois comme un centre de développement technique et commercial, permettant aux agriculteurs et entrepreneurs / transformateurs d'accéder à des infrastructures, à des services et des technologies pour développer leurs compétences, à améliorer leurs produits et ainsi augmenter leurs revenus et générer des emplois.

OBJECTIF

L'objectif général du projet est de contribuer à accroître la productivité et les possibilités d'emploi dans la province du Bas-Congo grâce à la provision d'une assistance technique au PDPC. L'objectif spécifique du projet est de contribuer à améliorer le niveau de revenus des populations rurales grâce au soutien technique aux activités de renforcement des capacités dans les pôles ciblés par le PDPC.

STRATÉGIE

En particulier, ce projet fournira une assistance technique pour la préparation et l'approbation des termes de référence des études requises, des achats, des appels d'offres pour les activités de construction, des activités de validation des études et de l'acceptation technique des bâtiments et des équipements installés.

- Assistance technique au suivi, à la supervision et à la validation des études de faisabilité, des études techniques et à l'élaboration du plan opérationnel pour la mise en place de plateformes industrielles.
- Assistance technique au recrutement des prestataires et contractuels, chargés de la mise en place des plateformes industrielles.
- Assistance technique à la supervision et à la surveillance des plateformes industrielles.
- Renforcement des capacités en matière de formation et de visites d'étude.

FORMATION PROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI PRODUCTIF DES JEUNES (PROFORME)



AFRIQUE

PAYS

CÔTE D'IVOIRE

DURÉE

2012-2018

BUDGET TOTAL

€ 28,500,000

Partenaires / donateurs : GVT Côte
Ivoire, EU

Associé à



CONTEXTE

Le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est de 48%. Cette situation affecte particulièrement les jeunes et surtout les jeunes femmes. Pour les 4 millions de jeunes que compte le pays, l'un des plus grands défis est le manque de compétences et de qualifications nécessaires pour obtenir un emploi décent.

STRATÉGIE

Le projet soutient le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans la réforme de son système de formation technique et professionnelle: le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux, la formation de 5 000 personnes (2 500 ex-combattants et 2 500 jeunes) et la réhabilitation de 11 centres de formation professionnelle à travers le pays. La formation des jeunes et des ex-combattants ainsi que la réhabilitation sont menées en partenariat avec le Ministère de l'Etat pour l'Emploi, la Formation Professionnelle et les Affaires Sociales (MEMEASFP), la mise en œuvre est faite par l'Agence Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (ADDR) et le Bureau des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Le secteur privé est impliqué à toutes les étapes de la formation; de la création d'outils efficaces de formation et d'éducation à la mise en œuvre.

RÉSULTATS

- 1 826 jeunes et 191 ex-combattants ont complété la formation.
- La formation de 1 823 ex-combattants est en cours.
- Des ateliers de formation pour 700 ex-combattants ont été mis en place et débiteront en juillet 2015.
- Renforcement des capacités au niveau institutionnel pour les acteurs clés du gouvernement et pour la gestion de 4 centres professionnels pilotes. Cela comprend la mise en place d'un nouveau système de gouvernance pour les centres de formation; élaboration d'un plan de conformité fondé sur la qualité; gestion du changement; analyse des besoins de formation en synergie avec le développement régional.
- Mise en place d'un plan de communication pour le Ministère afin de sensibiliser le public à l'enseignement et la formation technique et professionnelle (l'EFTP)
- Renforcement du protocole de maintenance pour l'équipement et l'infrastructure dans les centres de formation sur la base d'une approche inclusive.

ENDIGUER LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE DANS L'ÉTHIOPIE DU NORD ET CENTRALE



AFRIQUE

PAYS

ETHIOPIE

DURÉE

2016 - 2019

BUDGET TOTAL

\$ 1,639,139

Partenaires / donateurs: GVT Ethiopie,
UE

Associé à



CONTEXTE

L'Union Européenne et l'Éthiopie ont signé une Déclaration commune pour un programme commun sur les migrations et la mobilité (CMM), reflétant l'importance de l'Éthiopie en tant que pays d'origine, de transit et de destination des migrants irréguliers et des réfugiés de la Corne de l'Afrique sur la route vers l'Europe. Le gouvernement soutient activement la réintégration des rapatriés et est prêt à aborder les questions de migration d'une manière globale.

STRATÉGIE

Dans le cadre d'une intervention plus large, le projet s'appuie sur des stratégies de développement sectoriel et de chaînes de valeur, ciblant les secteurs agro-industriels et connexes. En ayant identifié les secteurs qui ont la capacité de créer des emplois de manière efficace, l'intervention et de la méthodologie proposées par l'ONUDI se place au cœur de la Stratégie de croissance économique éthiopienne (GTP II). À cet égard, une stratégie de développement efficace appelle à l'expansion des secteurs qui génèrent une plus grande valeur ajoutée et de l'emploi. Le projet a été articulé conformément au Plan d'action de La Valette dans le chapitre sur "Les causes

profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés". En outre, la nouvelle stratégie décrite dans le Plan de croissance et de transformation II (GTP II) fait de la jeunesse et du travail une priorité élevée et vise à obtenir des résultats en particulier grâce au développement des industries légères et des activités agro-industrielles. L'Éthiopie est également l'un des pays pilotes du Programme de Partenariat Pays (PCP) de l'ONUDI soutenant l'ambition de l'Éthiopie de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025 et de créer des emplois et de la prospérité à grande échelle grâce à une industrialisation inclusive et durable.

OBJECTIFS

L'objectif principal est de contribuer à la réduction de la migration irrégulière du nord et de l'Éthiopie centrale en créant des opportunités économiques et professionnelles importantes pour les jeunes femmes et les hommes grâce au développement de secteurs à fort potentiel, en particulier dans le domaine des agro-industries et connexes (par exemple cuir, textile, travail des métaux, huile comestible, etc.).

RÉSULTATS

- Une meilleure adéquation de la demande et de l'offre de main-d'œuvre dans certaines chaînes de valeur et secteurs de croissance, en particulier pour les jeunes femmes et les hommes, contribuant à la réduction des flux migratoires.
- Les structures de soutien aux entreprises (publiques et privées), les centres techniques dans les secteurs sélectionnés et les institutions financières offrent des services de meilleure qualité aux jeunes femmes et aux hommes.



**SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT
DES PETITES INDUSTRIES DE LA
CANNE À SUCRE**

AFRIQUE



PAYS
MADAGASCAR

DURÉE

2013 -2018

BUDGET TOTAL

\$ 2,394,078

Partenaires / donateurs: GVT Madagascar,
UE

Associé à



CONTEXTE

91% de la population de Madagascar vit avec moins de 2 \$ par jour et 77,1% sont considérés comme vivant dans l'extrême pauvreté (habitant moins de 1,25 \$ par jour). Bien que l'agriculture ait un poids significatif dans l'économie du pays et représente les deux tiers du PIB, la production locale reste insuffisante pour couvrir les besoins de la population, favorisant ainsi les importations. Le système agricole en général devient de plus en plus fragmenté et désorganisé, et les entrepreneurs ruraux manquent de compétences techniques et de savoir-faire en matière de gestion et de commercialisation.

Le projet vise à démontrer que la culture de la canne à sucre peut être rentable pour les petites entreprises agricoles et de transformation, et que Madagascar peut progresser vers l'autosuffisance pour répondre à sa demande de sucre. Basé sur une approche holistique qui respecte les principes du développement de la chaîne de valeur, le projet fournit une assistance technique aux petites exploitations afin d'accroître leur productivité et favorise la création d'unités semi-industrielles de traitement de la canne à sucre. La participation du secteur privé est considérée comme un facteur clé dans l'effort visant à assurer la durabilité des réalisations.

STRATÉGIE

RÉSULTATS ATTENDUS

- Les producteurs de canne à sucre améliorent leur productivité grâce aux nouvelles techniques et au soutien consultatif.
- Les opérateurs privés sont soutenus par la création d'unités de traitement compétitives et autonomes.
- Un modèle économique de transformation du sucre et de produits dérivés sera diffusé parmi les opérateurs privés et les autres acteurs de l'industrie.
- L'Établissement de pépinières de canne à sucre sera assuré dans deux régions très vulnérables, Anosy et Boeny.
- Plus de 500 producteurs de canne à sucre à petite échelle, de transformateurs et d'autres entrepreneurs ruraux, dont beaucoup de jeunes, bénéficieront du projet.

CONTEXTE

La crise politique et de sécurité qui a secoué le Mali avec le coup d'état militaire du 22 mars 2012 et l'occupation de deux tiers du pays par des groupes séparatistes armés et des narco-terroristes a sapé le tissu social et les relations communautaires et a aggravé les tensions. Le dialogue politique avec les groupes armés et la réconciliation ont été déclarés priorités nationales par le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita et son gouvernement.

STRATÉGIE

Le projet "Appuyer la capacité de résilience des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et de Tombouctou après les conflits armés" est un programme conjoint de l'ONUDI et du PNUD, qui vise à consolider le processus de réconciliation nationale et de consolidation de la paix dans le nord du Mali et de créer des opportunités économiques pour les femmes et les jeunes dans les régions de Gao et de Tombouctou. À cet égard, l'ONUDI fournira les résultats principaux suivants:

1. Les jeunes entrepreneurs sont aidés dans la création et le développement de leur microentreprise par des moyens financiers et non financiers (ONUDI).

SOUTENIR LA CAPACITÉ DE RÉSILIENCE DES JEUNES ET DES FEMMES APRÈS LES CONFLITS ARMÉS

AFRIQUE

PAYS
MALI

DURÉE

2015 - 2017

BUDGET TOTAL

\$ 2,611,110

Partenaires / donateurs : PNUD, GVT
Mali

Associé à



2. Les femmes bénéficient des activités génératrices de revenus grâce à des réseaux commerciaux améliorés et à des coopératives agricoles (ONUFI).

Les objectifs de ce projet sont de développer la capacité de gestion des conflits non-violente, de processus de dialogue ouverts et inclusifs et la restauration de la cohésion sociale et de la paix qui bénéficiera aux femmes et aux jeunes ciblés en priorité. En outre, le projet vise à faire en sorte que les communautés bénéficiaires deviennent plus résistantes aux conflits et qu'elles s'intègrent durablement dans leurs communautés grâce à la création de nouvelles opportunités économiques.

ACTIONS EN COURS

À l'heure actuelle, les actions entreprises sont les suivantes:

- I. Création d'un mécanisme de financement pour 24 groupes de femmes sélectionnés et 80 entrepreneurs.
- II. Fourniture d'équipement pour les groupes de femmes.
- III. Formation de 150 jeunes dans des métiers sélectionnés.
- IV. Fourniture de kits d'installation pour les jeunes formés.

RÉSULTATS (première année)

- I. 3 études d'identification des besoins (cartographie des chaînes de valeur de l'emploi, analyse des groupes de femmes et analyse de l'offre et des besoins de formation professionnelle).
- II. Des centres d'écoute et d'information ont été mis en place à Gao et à Tombouctou.
- III. 80 jeunes entrepreneurs seront financés pour lancer des activités commerciales.
- IV. Kidal Youth Forum a réuni 300 jeunes de toutes les régions.
- V. 45 personnes (formateurs) ont été formées à la gouvernance interne des organisations (en gestion financière et administrative).
- VI. La formation au centre de réconciliation a bénéficié à 1 032 personnes, dont 586 (57%) étaient des femmes.
- VII. 12 formateurs et 300 jeunes ont été formés à l'entrepreneuriat et au développement de plans d'affaires.
- VIII. 70 bénévoles de la paix ont facilité 850 séances de sensibilisation sur la cohésion sociale et la paix.
- IX. 27 groupes de femmes (200 femmes) ont été formés à la transformation agroalimentaire (produits laitiers, céréales, fruits et légumes), aux techniques de gestion de la qualité et aux activités agro-pâteuses.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA GÉNÉRATION DE REVENU PAR LA REVITALISATION DURABLE DES CHAÎNES DE VALEUR DE LA VIANDE ET DU NIEBE

PAYS
NIGER

DURÉE
2015 -2019

BUDGET TOTAL
\$ 12,406,270

Partenaires / donateurs: 3ADI, GVT Niger,
BTC, Agence belge de développement,
UE, BM, AECID - Agence espagnole de
développement

Associé à



CONTEXTE

Le gouvernement du Niger a officiellement demandé à l'ONUDI d'aider à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire résultant de la mauvaise saison de récolte de 2011-2012. Afin de renforcer la résilience face aux crises, le gouvernement intensifie ses efforts pour construire une industrie de transformation alimentaire durable grâce au développement de chaînes de valeur ayant le plus grand potentiel de développement/sécurité alimentaire. En outre, l'examen d'une concentration de l'aide au développement révèle qu'il existe des possibilités d'expansion des interventions de développement industriel, en particulier dans les industries agroalimentaires.

OBJECTIF

L'objectif principal du projet est de soutenir le Gouvernement nigérien en créant une résilience durable face à l'insécurité alimentaire et à créer des emplois grâce à l'expansion des secteurs de la viande, du lait et du niébé. Ces chaînes de valeur représentent une véritable occasion de lutter contre la malnutrition et de générer des richesses au niveau rural, compte tenu de leur importance économique pour les populations vulnérables, ainsi que du potentiel peu exploité de ces produits agroalimentaires.

RÉSULTATS ATTENDUS

- La réhabilitation physique, la fourniture d'équipements (traitement et transport) et l'opérationnalisation de deux abattoirs réfrigérés (Tahoua et Zinder).
- Le développement de boucheries modernes, un centre pilote pour le traitement de Kilichi traditionnel et un pour la transformation de Niébé et son réseau de collecte.
- La création d'un centre de formation professionnelle agro-industrielle.
- Le renforcement de la capacité de production d'un réseau de centres de collecte du lait.
- Le renforcement complet des capacités des professionnels dans le traitement de la viande, du lait et du niébé dans les localités sélectionnées.
- Le renforcement des capacités des ministères impliqués pour piloter, surveiller et répliquer l'approche dans chacune des chaînes de valeur.

SOUTIEN AUX ACTIVITÉS MICRO- ÉCONOMIQUES URBAINES

AFRIQUE
PAYS
SÉNÉGAL

DURÉE

2006 - 2007

BUDGET TOTAL

\$ 1,356,000

Partenaires / donateurs: GVT Sénégal, UE

Associé à



CONTEXTE

Au Sénégal, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent plus de 90% de l'économie nationale. L'importance de ce secteur a justifié la création d'un ministère pour les PME, Micro Finance et Femmes Entrepreneurs, ainsi que de deux agences pour le développement et la promotion des PME (ADPME) et pour la promotion et le développement de l'artisanat (APDA). En termes de politique macroéconomique, ce secteur est une priorité des différents cadres politiques: stratégie de réduction de la pauvreté, stratégie de développement du secteur privé et politique de décentralisation.

STRATÉGIE

Ce projet fait partie d'un projet plus vaste intitulé PADELU (Projet d'Appui au Développement Local Urbain). Le projet complet comprend un volet Infrastructure et services, une composante de l'information et de la communication et une composante des activités micro-économiques urbaines (MAEU). Cette dernière partie, mise en œuvre par l'ONUDI, visait à accroître l'emploi et les opportunités de revenus pour les populations urbaines et à faciliter

l'expansion des activités économiques dans les micros et petites entreprises urbaines. Plus précisément, l'ONUDI a aidé les micros et petites entreprises avec un soutien technique et leur a permis d'accéder au financement de leur développement.

RÉSULTATS

Stimulation des activités économiques dans dix communautés locales situées dans six régions différentes.

- 20 coordonnateurs économiques recrutés et formés.
- Environ 150 groupes de travail ont été créés, mobilisant environ 4 000 membres.
- Des actions de soutien technique et financier pour environ 150 projets publics lancés.
- Conception d'une stratégie / plan de financement durable pour les projets des principaux bénéficiaires.



DALDHIS (Construisez votre pays):
**UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR
 RÉTABLIR LE LIEN D'ÉTAT-CITOYEN
 À JUBBALAND**

AFRIQUE

PAYS

SOMALIE

DURÉE

2016 - 2018

BUDGET TOTAL

\$ 8,000,000
 (\$ 1,500,000 par UNIDO)

Partenaires / donateurs: GVT Somalie,
 PNUD, UNICEF, OIT, UNCDF, ONU
 Habitat et ONUDI

Associé à



CONTEXTE

La Somalie sort d'une guerre civile de 25 ans qui a détruit non seulement le gouvernement du pays, ses institutions et ses infrastructures, mais a également affaibli les moyens de subsistance des Somaliens, limité leur accès aux services de base et réduit leur éducation et leurs possibilités d'emploi. La guerre a finalement érodé la confiance des Somaliens les uns envers les autres et le contrat social entre les citoyens somaliens et l'Etat. De nombreux efforts seront nécessaires pour résoudre ces problèmes. La valeur ajoutée du programme Daldhis, dont l'ONUDI fait partie, est de fournir un ensemble complet de services allant de la justice, de la police, du rétablissement des structures des administrations locales, à la formation professionnelle et à des possibilités d'emploi pour la population. L'ONUDI travaille sur cette dernière composante, offrant des formations techniques et professionnelles de haute qualité basées sur les marchés local, national et international.

STRATÉGIE

La composante du projet consacrée à l'emploi des jeunes (ONUDI et PNUD) collabore avec le secteur privé et les établissements d'enseignement pour créer un environnement propice à l'engagement des jeunes et dispenser une formation sur la réinsertion sociale, le développement de l'esprit d'entreprise pour les jeunes adultes et les jeunes à risque; En outre, des travaux à court terme pour le travail et les travaux intensifs en main-d'œuvre sont mis en œuvre pour réhabiliter les infrastructures locales fragiles; Enfin, des formations professionnelles et techniques basées sur le marché du travail sont mises en œuvre, y compris les transferts de technologie, pour les jeunes adultes et les jeunes à risque en améliorant l'accès à un emploi plus régulier.

PORTÉES

Le programme conjoint poursuit deux objectifs essentiels:

1. Les structures gouvernementales et les institutions au niveau fédéral, régional, de district et communautaire sont renforcées, plus responsables, plus transparentes et plus aptes à répondre aux différents besoins de la population du sud et du centre de la Somalie.

2. Les communautés du sud et du centre de la Somalie génèrent la demande et bénéficient de la gouvernance locale, de la sécurité, de la justice, des solutions économiques et sociales.

Plus précisément, l'ONUDI aura renforcé la capacité de livraison de formations professionnelles axées sur le marché et aura doté les jeunes de formation technique et de transferts de technologie pour améliorer leur accès à l'emploi.

RÉSULTATS

L'ONUDI s'emploie à soutenir les secteurs de la fabrication manufacturière légère, du transport, de la construction et de l'agro-industrie.

Les résultats attendus sont ; 20 formateurs techniques préparés pour offrir des formations améliorées, 6 ateliers techniques créés ou renforcés grâce au transfert de technologie et à l'infrastructure et 525 jeunes sous-qualifiés ou sans emploi formés à des compétences commercialisables.

DE LA VALEUR AJOUTÉE LOCALE ET RENFORCEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR



AFRIQUE
PAYS
SOUDAN DU SUD

DURÉE

2015 – 2017

BUDGET TOTAL

€ 2,000,000

Partenaires / donateurs: EU, GVT Soudan du Sud

Associé à



CONTEXTE

Le Plan de développement du Soudan du Sud (PDSS) est considéré comme la principale approche stratégique pour répondre aux principaux objectifs de l'effort de construction nationale. Le PDSS considère l'agriculture comme la base principale de la dynamique nationale de développement et identifie 4 défis: accès aux apports agricoles, accès aux marchés grâce à l'amélioration des infrastructures et au développement d'organisations professionnelles pour accéder aux financements et obtenir des économies d'échelle

OBJECTIF

L'objectif global fixé par l'UE est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus de la population du Soudan du Sud afin de stimuler l'économie rurale et atteindre un niveau de sécurité alimentaire durable dans le pays. Cinq objectifs ont été identifiés pour cette action d'approche globale:

1. *Mise en place de la structure gouvernementale dédiée, ainsi que la réglementation et le dispositif de contrôle.*
2. *Approvisionnement durable en terme d'intrants agricoles et animaux à travers le secteur privé.*

3. *Amélioration de la valeur ajoutée locale et renforcement de la chaîne de valeur.*
4. *Amélioration des compétences de base littéraire et numérique.*
5. *Augmentation des transactions commerciales et amélioration du marketing.*

RÉSULTATS ATTENDUS

Identifier les produits à fort potentiel et la stratégie de mise à niveau pour au moins cinq chaînes de valeur:

- Mise en place de cinq stratégies de chaîne de valeur améliorées.
- Améliorer les capacités d'au moins 800 acteurs dans les chaînes de valeur qui mettront en œuvre des outils technologiques et commerciaux pour l'amélioration de la valeur ajoutée.
- Établissement de quatre centres de traitement agricoles entièrement équipés, les organisations de producteurs bénéficiant directement de l'assistance aux projets pour la création de centres de micro-traitement agricole autogérés.

AMÉLIORER LA CAPACITÉ DE KARTHOUM A FOURNIR DES SERVICES DE FORMATION PROFESSIONNELS AXÉS SUR LES PAUVRES

AFRIQUE

PAYS

SUDAN

DURÉE

2007 - 2010

BUDGET TOTAL

€ 28,920,000

Partenaires / donateurs: UE, GVT Soudan, Chambre de commerce soudanaise, CSO

Associé à



CONTEXTE

Depuis 2005, l'état de Khartoum a connu une augmentation conséquente des investissements ainsi que des possibilités d'emploi dans divers secteurs industriels. Cependant, l'État continue de faire face à un chômage élevé, en particulier parmi les personnes déplacées à l'intérieur du pays et la population jeune, dû au manque de formation professionnelle.

STRATÉGIE

Le projet comporte deux composantes principales interconnectées, qui soutiennent 1) l'établissement et le fonctionnement de 5 centres de formation professionnelle modernisés (CFP) et 2) des programmes de moyens de subsistance durables pour les personnes déplacées et les familles, dans 4 camps de personnes déplacées majeures et les Organisations de la société civile (OSC).

RÉSULTATS

- 3225 jeunes (42% de femmes) ont été formés et disposent de la capacité opérationnelle de former 3000 personnes tous les 15 mois.
- Une nouvelle culture de formation professionnelle et de gestion organisée par le CFP a mis en place une culture sensible à l'égalité avec 96 gestionnaires et personnel administratif pour 5 CFP.
- Au moins 175 nouveaux formateurs hautement qualifiés ont été formés
- Le gouvernement de l'État de Khartoum et le ministère fédéral de l'Industrie ont créé un Conseil pour la formation professionnelle et l'éducation technique, visant à assurer les méthodes du secteur privé, les politiques de financement et de durabilité après la durée de vie du projet.
- Formation et assistance technique dans les domaines de la construction et du secteur automobile, de l'équipement lourd, de la réparation, de l'électronique, du métal, de la réfrigération et du refroidissement de l'air, des chaussures et des services d'hôtellerie et de restauration.

ACADÉMIE ZAMBIENNE DE FORMATION INDUSTRIELLE (ZAMITA)



AFRIQUE
PAYS
ZAMBIE

DURÉE

2015 -2019

BUDGET TOTAL

\$ 1,451,700

Partenaires / donateurs: GVT Zambie,
Volvo, SIDA

Associé à



CONTEXTE

La Zambie possède des ressources naturelles considérables et est le plus grand producteur africain de cuivre et de cobalt. Les ressources minières peuvent devenir un atout considérable pour le développement, les opportunités d'emploi et les revenus, si elles sont utilisées pour financer des investissements dans le capital humain, l'infrastructure et la diversification économique. À l'heure actuelle, il existe une pénurie extrême de travailleurs qualifiés pour les mines zambiennes. Le projet proposé « Volvo et la formation professionnelle en Zambie »: il s'agit d'un Partenariat privé-développement public (PPDP) dans le cadre du développement de la Zambie qui vise à créer, en partenariat avec Volvo, une académie pour l'exploitation et l'entretien du matériel lourd utilisé dans l'industrie minière et les industries qui devraient croître à la suite de la croissance de l'industrie minière, comme la construction et le transport. Il servira de projet pilote et devrait donner l'exemple d'un partenariat public-privé (PPDP) qui sera inséré dans le cadre du Cadre de formation et de formation minier (MSTF), favorisant ainsi un changement systématique au sein du système de formation professionnelle. En outre, le projet augmentera le nombre de travailleurs qualifiés en réparation d'équipement lourd (R.E.L) et générera un emploi productif pour les jeunes hommes et femmes zambiens.

STRATÉGIE

Le projet formera les jeunes avec des compétences industrielles pertinentes pour l'industrie minière et les secteurs connexes. Ce faisant, cela contribuera à combler l'écart de compétences qui affecte actuellement les industries zambiennes. L'opportunité d'employer des travailleurs qualifiés permettra aux entreprises industrielles d'augmenter leur taux de productivité et d'innovation et contribuera à réduire leurs coûts car ils ne devront plus importer de main-d'œuvre qualifiée de l'étranger. Le projet contribuera à niveler les niveaux de salaire élevés payés surtout par l'industrie minière.

RÉSULTATS

- Actuellement, 200 personnes sont inscrites au programme ZAMITA au Northern Technical College (NDOLA). Le projet est situé dans la ville du cuivre de Ndola.
- Des formations pour 420 jeunes étudiantes de Zambie ont été fournies.
- Des formations à l'entretien lourd de l'équipement pour une durée de 15 mois ont été assurées.
- Un atelier de mise à niveau de l'infrastructure a été achevé en 2016.
- 13 programmes de perfectionnement du personnel ont été réalisés.

DÉVELOPPEMENT DU **SECTEUR PRIVÉ**



UN PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ACP

Les pays du Groupe ACP ont un potentiel d'exportation considérable mais des investissements importants pour améliorer l'efficacité de la production et la conformité aux normes et aux standards internationaux sont indispensables.

Au cours des dix dernières années l'ONUDI a été un important fournisseur d'assistance technique dans le domaine commercial au sein du système des Nations Unies, au bénéfice de nombreux pays ACP afin de soutenir leur intégration dans l'économie mondiale et renforcer la capacité du secteur privé ACP à :

- Commercer à l'international.
- Participer aux chaînes de valeur mondiales.
- Manufacturer des produits avec la qualité requise par les marchés, en particulier les normes Sanitaires et Phytosanitaires et les Obstacles Techniques au Commerce.
- S'assurer que les produits soient techniquement conformes aux normes internationales, et aux exigences de l'acquéreur.

Industrialiser les accords de partenariat économique

À la demande des Communautés économiques régionales ACP et de l'UE, l'ONUDI a été invitée en 2006 et 2007 à participer aux groupes de travail préparatoires régionaux sur les Accords de partenariat économique (APE). Au travers de ce processus, toutes les régions ACP ont demandé à l'ONUDI d'appuyer l'identification et la formulation de la composante développement de leur APE. En donnant suite à ces requêtes, l'ONUDI a contribué à renforcer les mesures d'accompagnement des APE par l'intégration des questions liées à l'industrialisation. L'objectif était d'aider les pays ACP à passer de la simple exportation de produits de base à une production industrielle locale (exemple : Le Programme APE pour le Développement

de l'Afrique de l'Ouest - PAPED). L'ONUDI travaille actuellement avec les pays ACP et les régions la composant pour soutenir leurs activités industrielles et exporter des produits plus élaborés. L'ONUDI a également contribué de manière substantielle à tous les forums d'affaires entre les régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) avec l'Union Européenne. Grâce au dialogue avec le secteur privé ACP, l'ONUDI a adapté ses programmes pour s'assurer qu'ils abordent les problèmes réels rencontrés par les petites et moyennes entreprises à tous les niveaux de la chaîne de valeur, de la production aux exportations afin de s'assurer que les produits ACP peuvent être exportés vers l'UE et le reste du monde sans obstacles d'ordres sanitaire et phytosanitaire (SPS) ou techniques.



CAPACITÉS PRODUCTIVES ET COMPÉTITIVES POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

La coopération technique de l'ONUDI vise à soutenir les entreprises dans leurs efforts en vue d'offrir des produits compétitifs, sûrs, fiables et rentables sur les marchés mondiaux. Cela nécessite d'identifier les secteurs et les produits qui ont un potentiel en matière de valeur ajoutée à l'échelle locale, ainsi que d'analyser et évaluer les tendances de la performance industrielle aux niveaux national, régional et mondial. Ceci afin de formuler des stratégies et des politiques taillées sur mesure pour améliorer la compétitivité industrielle et surmonter les obstacles techniques au commerce (TBT) et en se conformant aussi aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Passer des produits de base à des produits sophistiqués

La coopération s'est progressivement développée et les programmes conjoints de soutien ont été déployés dans de nombreux pays ACP qui ont demandé l'assistance technique de l'ONUDI. Dans les prochaines années, des investissements substantiels devraient être réalisés dans les pays ACP pour transformer leurs économies et pour stimuler la production de produits de plus en plus sophistiqués et diversifiés.

L'ONUDI a apporté plus de connaissances et de transparence pour comprendre les sources et l'impact des rejets de produits ACP aux frontières des pays d'importation. Basé sur les données du système d'alerte rapide de l'UE pour les aliments pour animaux et les aliments (RASFF) et des données similaires des États-Unis, du Japon et de l'Australie, l'ONUDI publie le « Trade Standard Compliance Report » qui identifie les refus aux frontières et identifie les problèmes techniques et les pays concernés. Ces informations permettent la conception d'une assistance technique ciblée pour améliorer les systèmes de sécurité alimentaire dans les pays ACP.



QUALITÉ ET CONFORMITÉ DES INFRASTRUCTURES

La coopération technique vise à aider les entreprises à respecter les normes internationales et les exigences du marché, ainsi que l'Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce de l'OMC et l'Accord sur l'application des mesures SPS. Les normes en matière d'hygiène alimentaire et de sécurité alimentaire (ISO 22000) sont particulièrement importantes, mais il existe également d'autres normes internationales importantes telles que la gestion de la qualité (ISO 9001), la gestion de l'environnement (ISO 14001) et la responsabilité sociale (SA 8000 et ISO 26000). L'assistance technique comprend le développement de capacités dans les organismes nationaux de normalisation pour effectuer des essais et des étalonnages de produits internationalement reconnus dans les services de métrologie, d'essai et d'inspection et de développer des institutions d'accréditation pour accréditer les laboratoires, les certificateurs de systèmes et les organismes de contrôle. Il soutient également les producteurs dans les auto-déclarations de conformité telles que les marquages CE.



RESPONSABILITÉ SOCIALE POUR L'INTÉGRATION DU MARCHÉ

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est également un domaine dans lequel les acheteurs internationaux exigent de plus en plus la conformité des exportateurs, citant plus particulièrement la norme internationale sur la responsabilité sociale (ISO 26000). Le soutien au développement des PME devrait devenir une partie importante de l'engagement des grandes entreprises dans le cadre de la gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, et les améliorations des impacts sociaux et environnementaux peuvent aller de pair avec une meilleure qualité et une meilleure gestion. Dans son programme RSE, l'ONUDI s'attaque à la nécessité d'établir un cadre RSE pour les PME renforçant ainsi leur compétitivité et leur accès au marché.



SERVICES D'AFFAIRES, D'INVESTISSEMENT ET DE TECHNOLOGIE

L'ONUDI appuie le développement des capacités productives locales et des investissements responsables, en lien direct avec le secteur privé. L'ONUDI insiste particulièrement sur la modernisation des entreprises industrielles et des institutions de soutien technique qui stimulent le processus de croissance économique. Ces services de soutien visent à stimuler le dynamisme technologique pour la création d'emplois qualifiés, à améliorer l'impact sur le développement des activités du secteur privé et à soutenir l'intégration des PME dans les chaînes de valeur nationales et mondiales.

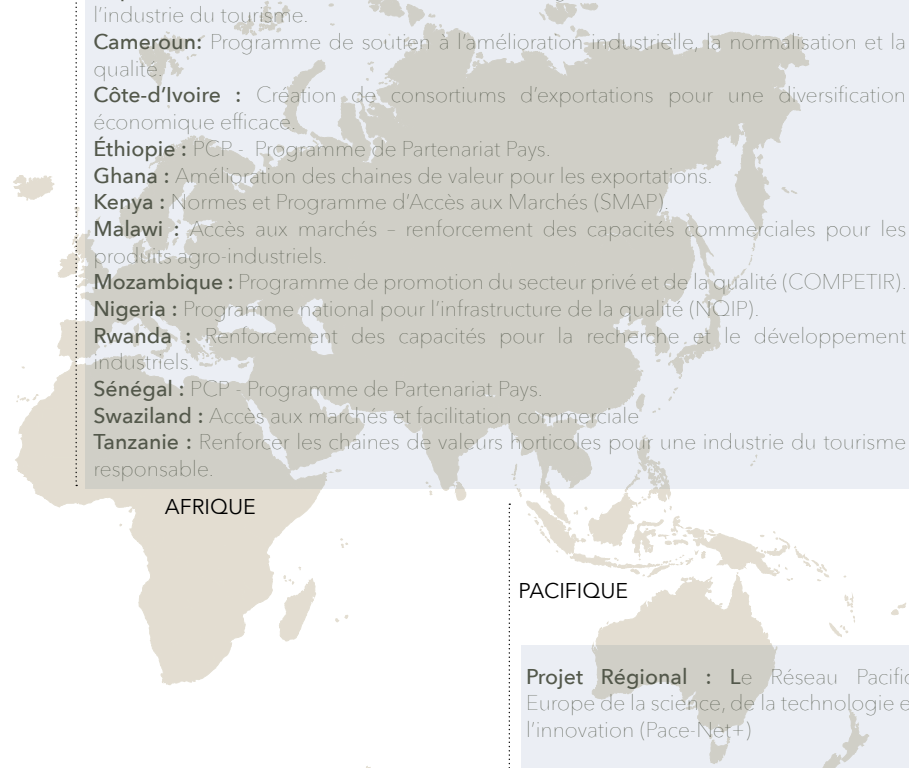




CARAÏBES

Cuba : Renforcer la compétitivité, la performance organisationnelle et la capacité d'exportation de l'industrie musicale cubaine.

Haïti : Renforcement du bureau Haïtien de normalisation pour la qualité, la compétitivité, l'intégration régionale et les capacités d'exportation.



AFRIQUE

Afrique Centrale : Programme Infrastructure Qualité pour l'Afrique Centrale (PIOAC) ; Programme de restructuration industrielle et de mise à niveau.

Afrique de l'Ouest : Système de qualité pour l'Afrique de l'Ouest - Soutien et mise en œuvre de la politique de qualité de la CEDEAO & Faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux pour les pêcheurs artisanaux.

Bénin : Renforcement des capacités productives et commerciales.

Cap-Vert : Renforcer la chaîne de valeur du fromage de chèvre et favoriser les liens avec l'industrie du tourisme.

Cameroun : Programme de soutien à l'amélioration industrielle, la normalisation et la qualité.

Côte-d'Ivoire : Création de consortiums d'exportations pour une diversification économique efficace.

Éthiopie : PCP - Programme de Partenariat Pays.

Ghana : Amélioration des chaînes de valeur pour les exportations.

Kenya : Normes et Programme d'Accès aux Marchés (SMAP).

Malawi : Accès aux marchés - renforcement des capacités commerciales pour les produits agro-industriels.

Mozambique : Programme de promotion du secteur privé et de la qualité (COMPETIR).

Nigeria : Programme national pour l'infrastructure de la qualité (NOIP).

Rwanda : Renforcement des capacités pour la recherche et le développement industriels.

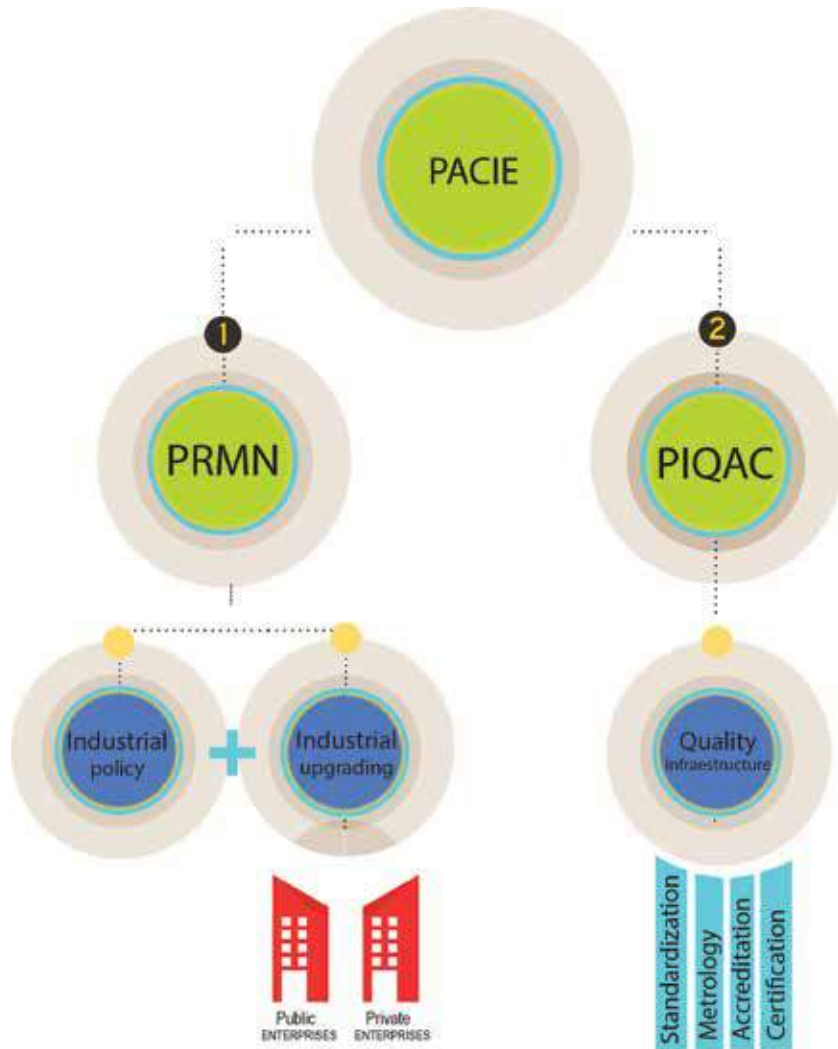
Sénégal : PCP - Programme de Partenariat Pays.

Swaziland : Accès aux marchés et facilitation commerciale.

Tanzanie : Renforcer les chaînes de valeurs horticoles pour une industrie du tourisme responsable.

PACIFIQUE

Projet Régional : Le Réseau Pacifique-Europe de la science, de la technologie et de l'innovation (Pace-Net+)



PROGRAMME INFRASTRUCTURE QUALITÉ POUR L'AFRIQUE CENTRALE (PIQAC)

AFRIQUE
DES PAYS



DURÉE

2014-2017

BUDGET TOTAL

\$ 6,596,397

Partenaires / donateurs: UE, BAD, GIZ

Associé à



CONTEXTE

Au cours des années 2000, la croissance en Afrique centrale a été très volatile, voire négative, en raison de conflits dans certains pays, de l'instabilité du prix des matières premières (par exemple, du pétrole, des minéraux, des produits agricoles et forestiers) ainsi que d'une forte croissance démographique. De plus le secteur privé et ses structures de soutien sont encore à un stade précoce par rapport à d'autres régions.

OBJECTIFS


Conformément aux priorités régionales et à la demande de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le programme vise à renforcer la compétitivité de la région et à favoriser l'intégration régionale en renforçant la qualité locale et la performance du secteur privé.

STRATÉGIE

Le programme vise à favoriser l'intégration régionale et la compétitivité de manière holistique. La politique industrielle guidera les interventions futures afin de maximiser les avantages d'une (ré) industrialisation inclusive et durable. Une culture de qualité sera introduite par l'harmonisation des normes aux niveaux régional et international, la construction ou le renforcement de l'infrastructure de qualité et la promotion de mesures de qualité. La compétitivité des secteurs clés sera renforcée par le biais du Programme de modernisation et de modernisation industrielle (IUMP) pour les entreprises locales, en particulier les PME.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Diagnostique et conception d'une politique industrielle régionale et renforcement des capacités des décideurs (PRMN).
- Établissement d'une culture de qualité grâce à des normes et normes de qualité régionales, infrastructure de qualité renforcée, sensibilisation accrue des consommateurs et des entreprises (PIQAC).
- Augmentation des performances et de la compétitivité des entreprises locales de secteurs clés en soutenant la mise en œuvre du programme de modernisation industrielle et de modernisation (PRMN).
- Amélioration des capacités des institutions de soutien régionales et nationales afin d'améliorer les services fournis au secteur privé (PIQAC, PRMN).



PROGRAMME DE RÉSTRUCTURATION INDUSTRIELLE ET DE MISE À NIVEAU POUR L'AFRIQUE CENTRALE



AFRIQUE
DES PAYS

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE
CENTRALE AFRICAINE, TCHAD,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO, RÉPUBLIQUE DU
CONGO, GABON, SAO TOMÉ
ET PRINCIPE

DURÉE

2014-2017

BUDGET TOTAL

\$ 7,209,543

Partenaires / donateurs: EU, CEMAC, CEEAC

Associé à



CONTEXTE

La caractéristique économique la plus remarquable de la région de l'Afrique centrale est l'abondance des matières premières. Cependant, les pays de la région n'ont pas encore transformé cette dépendance aux ressources primaires par une économie industrielle dynamique et diversifiée. Bien qu'il existe des différences importantes dans le tissu industriel des pays de la région, il reste rudimentaire, peu diversifié et les producteurs des différents pays ne répondent aux exigences du marché régional. L'Afrique centrale est également caractérisée par un secteur privé peu avancé.

La contribution des PME / PMI et du secteur manufacturier au PIB est plutôt faible. Le programme de restructuration industrielle et de mise à niveau en Afrique centrale fait partie intégrante de la composante 2 du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Economique PACIE (Compétitivité, commerce et marché commun) financé par l'Union européenne et vise à renforcer les capacités productives dans la région d'Afrique centrale. L'objectif est de permettre à la sous-région de faire face, de manière soutenue, au double défi de l'intégration régionale et mondiale.

STRATÉGIE

L'assistance technique de l'ONUDI vise à stimuler la compétitivité et l'intégration régionale, à améliorer les industries et à stimuler la création d'emplois ainsi qu'à promouvoir l'accessibilité des produits manufacturés d'Afrique centrale aux marchés régionaux et internationaux. Plus précisément, le projet vise à moderniser les entreprises, à améliorer l'accès au financement, à soutenir les institutions qui soutiennent les activités des entreprises et à renforcer la culture entrepreneuriale et l'esprit d'entreprise. Ces objectifs seront atteints grâce à une approche basée sur 4 composantes:

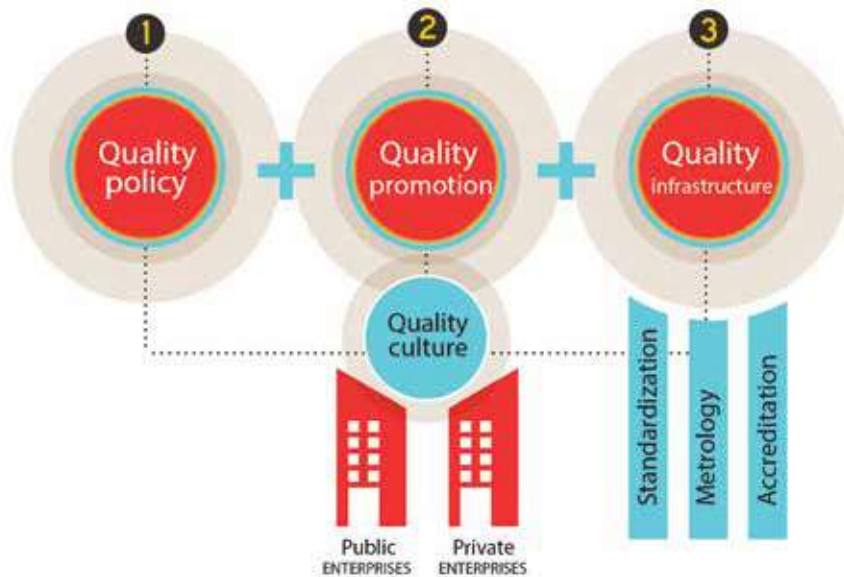
- **Composante 1:** Renforcer les capacités institutionnelles régionales liées à la mise à niveau industrielle et au soutien du secteur privé.
- **Composante 2:** Renforcer les capacités des structures de soutien fournissant une assistance au secteur privé.
- **Composante 3:** Soutenir les structures nationales du Programme et l'amélioration de l'environnement des affaires.
- **Composante 4:** Programme pilote - mise à niveau de l'entreprise et compétitivité des entreprises.

IMPACT / PERSPECTIVE

L'amélioration de la compétitivité et de la performance des PME ainsi que le développement du secteur industriel dans les pays d'Afrique centrale nécessiteront les résultats suivants:

- Les cadres réglementaires et commerciaux dans les pays d'Afrique centrale, renforcés et harmonisés à l'échelle régionale.
- Les institutions de soutien de l'industrie (publiques et privées) et le secteur de la consultance ont contribué au renforcement des capacités industrielles.
- Les PME manufacturières opérant dans des chaînes de valeur sélectionnées seront aidées à améliorer leur position globale sur le marché, leur performance financière, leur capacité de gestion, leur qualité d'organisation et de processus et leurs capacités opérationnelles.

La qualité a été le maître-mot du programme



SYSTÈME DE QUALITÉ POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST - SOUTIEN ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE QUALITÉ DE LA CEDEAO



AFRIQUE REGION

AFRIQUE DE L'OUEST

DURÉE

2014-2018

BUDGET TOTAL

\$ 12,934,077

Partenaires / donateurs: EU, ECOWAS, West AFRIQUE countries

Associé à



CONTEXTE

À la suite d'une première phase réussie de 2001 à 2005, la deuxième phase du Programme de qualité de l'Afrique de l'Ouest (WAQP) a été lancée en 2007 pour une période de 5 ans. L'objectif était de renforcer l'intégration économique régionale et le commerce en créant un environnement qui facilite le respect des règles commerciales internationales et des règlements techniques. Grâce au programme, des résultats tangibles ont été obtenus: une politique régionale de la qualité ainsi que certaines politiques nationales de la qualité ont été adoptées, un système régional d'infrastructure de qualité a été établi, des normes régionales ont été adoptées, 21 laboratoires de test / étalonnage ont été accrédités conformément à la norme ISO / CEI 17025 et Normes ISO 15189, 20 entreprises ont été certifiées selon les normes ISO 9001 et ISO 22000, les laboratoires de métrologie ont été équipés et plus de 4 000 membres du personnel des laboratoires, des organismes d'inspection et des entreprises privées ont été formés. Cependant, afin d'approfondir l'intégration régionale et de consolider la mise en œuvre d'infrastructures de qualité, il a été décidé de soutenir davantage la région. Le programme du système qualité de l'Afrique de l'Ouest est né.

STRATÉGIE

Maintenir, renforcer et se spécialiser sont les mots-clés de ce programme. Afin de tirer parti des succès des premières phases, il est essentiel de consolider l'édifice.

Grâce à la politique de qualité adoptée récemment par la CEDEAO et à son système d'infrastructure de qualité connexe, le programme soutiendra la Commission de la CEDEAO et les 16 pays d'Afrique de l'Ouest pour renforcer leur infrastructure de qualité pour une plus grande efficacité, ce qui entraînera une amélioration de la compétitivité et une meilleure participation commerciale intra et interrégionale.

Enfin, le programme renforcera la création de centres d'excellence et de réseaux d'institutions de qualité spécialisées telles que les laboratoires et organismes d'évaluation de la conformité afin de fournir des services efficaces aux entreprises locales et exportatrices. Les consommateurs, pour leur part, bénéficieront d'une plus grande

protection. Le programme de la qualité de l'Afrique de l'Ouest financé par l'UE (phase 3) 2014 - 2018, est conçu pour soutenir la mise en œuvre de la politique régionale de qualité (ECOQUAL). Celle-ci visant à établir un cadre pour le développement et l'exploitation d'une infrastructure de qualité régionale appropriée pour faciliter le commerce inter-régional et international, protéger le consommateur et l'environnement et promouvoir un développement économique durable.



**FACILITER L'ACCÈS AUX
MARCHÉS RÉGIONAUX ET
INTERNATIONAUX POUR LES
PÊCHEURS ARTISANAUX POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST**



AFRIQUE
DES PAYS

CÔTE D'IVOIRE, GUINÉE,
MAURITANIE, SÉNÉGAL

DURÉE

2014-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,200,000

Partenaires / donateurs: ONUDI

Associé à



CONTEXTE

En Afrique de l'Ouest, le secteur de la pêche emploie plus de 3 millions de travailleurs à temps plein, ce qui correspond à plus de 10% de la population active, la plupart de ces emplois sont concentrés dans le secteur de la pêche artisanale. La production de ressources côtières en Afrique de l'Ouest est estimée à 2 936 552 tonnes par an et vaut plus de 2 milliards de dollars. Les exportations halieutiques équivalent à plus de 2 millions de tonnes par an et représentent 700 millions de dollars, dont une grande partie est destinée aux marchés de l'Union européenne.

OBJECTIF

Le projet vise à faciliter l'accès aux produits de la pêche sur le marché européen, considéré comme le plus difficile d'accès. Le projet aura atteint ses objectifs lorsque les capacités à surmonter les obstacles sanitaires et phytosanitaires au commerce auront été améliorées dans les quatre pays cibles.

STRATÉGIE

L'ONUDI, par l'intermédiaire de son unité de renforcement des capacités commerciales, PTC / TCB (qui coordonne les activités de ce projet), aide à renforcer les capacités en matière de métrologie, de test et d'accréditation afin d'éliminer les obstacles techniques au commerce et les contraintes sanitaires et les mesures phytosanitaires (SPS). L'ONUDI contribuera également à ce projet grâce à son expertise en matière de promotion de l'investissement et de gestion de la technologie.

RÉSULTATS ATTENDUS

Ce projet comporte trois catégories de résultats majeurs:

1. Les compétences et les capacités des homologues institutionnels locaux dans le domaine des mesures SPS sont renforcées.
2. La capacité technique des acteurs privés dans le secteur de la pêche artisanale et l'organisation professionnelle du secteur sont améliorées dans les pays concernés, en vue d'accéder aux marchés internationaux.
3. Les possibilités de partenariat, d'investissement et de transfert de technologie dans les secteurs de la pêche artisanale dans les pays cibles sont identifiées et promues.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES ET COMMERCIALES



AFRIQUE

PAYS

BENIN

DURÉE

2015-2018

BUDGET TOTAL

\$ 4,237,089

Partenaires / donateurs: Gvt du Bénin, UE,
PNUD, BAD, WB, FMI, EIF

Associé à



CONTEXTE

Le gouvernement du Bénin, avec l'appui du Programme-cadre intégré, a développé et validé son étude diagnostique sur l'intégration commerciale (EDIC) en 2005 afin de permettre au secteur commercial de jouer pleinement son rôle.

L'objectif de cette étude était de revoir les politiques commerciales et d'investissement et d'identifier les mesures à prendre afin d'assurer une meilleure intégration du Bénin dans l'économie mondiale et lutter efficacement contre la pauvreté. Cette étude a identifié 80% des actions à mettre en œuvre. Par exemple, dans son nouveau plan de développement intitulé «Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP)», le Bénin a identifié le commerce comme l'un des facteurs clés pour accélérer la croissance de l'économie et de la réduction de la pauvreté en Afrique.

OBJECTIF

L'objectif général du programme proposé est de contribuer à la réduction de la pauvreté en renforçant les capacités productives, commerciales et à l'exportation des entreprises béninoises (y compris les coopératives).

Les principaux secteurs identifiés pour servir de base à l'accélération de la croissance économique sont les suivants:

- *Le secteur du Coton.*
- *l'Agriculture.*
- *l'Agro-industrie (basé sur des secteurs tels que: ananas - karite - noix de cajou ...).*
- *La Pêche.*
- *Le Tourisme.*

RÉSULTATS ATTENDUS

1. Les capacités de l'Etat dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et stratégies industrielles et commerciales sont renforcées.
2. Les capacités opérationnelles des structures techniques publiques, privées et sectorielles ont été renforcées.
3. Le soutien à la promotion, à la mise à niveau et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des produits des secteurs prioritaires et émergents à fort potentiel d'emploi et d'exportation a été mis en œuvre.
4. Communication, coordination et suivi - évaluation des activités du projet ont été réalisées.

RENFORCER LA CHAÎNE DE VALEUR DU FROMAGE DE CHÈVRE ET FAVORISER LES LIENS AVEC L'INDUSTRIE DU TOURISME



AFRIQUE

PAYS

CABO VERDE

DURÉE

2016-2018

BUDGET TOTAL

€ 281,000

Partenaires / donateurs: EU

Associé à



CONTEXTE

Le Cap-Vert est confronté à différents défis tels que l'insuffisance des ressources naturelles, un chômage élevé (en particulier chez les jeunes), une population dispersée dans de nombreuses îles et une croissance limitée. Environ un quart de la population vit dans la pauvreté. La compétitivité des industries nationales et du secteur privé est relativement faible.

STRATÉGIE

En mettant en place deux conglomérats de producteurs de fromage de chèvre, un à Boa Vista et un à Fogo, le projet vise à renforcer cette chaîne de valeur et à établir des liens avec les opérateurs économiques de l'industrie touristique. En favorisant les liens commerciaux avec les opérateurs économiques dans le secteur du tourisme, leurs moyens de subsistance seront également améliorés.

RÉSULTATS ATTENDUS

Améliorer les conditions économiques des petits agriculteurs et des petits producteurs de fromage de chèvre à Boa Vista et Fogo et contribuer à un développement local inclusif et durable, aussi grâce à des liens commerciaux avec les opérateurs économiques de l'industrie touristique. Les résultats escomptés sont les suivants:

- L'analyse de la chaîne de valeur et la cartographie des parties prenantes ont été menées.
- Deux clusters sont mis en place et reçoivent une assistance technique pour améliorer leur compétitivité.
- Les liens commerciaux sont favorisés entre les deux pôles et le secteur du tourisme.
- Des plans pour la réplique et l'extension du projet sont préparés.
- Les résultats ont été diffusés aux parties prenantes.

PROGRAMME DE SOUTIEN POUR LA MODERNISATION INDUSTRIELLE, LA NORMALISATION ET LA QUALITÉ



AFRIQUE

PAYS

CAMEROUN

DURÉE

Phase I 2008-2012

Phase II 2013-2016

BUDGET TOTAL

€ 7,235,946

Partenaires / donateurs: EU, MINEPAT, ANOR, Comité de compétitivité, Cameroon Business Forum et le BMN des entreprises, DGEPIP - MINEPAT

Associé à



CONTEXTE

Le Cameroun dispose des conditions nécessaires pour un développement économique conséquent étant donné son potentiel agricole, énergétique et géologique. Malgré les efforts réalisés dans le cadre des politiques d'ajustement économique, le Cameroun a vu la performance concurrentielle de son tissu économique diminuer régulièrement pendant plusieurs décennies. Aujourd'hui, le Cameroun a un potentiel conséquent pour devenir une économie émergente s'il crée les conditions pour que les entreprises ajoutent de plus en plus de valeur aux ressources naturelles du pays. Le développement d'un secteur agro-industriel et agrotouristique dynamique permettra en effet de créer de nombreux emplois et de la richesse de manière soutenue dans le temps. Pour atteindre cet objectif, les politiques et la coopération technique devraient se concentrer sur l'amélioration de la qualité des produits et la mise à niveau des processus de production et commercialisation du secteur privé.

STRATÉGIE

L'objectif général du programme est de renforcer les activités productives du Cameroun, de soutenir son infrastructure de qualité et son partenariat avec les acheteurs/fournisseurs, moderniser le secteur privé et de créer un

environnement favorable au développement du secteur privé. Tout cela facilitera l'intégration économique du Cameroun au niveau sous régional et international.

RÉSULTATS

- Consensus sur la stratégie nationale de compétitivité et le cadre de consultation entre le gouvernement et le secteur privé.
- Bureau de mise à niveau national (BMN), organisme de normalisation (ANOR) et échange de partenariat de sous-traitance (SPX) établis avec un coaching permanent pour renforcer leurs capacités techniques.
- Un premier groupe de laboratoires accrédités ISO 17025, Promotion de la culture de qualité et renforcement des capacités de 13 entreprises pilotes, Renforcement des capacités de 120 consultants nationaux dans le domaine de la mise à niveau, des normes et de la sous-traitance.
- Profilage de 160 sous-traitants locaux pour la création de liens avec des investisseurs étrangers directs.
- Soutien de 15 entreprises pour la formulation et la mise en œuvre des plans de mise à niveau pour améliorer leurs performances.
- Soutien à la formulation d'un programme national de mise à niveau ouvert à toutes les entreprises productives du Cameroun.

CRÉATION DE CONSORTIUMS D'EXPORTATION POUR UNE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EFFICACE

AFRIQUE
PAYS
CÔTE D'IVOIRE

DURÉE

2011-2017

BUDGET TOTAL

\$ 6,176,610

Partenaires / donateurs : EU, ITC

Associé à



CONTEXTE

En 2010, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et l'Union européenne ont signé un accord financier de 16 millions d'euros pour financer le PACIR - Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (dont le Programme de soutien au commerce et à l'intégration régionale). L'objectif principal est de renforcer la compétitivité de l'économie ivoirienne et de faciliter son intégration dans l'économie régionale et mondiale.

STRATÉGIE

Le programme vise quatre résultats axés sur (1) l'amélioration de l'environnement des entreprises, (2) le renforcement de la compétitivité des entreprises exportatrices et l'amélioration du respect des normes internationales, (3) la facilitation du commerce et (4) l'amélioration de l'infrastructure économique. L'ONUDI a été chargée de mettre en œuvre le résultat 2, plus spécifiquement:

- Renforcement des institutions de soutien pour promouvoir la compétitivité et l'accès aux marchés des PME.
- Adoption des normes des marchés d'exportation par la réglementation nationale sur certains produits.
- Soutien aux laboratoires pour l'accréditation de leurs tests.
- Formulation et mise en œuvre pilote d'un programme national de mise à niveau et de restructuration.

RÉALISATIONS

- 54 activités de formation menées pour 1 764 participants auprès de 263 entreprises manufacturières.
- 7 consortiums d'exportation ont été formellement établis et 30 entreprises membres de consortia ont amélioré leur productivité et leur compétitivité grâce à la consolidation des capacités et certaines d'entre elles exportent maintenant sur les marchés internationaux.
- 246 normes approuvées et publiées dans le journal officiel.
- 4 laboratoires soutenus dans les systèmes de gestion de la qualité (dont 2 assistés pour l'accréditation de leurs tests) et 2 laboratoires renforcés par la fourniture d'équipements, y compris pour la métrologie dimensionnelle et pour l'analyse et l'essai de produits textiles-vêtement (1er laboratoire en Côte d'Ivoire à fournir des tests dans ce secteur).
- Un programme national de restructuration et de mise à niveau couvrant l'ensemble des industries a formulé, validé et mis en place l'Agence de Développement de la Compétitivité Industrielle (ADCI) et un fonds incitatif a été établi.
- 25 entreprises ont bénéficié du diagnostic stratégique mondial, du développement de plans de restructuration et de mise à niveau et de l'assistance technique pour mettre en œuvre les actions prioritaires.



LE PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP)



AFRIQUE

PAYS

ETHIOPIE

DURÉE

2015-2019

BUDGET TOTAL

2016-2017 \$ 39,000,000

Fonds de levier attendus

2020: \$ 400,000,000

Donateurs: ONUDI, Chine

Partenaires: WB, BAD, Union européenne, Coopération italienne pour le développement, FIDA, PNUD, FAO

Associé à



CONTEXTE

Le PCP est une plateforme de partenariat personnalisée avec chaque pays bénéficiaire qui reste maître de l'ensemble du processus. Le PCP s'appuie sur la délivrance traditionnelle d'assistance technique de l'ONUDI à laquelle se superposent de nouvelles fonctionnalités qui le rendent particulièrement pertinent pour les défis actuels en matière de développement et la réalisation de l'ISID. Les principales nouveautés du PCP incluent:

1. La coordination sous la direction du gouvernement hôte.
2. La sélection de secteurs ou domaines prioritaires.
3. La mise en place d'un partenariat multipartite.
4. La mobilisation de financements publics et privés à grande échelle.

Le PCP pour l'Éthiopie est enraciné dans la stratégie nationale de développement du pays pour la période 2015-2020, le Plan de croissance et de transformation II (GTP II). Le GTP II vise à diriger la transformation structurelle de l'économie éthiopienne d'une économie basée sur l'agriculture vers une économie basée sur la diversité industrielle.

OBJECTIFS

L'objectif du GTP II est que l'Éthiopie devienne un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025. Le PCP pour l'Éthiopie soutient le gouvernement dans la mise en œuvre du GTP II et dans la réalisation de ses objectifs de développement industriel.

- Les trois secteurs prioritaires du PCP sont:
- la transformation agroalimentaire.
- le cuir et les produits dérivés du cuir.
- Le textile et l'habillement.

RÉSULTATS ATTENDUS

1. Transformation agroalimentaire

- Création de quatre parcs agro-industriels intégrés (IAIP).
- Création de centres de transformation rurale (RTC).

2. Textile et habillement

- Augmentation de l'offre et de la qualité des matières premières
- Amélioration des compétences de la main-d'œuvre.
- Renforcement de la capacité des institutions de soutien tout au long de la chaîne de valeur.

3. Cuir et produits dérivés

- Création d'un parc industriel du cuir sur la base d'une concentration existante de tanneries dans la ville de Modjo.
- Mise en place de quatre conglomérats industriels de production de chaussures et de maroquineries, et renforcement du design de la mode et les capacités de formation de l'Institut de développement de l'industrie du cuir.

4. Facilitation du commerce

- Élaboration et application des normes de qualité et des systèmes de certification conformément aux exigences du marché international.
- L'ONUDI collaborera également avec ses partenaires pour mettre en place un centre de partage de connaissance afin de fournir des informations sur les procédures, les tarifs et les meilleures pratiques import-export liés aux accords pertinents de l'Organisation mondiale du commerce.

5. Environnement et énergie

- Promouvoir l'utilisation de ressources énergétiques renouvelables disponibles localement, telles que les déchets biologiques ou les petites centrales hydroélectriques, pour alimenter les activités des parcs industriels.
- Aider le gouvernement à développer des complexes industriels avec des normes environnementales plus élevées et des systèmes améliorés de gestion des déchets.
- Mettre en place une industrie d'équarrissage pour générer des semi-produits pour la fabrication en aval d'une variété de produits industriels et alimentaires, visant initialement sept abattoirs orientés vers l'exportation.

6. Renforcement des capacités institutionnelles

- Renforcer la capacité du ministère de l'Industrie à générer des informations industrielles.
- Soutenir la création d'un «observatoire industriel» pour centraliser toutes les données liées à l'industrie, parallèlement à un système de suivi et d'évaluation efficace.
- Aider le gouvernement à institutionnaliser la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire.

AMÉLIORATION DE CHÂÎNES DE VALEUR POUR LES EXPORTATIONS



AFRIQUE

PAYS

GHANA

DURÉE

2012-2018

BUDGET TOTAL

\$4,375,222

Partenaires / donateurs: Suisse

Associé à



CONTEXTE

Les consommateurs de produits agricoles sont de plus en plus préoccupés par les exigences qui affectent non seulement les propriétés intrinsèques des produits, mais aussi la manière dont ils sont produits. Les normes et les réglementations influent sur la totalité de la chaîne de valeur. Il est important pour les entreprises faisant partie de la chaîne de valeur d'avoir des services qui contribuent à la mise en œuvre de ces normes et des institutions dans les pays hôtes qui puissent vérifier la conformité à ces normes.

STRATÉGIE

Le programme appuie le gouvernement et l'institution de normalisation afin de s'assurer que le processus d'élaboration des normes est une activité volontaire. Celui-ci dépendra du consensus entre les parties prenantes et sera mis en œuvre par l'Autorité des normes du Ghana dans un environnement participatif et transparent. Il veillera à ce que toutes les normes soient périodiquement revues afin de s'assurer de l'amélioration continue face aux développements technologiques, tendances du marché et des exigences internationales.

OBJECTIF

L'objectif principal des chaînes de valeur durables du Ghana est de veiller à ce que les biens et services émanant ou échangés au Ghana soient conçus, fabriqués et fournis de façon durable correspondant aux besoins, aux attentes et aux exigences des acheteurs et des consommateurs ainsi que celles des autorités réglementaires sur les marchés locaux et les marchés d'exportation.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le programme comporte deux résultats complémentaires visant à :

1. Améliorer la capacité institutionnelle d'évaluation de la conformité: la normalisation, les essais, la certification et l'inspection afin de fournir des services de classe mondiale pour les chaînes de valeur ciblées des secteurs d'exportation.
2. S'assurer que les chaînes de valeur ciblées utilisent des services d'évaluation de la conformité pour améliorer leur durabilité, leur capacité d'innovation, leur qualité et leur compétitivité à l'exportation.

NORMES ET PROGRAMME D'ACCÈS AU MARCHÉ

(SMAP)



AFRIQUE

PAYS

KENYA

DURÉE

2014-2016

BUDGET TOTAL

€ 1,000,000

Partenaires / donateurs: EU, KEBS, KEPHIS, DVS, autorités locales

Associé à



CONTEXTE

Bien qu'il y ait eu une augmentation rapide des exportations kenyanes au cours de la dernière décennie, les ratios d'exportation restent relativement bas par rapport aux autres pays. Sont considérées comme essentiels la diversification et l'augmentation des exportations; la capacité d'évaluation de la qualité des normes et des organismes de certification, l'amélioration de la capacité du secteur privé à se conformer aux normes internationales.

STRATÉGIE

Le programme comporte trois objectifs spécifiques et l'ONUDI sera responsable de l'objectif No3: « élargir la demande de tests SPS et la standardisation de la qualité des produits animaux et végétaux».

L'ONUDI a organisé 17 ateliers de sensibilisation sur les questions liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et aux obstacles techniques au commerce (OTC). Les ateliers ont aussi été organisés sur la sécurité alimentaire et la qualité des aliments pour le secteur privé, les associations de consommateurs, les acteurs politiques et la presse.

La formation des formateurs a été fournie pour les associations d'entreprises et les OSC sur la sécurité alimentaire et les systèmes de gestion de la qualité. Le programme les a sensibilisés aussi sur les bonnes pratiques agricoles et les bonnes pratiques de fabrication.

En outre, le dialogue public-privé sur l'élaboration de normes sera facilité entre les autorités nationales compétentes, les associations d'entreprises, les fournisseurs de services du secteur privé et les groupes de consommateurs.

17 ateliers de sensibilisation sur:

- Les problèmes d'accès au marché résultants des SPS et OTC
- La sécurité alimentaire et les systèmes de logiciels de gestion de la qualité de la sécurité alimentaire.
- Les normes privées.
- Les systèmes de production efficaces et la surveillance des résidus pour l'aquaculture.



ACCÈS AUX MARCHÉS – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES POUR LES PRODUITS AGRO- INDUSTRIELS



AFRIQUE
PAYS
MALAWI

DURÉE

2011-2018

BUDGET TOTAL

\$ 5,119,156

Partenaires / donateurs: Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI pour le renforcement des capacités liées au commerce, PNUD Malawi, Norvège

Associé à



CONTEXTE

Le commerce est un moteur de croissance qui peut permettre à la grande majorité des habitants du Malawi de sortir de la pauvreté. Cependant, le pays est confronté à des obstacles qui l'empêchent de bénéficier pleinement du système commercial international. Les éléments constituant des obstacles majeurs aux efforts d'expansion commerciale et de diversification du Malawi sont : des barrières internes, l'accessibilité limitée à l'information sur les possibilités d'exportation, des formalités administratives excessives, des financements inadéquats, des infrastructures peu adaptées. Ces contraintes quantifiables liées à l'offre s'ajoutent de manière substantielle aux coûts opérationnels et nuisent au développement du commerce et à la compétitivité des exportations du Malawi.

OBJECTIFS

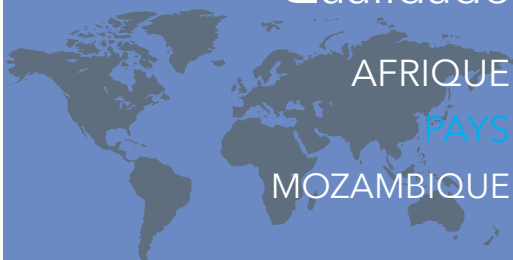
L'objectif général est de renforcer la capacité d'exporter des marchandises du Malawi en réduisant le besoin de tests additionnels, de répéter les inspections, de certifier à nouveau les produits à l'étranger, par l'acceptation des mesures, des tests, des résultats d'évaluation de la conformité publiés au Malawi. Le projet vise à contribuer à une infrastructure de qualité nationale (IQN) plus adéquate, efficace et durable conformément aux principes et pratiques internationaux et régionaux (par exemple, le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Et pour ce faire, l'amélioration des performances du Bureau des normes du Malawi (BNM) est nécessaire. Cela aura des implications directes en termes d'avantages pour les entreprises du Malawi grâce à l'amélioration des services aux entreprises fournis par l'infrastructure nationale de la qualité et indirectement, et à long terme, en termes d'amélioration de la protection des droits des consommateurs des citoyens du Malawi.

RÉSULTATS ATTENDUS

1. Renforcement de la capacité du Bureau des normes du Malawi à fournir des services aux entreprises et à assurer la viabilité financière.
2. Règlement technique examiné pour promouvoir une livraison efficace, efficace et responsable de l'information conformément à la législation et à la réglementation.
3. Capacité structurale renforcée du Bureau des normes du Malawi pour les services d'évaluation de la conformité.
4. Points d'enquête nationaux renforcés, proactifs et réactifs aux exigences d'information et de notification des accords OMC / SPS / OTC
5. L'infrastructure sanitaire et phytosanitaire s'est améliorée et a été intégrée dans les politiques nationales.
6. Capacité des petites et moyennes entreprises, et en particulier des entreprises dirigées par les femmes et les jeunes, renforcées pour se conformer aux exigences de qualité.
7. Le bureau des normes du Malawi conforme aux règlements internationaux établis.

PROGRAMME DE PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ ET DE LA QUALITÉ

COMPETIR com
Qualidade



AFRIQUE

PAYS

MOZAMBIQUE

DURÉE

2012-2016

BUDGET TOTAL

\$ 5,150,567

Partenaires / donateurs: Autriche, UE

Associé à



CONTEXTE

La croissance économique du Mozambique au cours des dernières années a été impressionnante. Cependant, elle a été principalement motivée par des mégaprojets à forte intensité de capital qui ne se sont pas révélés très inclusifs et durables, qui ont limité la création d'emplois et les retombées sur le reste de l'économie.

STRATÉGIE

L'objectif général du projet est d'améliorer le niveau de développement et la compétitivité du secteur privé. Le projet se concentre en particulier sur le renforcement de la qualité du système d'infrastructure et sur le soutien aux PME. D'autres acteurs tels que les associations professionnelles et les associations de consommateurs sont également pris en charge. Des organismes publics forts tels que l'Institut pour la promotion des PME (IPEME), la Direction nationale de l'industrie (DNI) et l'Institut de la qualité (INNOQ), ainsi qu'une politique nationale saine en matière de qualité, sont essentiels pour soutenir les efforts du secteur privé pour que leurs activités soient compétitives en termes de prix et de qualité et produisent conformément aux normes de qualité internationales.

RÉSULTATS

- Le dialogue facilité et la politique sur le système national de qualité améliorés.
- Le système d'évaluation de la conformité au Mozambique reconnu à l'échelle nationale, régionale et internationale.
- L'INNOQ de plus en plus durable et sa structure institutionnelle et opérationnelle a été réformée.
- Application accrue des normes consensuelles volontaires.
- Amélioration de la capacité d'IPEME et DNI à concevoir, soutenir, mettre en œuvre et gérer des programmes de développement de PME solides.
- Les installations pilotes d'incubation d'entreprises IPEME sont opérationnelles et contribuent efficacement au développement des entreprises incubées.
- Le programme de formation et de conseil en compétences industrielles conçu et livré dans le cadre d'un partenariat entre l'IPEME et les associations professionnelles.

LE PROJET D'INFRASTRUCTURE DE LA QUALITÉ NATIONALE (NQIP)



DURÉE
2013-2017

BUDGET TOTAL
\$ 13,389,637

Partenaires / donateurs: RB, RPTC, UE

Associé à



CONTEXTE

En dépit d'être l'une des plus grandes économies Africaines, le Nigéria manque d'une infrastructure de qualité nationale reconnue internationalement (IQN) avec pour capacité d'assurer la sécurité, l'intégrité et la commercialisation des biens et services et l'élimination des obstacles techniques aux échanges locaux, régionaux et internationaux.

OBJECTIF

Le projet vise à soutenir l'amélioration et l'établissement des normes manquantes et des organismes de contrôle pour améliorer la qualité des produits, renforcer la compétitivité du secteur privé et assurer la protection de ses consommateurs.

STRATÉGIE

Le projet vise à développer un organisme national d'accréditation (ONA) fonctionnel et reconnu internationalement et un Institut national de métrologie (INM), dans le cadre d'une politique nationale améliorée de la qualité. Pour relier les acteurs ciblés à une infrastructure de qualité améliorée, le projet vise à accroître les connaissances sur les questions relatives aux réglementations techniques en associant les associations d'entreprises privées et l'IQN.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Assistance à la création d'une politique nationale de qualité et amélioration de la mise en œuvre de l'Infrastructure Qualité Nationale (IQN).
- Établissement d'un organisme national d'accréditation cohérent avec le système d'accréditation de l'Afrique de l'Ouest pour l'évaluation de la conformité. Renforcement des capacités pour les auditeurs d'accréditation. Évaluation des laboratoires nationaux de référence pour l'étalonnage et les essais.
- Développement d'un Institut national de métrologie pour assurer l'étalonnage des instruments et la traçabilité de la mesure aux normes internationales.
- Participation élargie du secteur privé à l'IQN grâce à sa capacité améliorée à créer et à soutenir les organismes d'évaluation de la conformité.
- Utilisation prolongée des services de l'IQN par le biais d'activités de sensibilisation et d'une main-d'œuvre IQN bien formée.
- Développement d'unités de formation.



**RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS POUR LA
RECHERCHE ET LE
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**



AFRIQUE
PAYS
RWANDA

DURÉE
2016-2017
BUDGET TOTAL
\$ 2,035,398

Partenaires / donateurs: République de Corée

Associé à



CONTEXTE

Le gouvernement du Rwanda s'est imposé des objectifs ambitieux pour la croissance du secteur industriel: on s'attend à ce qu'il joue un rôle essentiel dans la production à l'export, la substitution aux importations et la création d'emplois. La diversification de l'économie rwandaise est essentielle pour atteindre les objectifs de la Vision 2020. Le secteur industriel rwandais est actuellement faible, contribuant en moyenne à environ 15 pour cent du PIB. Pour que le Rwanda atteigne l'objectif Vision 2020, il faut que la part de l'industrie atteigne 26% du PIB. Cela obligera le secteur industriel à dépasser les services et l'agriculture en enregistrant annuellement au moins 12% de croissance. La réalisation de cette transformation nécessite une politique industrielle dynamique et cohérente pour le Rwanda.

OBJECTIF

L'objectif général du projet est d'améliorer la compétitivité des industries rwandaises nouvelles et existantes afin d'accroître leur potentiel d'exportation et / ou leur potentiel d'entreprendre la substitution aux importations. L'objectif spécifique du projet est de fournir l'accès à une gamme de services de soutien technologique pour faciliter l'acquisition, l'adaptation et la commercialisation de la technologie.

RÉSULTATS ATTENDUS

Les progrès réalisés seront mesurés selon les indicateurs suivants,

- Le nombre d'entreprises soutenues pour accroître leur compétitivité grâce à des services technologiques de soutien aux entreprises.
- Le nombre de nouvelles opportunités d'investissement dans les sous-secteurs / chaînes de valeur identifiées comme pouvant être établies au Rwanda.
- Le nombre de projets pilotes établis pour démontrer à l'industrie rwandaise la viabilité de nouvelles opportunités d'investissement dans les sous-secteurs et la chaîne de valeur.



PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS -PCP

AFRIQUE
PAYS
SÉNÉGAL

DURÉE
2015-2019

BUDGET TOTAL
\$ 747,442

Fonds de levier attendus
2017 : \$ 29,000,000

Partenaires / donateurs: ONUDI, Chine

Associé à



CONTEXTE

En février 2014, le Sénégal a lancé une nouvelle stratégie de développement national intitulée Plan Sénégal Emergent (PSE) pour guider la transformation du pays vers «un pays émergent en 2035, avec la solidarité sociale et la règle de droit». Le PSE favorise un modèle de développement holistique basé sur des piliers économiques, sociaux et environnementaux et cherche à débloquer le potentiel industriel du Sénégal pour générer une croissance économique inclusive et durable.

La coopération technique de l'ONUDI avec le Sénégal de longue date, combinée à son potentiel de partenariat avec d'autres acteurs du développement, offre à l'Organisation une occasion unique d'offrir un paquet intégré pour aider le pays à atteindre ses objectifs de développement industriel national.

Le programme pour le partenariat par pays (PCP) pour le Sénégal mobilise les partenaires du développement, les agences des Nations Unies, les institutions financières et le secteur des entreprises - sous la direction et la propriété du gouvernement national - pour promouvoir un développement industriel inclusif et durable dans le cadre de le PSE.

OBJECTIF

PCP Sénégal se concentre sur cinq domaines principaux:

- Développement de la politique industrielle.
- La création d'agropoles.
- L'opérationnalisation d'une nouvelle génération de parcs industriels intégrés.
- Le développement d'un centre minier régional.
- Réforme des zones économiques spéciales/investissements

Le programme intègre également des interventions transversales complémentaires selon les priorités définies par le gouvernement. Il s'agit notamment: i) du développement du secteur privé; ii) promotion de l'investissement; iii) environnement; iv) énergie; v) facilitation du commerce; vi) Coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire; ainsi que vii) innovation, science et technologie pour l'industrie.

RÉSULTATS ATTENDUS

1. Agropoles

- Identification de ses composants, de leur localisation et de leurs chaînes de valeur agro-industrielles ciblées.
- Soutenir la création de trois agropoles pour les chaînes de valeur à fort potentiel: fruits et légumes; l'aquaculture et la pêche; le bétail et d'autres chaînes agro-économiques.

2. Parcs industriels intégrés

- Opérationnalisation de la première phase de Diamniadio, premier parc industriel intégré du Sénégal.
- Élaboration d'un modèle d'entreprise pour la gestion du parc et un programme incitatif pour attirer des investissements publics et privés pour le développement d'infrastructures.

3. Développement du secteur privé

- Des interventions d'assistance technique qui favorisent la croissance du secteur privé, en particulier pour les PME dans les secteurs de l'agro-industrie, du tourisme, de la pêche et de l'aquaculture.

4. Promotion de l'investissement

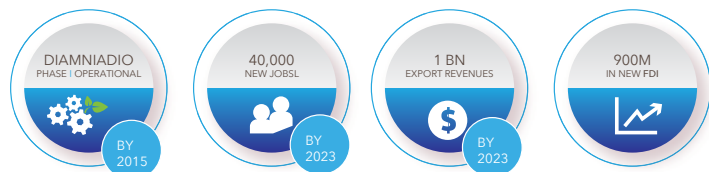
- Élaboration d'un sondage pour recueillir des données qualitatives et quantitatives sur l'impact des investissements au Sénégal.

5. Environnement et énergie

- Aide à l'établissement de parcs éco-industriels, soutien au Programme des villes durables au Sénégal et promotion de l'écologisation des chaînes de valeur.
- Soutien à l'intégration des énergies renouvelables et des technologies éco-énergétiques dans les parcs industriels et les agropoles.
- Renforcer les capacités des secteurs public et privé pour fournir des services d'efficacité énergétique et améliorer le cadre juridique et réglementaire pour les investissements liés à l'énergie.

6. Facilitation du commerce

- Renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité en améliorant le cadre politique pour la sécurité alimentaire et l'hygiène, et en améliorant les institutions impliquées dans les normes et la métrologie.



ACCÈS AUX MARCHÉS ET FACILITATION DU COMMERCE



AFRIQUE

PAYS

SWAZILAND

DURÉE

2012-2017

BUDGET TOTAL

\$ 945,416

Homologue: Ministère du commerce, de l'industrie et du commerce (MCIT), Swaziland Standards Authority (SWASA)

Partenaires / donateurs: NORAD

Associé à



CONTEXTE

La nécessité de transformer collectivement le marché Swaziland en un marché fonctionnant selon les meilleures pratiques internationales, en particulier celles de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce, a été identifiée. Le projet national d'infrastructure de qualité a été développé pour opérer cette transformation. Le projet vise à exporter plus efficacement les produits Swaziland vers des marchés régionaux et étrangers plus exigeants.

OBJECTIF

L'objectif du projet est triple:

1. *Sauvegarder les exportations actuelles de viande vers l'UE et la Norvège et les exportations de viande et de produits agricoles vers la région.*
2. *Fournir aux consommateurs Swaziland des produits et des services de sécurité et de qualité reconnus.*
3. *Améliorer le système de réglementation gouvernemental conformément aux bonnes pratiques internationales de réglementation (GRP).*

RÉSULTAT ATTENDU

Augmentation du commerce et de la protection des consommateurs en alignant l'infrastructure nationale de qualité sur les meilleures pratiques internationales par l'adoption d'un cadre réglementaire de bonne réglementation, d'un développement de l'infrastructure d'évaluation de la conformité et de la sensibilisation des différentes parties-prenantes.

RÉALISATIONS DU PROJET

- L'environnement des affaires a été renforcé (les projets de loi sur l'infrastructure nationale de la qualité ont été préparés et soumis au Bureau du Procureur général pour la vérification judiciaire.)
- Le Bureau des normes du Swaziland-SWASA, Section des poids et mesures ainsi que le point focal national d'accréditation - (NAFP) ont été renforcés pour fournir des services de qualité aux utilisateurs.
- Environ 140 membres du personnel des services de la Norme, de l'assurance de la qualité et de la métrologie (SQAM) ont reçu une formation technique, une sensibilisation à la SQAM dans plus de 10 écoles secondaires a été observée.

- Sensibilisation de SQAM à travers des événements sur la Journée mondiale de la métrologie, la Journée mondiale de l'accréditation et la Journée mondiale de la normalisation.
- Laboratoires d'essai préparés pour l'accréditation conformément aux exigences de la norme internationale, ISO / CEI 17025: Exigences générales pour la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essai.
- Services de test - Laboratoire d'hygiène alimentaire opérationnalisé (tests de microbiologie).
- SWASA a aidé à créer un organisme de certification chargé de fournir un service accrédité de certification de la qualité ISO 9001 à l'industrie selon les exigences de la norme ISO / CEI 17021 - Évaluation de la conformité - Exigences pour les organismes fournissant l'audit et la certification des systèmes de gestion.
- Auditeurs et auditeurs principaux formés à SWASA pour fournir des services de certification ISO 9001.
- Les industries ont aidé à développer et à mettre en place un système de gestion de la qualité selon les exigences de la norme ISO 900: 2015 et à obtenir une certification auprès de SWASA.

RENFORCER LES CHAINES DE VALEURS HORTICOLES POUR UNE INDUSTRIE DU TOURISME RESPONSABLE



AFRIQUE
PAYS
TANZANIE

DURÉE

2014-2018

BUDGET TOTAL

\$ 945,416

Partenaires / donateurs: SECO

Associé à



CONTEXTE

Au cours des vingt dernières années, la demande mondiale de produits agricoles a progressivement augmenté et le secteur privé a été de plus en plus attiré par de nouvelles opportunités d'affaires. L'Afrique a un grand potentiel de développement des entreprises agro-industrielles et il existe de nombreuses opportunités d'affaires qui attendent d'être matérialisées.

OBJECTIF

L'objectif général du projet est d'améliorer les moyens de subsistance des Tanzaniens. L'objectif de la composante ONUDI est de développer et de renforcer les liens entre les producteurs horticoles et les transformateurs avec des partenaires clés dans le secteur du tourisme, y compris les hôtels et les supermarchés. Le module technique de l'ONUDI comprend des outils d'assistance visant à accroître les capacités productives des producteurs et des transformateurs locaux de l'horticulture, améliorer la qualité et la gamme des produits et à renforcer leur capacité à fournir des produits agricoles à forte valeur ajoutée pour le secteur touristique local et pour les marchés d'exportation.

STRATÉGIE

L'ONUDI a facilité des liens plus étroits entre le groupe pilote d'agro-transformateurs locaux et les hôtels partenaires de projets appropriés identifiés. Elle a organisé une série de séances de formation et des ateliers pratiques pour les producteurs et les transformateurs d'horticulture sur le marketing, les ventes et le merchandising.

L'ONUDI a également identifié et fourni un soutien technique pour les tâches à moyen et à long terme pour aider à établir des relations d'affaires de qualité et dignes de confiance entre certaines PME et l'Association des Chefs de la Tanzanie, le Collège national du tourisme et autres acteurs connexes.

RÉSULTATS

- 41 hôtels dans le pays sont approvisionnés par les PME bénéficiaires du projet.
- Les 35 principaux marchés de supermarchés sont approvisionnés par les PME bénéficiaires.
- 100 hôtels et restaurants en Tanzanie et Zanzibar sont répertoriés comme clients corporatifs des PME bénéficiaires.
- 120 gestionnaires formés et ainsi que le personnel des PME bénéficiaires.
- TZS 200 millions de ventes mensuelles aux supermarchés de vente au détail de produits alimentaires (95 200 USD) ont été réalisées.
- TZS 60 millions de ventes mensuelles aux hôtels et restaurants (28 600 USD) ont été réalisées.
- 10 nouveaux contrats ont été signés avec des hôtels.
- 12 ateliers sur le marketing, les ventes et le merchandising ont été réalisés.
- Système de gestion de la sécurité alimentaire ISO 22000 a été mis en œuvre.



LE RÉSEAU PACIFIQUE - EUROPE POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION (Pace-Net+)



PACIFIQUE

DURÉE

2013-2016

BUDGET TOTAL

\$ 2,999,718

Partenaires / donateurs: UE, IRD, ACU, ANU,
CNRT, CTA, ILM, LCR, MPL, NUS, SPC, SPI,
UPNG, USP, VKP, ZMT, LISODE

Associé à



CONTEXTE

PACE-NET + se poursuit sous Horizon 2020 en fonction des succès de la 1ère phase de PACE-NET. Il tient compte de l'importance géostratégique croissante des relations entre le Pacifique et l'UE.

OBJECTIFS

- Favoriser la coopération en matière de Science, Technologie et Innovation (ST&I) sur 3 grands défis sociétaux: 1) Santé, changement démographique et bien-être 2) Sécurité alimentaire, agriculture durable, recherche maritime et maritime et bio-économie 3) Action climatique, environnement, efficacité des ressources et matières premières.
- Renforcement des partenariats de coopération scientifique entre le Pacifique et l'UE et le dialogue politique bi-régional en ST&I.
- Renforcer la coopération en matière d'innovation et la transformer en véritables avantages socioéconomiques.

STRATÉGIE

Les initiatives de coopération bilatérale existantes entre l'UE et la région du Pacifique ont été répertoriées et analysées. Ensuite, selon les objectifs spécifiques, des actions ont été mises en place afin de coordonner les activités communes et d'établir des partenariats avec différents acteurs de la chaîne de l'innovation. Enfin, des plateformes annuelles ont été organisées afin d'établir un dialogue structuré sur la politique bi-régionale en ST&I. L'ONUDI a été chargée d'identifier les politiques gouvernementales et les mesures de soutien nécessaires pour promouvoir l'innovation dans certaines activités.

RÉSULTATS

- Renforcement de la coopération bi-régionale grâce à la focalisation des activités sur 2 à 3 grands défis sociétaux d'intérêt commun.
- Appui au dialogue sur les politiques et à la contribution aux programmes stratégiques ST&I.
- Accroissement du niveau de coopération tout au long de la chaîne de recherche.
- Durabilité des relations bi-régionales ST&I par une prise en charge des mécanismes de coordination par les parties prenantes.
- Participation accrue des régions concernées à Horizon 2020.



**RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ,
LA PERFORMANCE
ORGANISATIONNELLE ET LA
CAPACITÉ D'EXPORTATION DE
L'INDUSTRIE DE LA MUSIQUE
CUBANE**



CARAÏBES
PAYS
CUBA

DURÉE

2016-2019

BUDGET TOTAL

\$ 1,150,443

Partenaires / donateurs: Agence coréenne de coopération internationale KOICA

Associé à



CONTEXTE

L'industrie créative de Cuba est une énorme richesse pour le patrimoine du pays. Les niveaux qualitatifs et quantitatifs de la création musicale cubaine se développent continuellement, l'industrie cubaine compte environ 17 000 musiciens professionnels enregistrés. Cependant, peu de cette richesse est transformée en avantages économiques pour les artistes, les musiciens et les autres personnes engagées dans la production et la distribution de la musique à Cuba.

Couplé aux bénéficiaires que pourrait rapporter les liens avec le secteur du tourisme (moteurs économiques important du pays), ce projet a un effet de création d'emploi exponentiel. Pourtant, l'ancienneté des méthodes de production et de diffusion de la musique cubaine empêche aujourd'hui le pays à générer de la valeur ajoutée générée par l'industrie de la musique cubaine.

LOGIQUE D'INTERVENTION

L'organisation de la chaîne de valeur de l'industrie de la musique sera renforcée en appliquant de nouvelles formes de gestion et d'administration. L'ONUDI appliquera des modèles de gestion dans les industries créatives et introduira de nouvelles connaissances et technologies à titre expérimental à partir de fournisseurs potentiels de technologie musicale (Corée en particulier).

Des nouvelles capacités de production seront établies. L'objectif est d'introduire de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies pour numériser, enregistrer, produire et distribuer de la musique. Ici, l'échange avec des pairs technologiques dans des pays tels que la Corée par l'intermédiaire du Bureau de Promotion des Investissements et de la Technologie (ITPO) de l'ONUDI en Corée sera essentiel pour adopter des stratégies innovantes de marketing et de distribution musicale. Ici, le but est que l'industrie de la musique cubaine bénéficie de la vente de sa musique dans le monde. Cela nécessite de nouvelles façons de commercialiser et de vendre de la musique numérique via des médias hors ligne et en ligne et un lien étroit avec les réseaux ITPO de l'ONUDI pour la promotion des entreprises.

RÉSULTATS ATTENDUS

À la fin du projet:

- La valeur des ventes de l'industrie de la musique cubaine aura augmenté de 30%.
- 20 des entités productrices de musique recevant un soutien au projet produiront activement de la musique et en tireront plus de bénéfices.
- Membres du personnel seront formés sur les nouvelles techniques de gestion des entreprises.
- 4 pilotes d'enregistrement numérique seront mis en place au bénéfice des producteurs de musique et des musiciens.
- 30% des archives non publiées seront numérisées.
- Musiciens, ingénieurs de musique et de producteurs de musique seront formés.
- 20% de la musique nationale sera commercialisée annuellement à travers les magasins locaux et la plate-forme de marketing internet mise en place par le projet.
- Un grand nombre de musiciens / groupes seront promus.

**RENFORCEMENT DU BUREAU
HAÏTIEN DES NORMES ET APPUI
À L'INFRASTRUCTURE DE LA
QUALITÉ POUR LA COMPÉTITIVITÉ,
LE RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS D'EXPORTATION ET
L'INTÉGRATION RÉGIONALE**



CARAÏBES
PAYS
HAÏTI

DURÉE

Phase I 2008-2009

Phase II 2012-2015

BUDGET TOTAL

Phase I € 440,000

Phase II € 1,000,000

Partenaires / donateurs: EU

Associé à



CONTEXTE

L'UE aide Haïti à renforcer sa compétitivité, la diversification de ses exportations, son intégration dans les échanges internationaux et régionaux et à bénéficier des opportunités offertes par l'Accord de partenariat économique (EPA) entre l'UE et le CARIFORUM.

OBJECTIFS

Le projet vise à soutenir les efforts du gouvernement pour stimuler la reprise économique et l'intégration régionale par le développement d'une infrastructure nationale de qualité qui dessert efficacement le secteur productif et accroît la confiance des consommateurs dans les produits et services haïtiens. Il soutient plus particulièrement le ministère haïtien du Commerce et de l'Industrie pour jouer un rôle de premier plan dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies commerciales, en favorisant le dialogue public-privé et en développant sa politique et les infrastructures nationales de la qualité, qui comprennent la mise en place du Bureau haïtien de Normes (BHN).

- Définir une politique nationale de qualité et adopter un plan directeur pour une infrastructure de qualité.
- Mettre en place le Bureau haïtien des normes (BHN) dans ses fonctions de normalisation, de certification des produits et de centre de formation.
- Assister le BHN à soutenir la mise à niveau de l'entreprise avec la marque nationale et les normes pertinentes dans les chaînes d'approvisionnement ciblées.
- Appuyer l'Association haïtienne pour la gestion de la qualité (AHMAQ) à devenir un acteur dynamique de la promotion de la qualité parmi les entreprises, la société civile et les consommateurs.

RÉSULTATS

- Les fondements d'une infrastructure de qualité nécessaire pour promouvoir les exportations et améliorer l'information des opérateurs sur les normes (y compris les problèmes de certification et les labels de qualité) ont été établis.
- Le programme a renforcé la compétitivité de certaines entreprises en améliorant les compétences techniques

et en les aidant à respecter les normes internationales en matière de qualité des marchés ciblés.

- Les acteurs économiques, les institutions gouvernementales, la société civile et les consommateurs sont bien conscients de la politique nationale sur la qualité améliorée approuvée par le gouvernement et s'efforcent d'appliquer sa mise en œuvre.
- BHN reconnu comme un fournisseur de services dans la normalisation, la certification et la formation liée à la qualité.
- Un nombre croissant d'entreprises sont sensibilisées et motivées pour appliquer des normes de qualité et rechercher une reconnaissance internationale afin de stimuler les marchés tout en gagnant la confiance des consommateurs.
- L'AHMAQ est un acteur actif et reconnu dans la promotion de la qualité.

SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT



UN PARTENARIAT POUR L'INDUSTRIALISATION VERTE

Grâce à l'utilisation de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies, les pays ACP peuvent développer des industries compétitives tout en préservant la santé de leurs populations, l'environnement et le climat.

De nombreuses innovations ont été développées au cours des 20 dernières années pour améliorer l'efficacité industrielle et veiller à ce que des ressources comme l'énergie, l'eau et les matières premières ne soient pas gaspillées. Augmenter la résilience énergétique est d'autant plus important que le contexte mondial est actuellement incertain, nombreuses sont les tensions liées à l'appropriation des ressources naturelles/énergétiques. Tout en utilisant les nouvelles connaissances et technologies, les entreprises des pays ACP peuvent accroître leur productivité, faire plus avec moins et réduire considérablement leurs coûts de production. En même temps, elles peuvent éviter de polluer leur

environnement grâce à des moyens plus efficaces de gestion de leurs déchets et de leurs substances dangereuses. En faisant cela, ils éviteront des coûts exponentiels à leurs communautés et pays en termes de santé humaine, d'assainissement et de décontamination.

La conformité aux normes environnementales, en particulier celles prévues par les Accords Multilatéraux sur l'Environnement, est également un moyen de faciliter l'accès aux marchés d'exportation, toujours plus exigeants en terme de certification environnementale. La stratégie de l'ONUDI est d'aider les pays ACP à rendre leurs industries existantes plus vertes et à soutenir l'émergence de nouveaux produits, services et emplois

industriels dit « verts ». L'industrie de gestion des déchets est par exemple un secteur industriel prometteur dans les pays en développement qui permet à la fois de créer des emplois décents et de protéger l'environnement.

L'économie circulaire dans les pays ACP

Pour soutenir la capacité des pays ACP à faire face à ces problèmes, l'ONUDI a développé depuis plus de 20 ans un Réseau Mondial de Centres pour la gestion efficace des ressources et la production propre (RECP) qui contribuent à la transition des pays bénéficiaires et

de leurs entreprises vers une économie circulaire. L'ONUDI soutient également la mise en œuvre des Accords Multilatéraux Environnementaux dans les pays ACP tels que le Protocole de Montréal pour protéger la couche d'ozone, la Convention de Stockholm pour éviter les polluants organiques persistants et la Convention de Minamata pour éviter la pollution causée par le mercure. L'ONUDI est membre du Partenariat pour l'Action pour une Economie Verte (PAGE) qui aide les pays en développement à analyser et à développer des économies vertes (ex. Burkina Faso, Ghana, Maurice, Sénégal et la Barbade). L'un des résultats à souligner est l'élaboration d'un Guide des praticiens de la politique industrielle verte qui aidera les gouvernements à mener leur industrialisation verte.

Énergie durable pour les industries des Pays ACP

Le 7ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ACP à Sipopo, en Guinée équatoriale, les 13 et 14 décembre 2012, a appuyé l'initiative de l'ONUDI "L'énergie durable pour tous" et ses trois

objectifs d'accès universel à l'énergie, en multipliant les efforts en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. Ces objectifs ont été intégrés dans l'Agenda 2030 pour le développement durable comme objectif numéro 7 pour assurer l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne. L'ONUDI, en tant que partenaire reconnu pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action ACP sur le changement climatique 2016-2020, aide maintenant les pays ACP de diverses façons. Tout d'abord, grâce à une assistance technique visant à développer les d'énergies renouvelables pour des utilisations productives dans les pays ACP ainsi que soutenir l'efficacité énergétique dans les industries locales.

Ensuite, par la création du Réseau ACP de Centres régionaux pour les Énergies Renouvelables et l'EfficiencE Energétique qui soutient les différentes régions : Caraïbes (CCREEE), Pacifique (PCREEE), Afrique de l'Ouest (ECREEE), Afrique australe (SACREEE) et Afrique de l'Est (EACREEE). Ces centres aident les régions ACP à développer des cadres harmonisés qui peuvent stimuler et attirer des investissements, à identifier leurs

ressources et à développer leurs propres capacités dans les différents domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, géothermie, etc.).

Enfin, l'ONUDI a créé avec le PNUE le Centre et le réseau de technologies du climat (CTCN) qui a été reconnu par l'Accord de Paris et qui fournit un savoir-faire et des technologies environnementales modernes pour les pays en développement, en particulier pour les pays du Groupe ACP. Ce soutien, combiné aux niveaux politique, technique et financier aidera les pays ACP à accélérer leur industrialisation verte et à veiller à ce que leurs populations bénéficient d'une croissance et d'emplois élevés sans que leur santé et leur environnement ne soient affectés par la pollution industrielle.



PRODUCTION INDUSTRIELLE DURABLE

La protection de l'environnement au sein des entreprises a connu des changements structurels au cours des dernières années avec une transition progressive vers des méthodes plus préventives. L'ONUDI soutient la transition vers une gestion plus efficace des ressources, à travers l'écologisation des industries et ce grâce à une production plus propre et à l'introduction de nouvelles industries vertes, en particulier les industries du recyclage, y compris le recyclage des déchets électroniques. De plus, l'ONUDI soutient la gestion efficace de l'eau et l'efficacité énergétique industrielle grâce à des normes de gestion de l'énergie, des mesures d'optimisation des systèmes énergétiques et de nouvelles technologies industrielles éco-énergétiques.



ACCÈS ÉNERGÉTIQUE PROPRE POUR LES CAPACITÉS PRODUCTIVES

L'accès à une énergie moderne et fiable est considéré comme essentiel au développement économique dans les pays en développement et l'utilisation de capacités productives vertes sera cruciale pour l'élévation des revenus et la création d'emplois. L'ONUDI aide donc les pays à accroître leur accès aux sources énergétiques modernes, en particulier à partir d'énergies renouvelables afin de soutenir le développement des capacités productives dans les zones rurales et urbaines. Il favorise les applications industrielles des énergies renouvelables dans les PME manufacturières à forte intensité énergétique. En outre, l'ONUDI conseille les planificateurs nationaux et régionaux et les décideurs afin d'élaborer des stratégies pour un meilleur mixage énergétique industriel, en tenant compte de toutes les technologies disponibles, en mettant l'accent sur les sources d'énergie renouvelables.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS MULTILATÉRAUX ENVIRONNEMENTAUX (MEAS)

L'ONUDI aide les pays à renforcer leurs capacités productives pour la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux, tels que le Protocole de Montréal sur l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP). Le travail de l'ONUDI comprend l'élaboration de projets viables pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement et les priorités d'adaptation du secteur industriel, ainsi que pour le développement de capacités pour protéger leurs populations et leurs ressources environnementales contre la pollution liée aux polluants organiques persistants. L'ONUDI soutient également la mise en œuvre de la Convention de Minamata sur le transfert de technologies basées sur le mercure et l'exploitation minière artisanale à petite échelle (ASGM).



GLOBAL

- Identification et assainissement des sites pollués.
- Partenariat pour l'action pour l'économie verte.
- Centre et Réseau de Technologies du Climat (CTCN).
- Convention de Stockholm.
- Protocole de Montréal dans les États ACP.
- Réseau mondial des centres régionaux d'énergie durable.
- Afrique - Caraïbes - Pacifique : Réseau régional des centres d'énergie.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

République dominicaine : Stimulation de la compétitivité industrielle grâce à la génération de l'électricité connectée à la biomasse.

- **Cap-Vert** : Promouvoir des systèmes d'énergie renouvelable à petite et moyenne échelle.
- **Cameroun** : Promouvoir des solutions intégrées de biomasse et de petites centrales hydroélectriques pour des utilisations productives.
- **Gambie** : Promouvoir les énergies renouvelables pour des utilisations productives dans les zones rurales.
- **Guinée-Bissau** : Promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables à petite et moyenne échelle dans le secteur de l'électricité.
- **Kenya** : Conversion durable des déchets en énergie propre.
- **Libéria** : Installation d'infrastructures mini-hydrauliques polyvalentes pour l'énergie et l'irrigation.
- **Afrique du Sud** : Promotion de l'énergie propre pour améliorer le réseau municipal de l'eau.
- **Soudan** : Renforcement des capacités pour la gestion durable de la pêche maritime.
- **Tanzanie** : Transformation des déchets en énergie dans les agro-industries.
- **Ouganda** : Renforcement de la résilience grâce à la valeur ajoutée du secteur bananier.

AFRIQUE

IDENTIFICATION GLOBALE DE SITES POLLUÉS ET RÉDUCTION DE L'IMPACT DE LA POLLUTION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

GLOBAL

DURÉE

Phase I 2009-2010

Phase II 2012-2015

Phase III 2015-2018

BUDGET TOTAL

Phase I € 733,600

Phase II € 6,234,871

Phase III € 6,248,456

Partenaires / donateurs: EU, UNIDO, Pure Earth

Associé à



CONTEXTE

Malgré les systèmes réglementaires et institutionnels mis en place par la plupart des pays industrialisés, la pollution active se poursuit, et il existe de nombreux sites « hérités » ou « orphelins » négligés. La pollution toxique dans les pays en développement continue d'être un risque majeur pour la santé humaine. Une revue récente de plus de 3 000 sites toxiques dans le monde, a montré que jusqu'à 200 millions de personnes pourraient être directement touchées.

STRATÉGIE

Dans le cadre de ce projet pionnier mis en œuvre avec Pure Earth, des chercheurs qualifiés dans des dizaines de pays en développement ont identifié des sites pollués dans leur pays en utilisant un protocole établi, le dépistage initial du site (ISS), afin d'évaluer rapidement les niveaux de contamination et les risques pour la santé humaine. Ces évaluations ont ensuite été téléchargées dans une base de données mondiale. Cette information a ensuite servi de base pour sensibiliser et aider les gouvernements concernés et les donateurs potentiels à prioriser les sites et les problèmes de pollution pour l'intervention, l'assainissement et l'atténuation des risques pour la santé humaine.

STATUT QUO ET PERSPECTIVES

Un résultat majeur de la deuxième phase de ce projet a été la création de l'Alliance Mondiale pour la Santé et la Pollution (GAHP), dont l'objectif est un monde où la santé des générations présentes et futures, en particulier les enfants et les femmes enceintes, sont à l'abri de la pollution toxique.

RÉALISATIONS

- Plus de 3000 sites pollués identifiés dans le monde entier.
- Près de 2 300 ISS ont été menés depuis 2009. Dans la phase II, 717 sites ont été évalués, bien au-dessus des 450 prévus.
- Un raffinement de la méthodologie de dépistage des risques.
- Tous les consultants engagés dans le projet ont été formés à la méthodologie de l'ISS au cours d'un atelier de deux jours. 23 séances de formation ont été consacrées à 194 enquêteurs et 151 fonctionnaires.
- Un total de 7 projets pilotes ont été réalisés en Argentine, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Ghana, en Indonésie, au Pérou et en Uruguay. Ces projets ont touché environ 149 000 personnes.
- Création d'une initiative mondiale l'« Alliance mondiale pour la santé et la pollution » (GAHP) afin de sensibiliser l'opinion publique et les décideurs sur la dimension et l'impact de la pollution telle que mesurée par les données obtenues par le projet.

PARTENARIAT POUR L'ACTION POUR L'ÉCONOMIE VERTE (PAGE)

GLOBAL

DURÉE

2013-2020

BUDGET TOTAL

€ 42,500,000

Partenaires / donateurs : UE, OIT, PNUD,
PNUE, UNITAR

Associé à



CONTEXTE

PAGE est une réponse directe à la Déclaration de Rio + 20, "The Future We Want" qui a demandé au système des Nations Unies et à la communauté internationale de fournir une assistance aux pays intéressés pour élaborer, adopter et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'économie verte. Réunissant l'expertise et les capacités de mobilisation de cinq agences des Nations Unies travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile, PAGE offre un ensemble complet, coordonné et efficace de soutien analytique, d'assistance technique et de renforcement des capacités aux pays et régions pour transformer leurs économies en moteurs de la durabilité et de l'équité sociale.

OBJECTIF

L'objectif général de PAGE est de soutenir les efforts des pays pour transformer leurs économies afin qu'elles soient plus vertes et plus inclusives. L'expertise et les contributions de chaque agence sont coordonnées afin de réaliser des résultats convenus aux niveaux national et mondial. En s'appuyant sur un accord conjoint sur les résultats, les partenaires de PAGE ont développé un modèle qui fournit une offre intégrée aux pays intéressés, en tenant compte des atouts de chaque agence et de la demande spécifique du pays.

STRATÉGIE

À mesure que la demande des pays pour le soutien de l'économie verte inclusive (GII) continue de croître, PAGE a élaboré un plan pour soutenir 20 pays d'ici 2020 et comprend un plan pour mobiliser des ressources et augmenter les partenariats pour atteindre cet objectif initial. L'offre principale de PAGE au niveau des pays comprend le soutien à l'analyse des politiques appliquées, à la conception des politiques et le pilotage initial, généralement pour une période de quatre ans. Ces efforts s'accompagnent du renforcement des capacités institutionnelles et de la mobilisation des parties prenantes pour assurer la poursuite des efforts au-delà de la période de soutien de PAGE.

RÉALISATIONS

Au niveau des pays, l'ONUDI a piloté PAGE au Ghana de 2013-2015, et l'a co-piloté en Chine - dans la province du Jiangsu.

L'ONUDI contribue à la dimension sectorielle et industrielle de PAGE. Ont été réalisés :

- Un guide des praticiens de la politique industrielle verte stratégique.
- Une évaluation de l'industrie verte au Pérou, au Sénégal, au Burkina Faso et au Ghana.
- Une évaluation des déchets industriels en Mongolie et à Maurice.

CENTRE ET RÉSEAU DE TECHNOLOGIE DU CLIMAT (CTCN)

GLOBAL

DURÉE

2015-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,610,000

Partenaires / donateurs : UE, PNUE, CCNUCC

Associé à



CONTEXTE

La question du transfert de technologie a été la pierre angulaire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis sa création. Reconnaisant la nécessité d'accélérer le transfert des technologies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, les Parties à la Convention sur les changements climatiques ont fait un grand bond en avant en créant le Mécanisme de technologie à la 16ème session de la Conférence des Parties (COP) à Cancun en décembre 2010. La CCNUCC a ensuite choisi le PNUE et l'ONUDI pour accueillir le CTCN sur une base concurrentielle.

STRATÉGIE

L'objectif de ce programme est de promouvoir le transfert et la mise en œuvre des meilleures technologies et pratiques respectueuses de l'environnement dans le monde entier.

Le CTCN doit servir trois fonctions principales, à savoir :

1. Fournir des conseils pour l'identification des besoins technologiques ainsi que la mise en œuvre de technologies, pratiques et processus respectueux de l'environnement.
2. Faciliter la distribution d'informations, de formation et de soutien pour les programmes visant à créer ou à renforcer

les capacités des pays en développement à identifier les options technologiques, à faire des choix technologiques et à exploiter, maintenir et adapter la technologie.

3. Faciliter l'action rapide sur le déploiement de la technologie existante dans les pays en développement en fonction des besoins identifiés.

OBJECTIF ET RÉSULTATS

L'objectif est de faire face aux obstacles qui entravent le développement et le transfert des technologies climatiques et à contribuer ainsi à créer un environnement propice à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la vulnérabilité climatique, l'amélioration des capacités locales d'innovation et l'augmentation des investissements dans les projets de technologie climatique.

Depuis le lancement du CTCN :

- 154 demandes d'assistance technique ont été adressées au CTCN.
- 96 réponses ont été conçues ou mises en œuvre.
- 10640 Ressources d'information sont disponibles.
- Le réseau comprend 221 membres à travers le monde.

RÉSEAU ACP DES CENTRES RÉGIONAUX D'ÉNERGIE DURABLE



AFRIQUE - CARAIBES -
PACIFIQUE

DURÉE

2010 - 2019

BUDGET TOTAL

\$ 10,188,222

Partenaires / donateurs : Coopération au développement autrichienne, Coopération Espagnole, Énergie durable pour tous (SE4ALL)

Associé à



CONTEXTE

À l'échelle mondiale, la plupart des pays en développement ont mis en place des politiques et des objectifs ambitieux visant à augmenter les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RE&EE) pour relever simultanément les défis de la sécurité énergétique, de la pauvreté énergétique et des changements climatiques. Cependant, dans des nombreux domaines, la mise en œuvre technique de ces engagements est encore insuffisante et n'a pas bénéficié d'économies d'échelle.

Les solutions d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique continuent de faire face à de multiples obstacles dans les pays en développement (par exemple, les cadres techniques, politiques et réglementaires, le manque d'incitations fiscales et non financières et les instruments de financement, le manque de qualification et de cadres de certification, les lacunes en matière de connaissances et de données, la faiblesse de l'innovation et d'esprit d'entreprise). Parallèlement, les accords mondiaux sur le climat et l'énergie et les instruments de financement connexes font face à des défis en raison de capacités d'absorption nationales limitées. Les avantages de la coopération et de l'intégration sous-régionales demeurent très souvent peu exploités.

L'ONUDI, en partenariat avec des organisations régionales, aide les États membres à la création et l'exploitation de centres régionaux d'énergie durable. Le Réseau Mondial (GN-SEC) comprend un sous-réseau de centres pour la région Afrique, Caraïbes, Pacifique (en coopération avec l'EAC, la SADC, la CEDEAO, SIDS DOCK, CARICOM, et SPC).

STRATÉGIE

Les centres individuels répondent à la nécessité urgente d'accroître la coopération sous-régionale et les capacités techniques pour lutter contre les obstacles qui entravent la mise en place de marchés, d'industries et d'innovation durables en matière d'énergie et de résilience climatique. Grâce aux approches et aux méthodologies régionales, les centres complètent et accélèrent les efforts nationaux dans les domaines de la politique et de la réglementation, du développement des capacités, de la gestion des connaissances et des données, de la sensibilisation, de la promotion de l'investissement, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. Les centres peuvent jouer un rôle important dans l'établissement des priorités nationales ; contribuer à l'harmonisation et à la coordination des donateurs, ainsi qu'à assurer la durabilité et la disponibilité des résultats et des résultats après la fermeture du projet.

Les marchés sous-régionaux sont une exigence importante pour attirer les investissements étrangers et créer des opportunités commerciales et professionnelles pour les entrepreneurs dans les énergies domestiques, les entreprises de fabrication et d'entretien. Cela comprend également la création de programmes et de réseaux d'incubation régionaux, qui fournissent un soutien pour le classement industriel, la création de clusters et la création d'entreprises.

OBJECTIFS

- *Créer des accélérateurs sous-régionaux autonomes pour soutenir la transformation de l'énergie au niveau national.*
- *Améliorer l'accès à l'énergie, à la sécurité énergétique et à l'atténuation des changements climatiques en favorisant un environnement propice aux investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.*
- *Atténuer les obstacles existants en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en favorisant des interventions ciblées dans les domaines du renforcement des capacités, de l'appui aux politiques, de la gestion des connaissances et de la sensibilisation, ainsi que pour créer des opportunités d'investissement et d'affaires pour les entreprises locales.*

CONVENTION DE STOCKHOLM DANS LES ÉTATS ACP



GLOBAL

DURÉE

2011-2021

BUDGET TOTAL

\$ 41,403,749

Partenaires / donateurs : Fonds mondial pour
l'environnement

Associé à



CONTEXTE

Les POPs (polluants organiques persistants) sont des produits chimiques dangereux qui circulent à l'échelle mondiale, voyagent rapidement et causent des dégâts importants. Les POPs sont toxiques pour les humains et la faune, restent intacts dans l'environnement pendant de longues périodes et s'accumulent dans le tissu adipeux des organismes vivants. L'exposition peut entraîner des problèmes de santé graves, y compris des cancers, des anomalies congénitales et des dommages aux systèmes reproducteurs et immunitaires. Un traité mondial visant à protéger la santé humaine et l'environnement, la Convention de Stockholm réduit ou élimine les rejets de POPs. La Convention de Stockholm est entrée en vigueur en mai 2004 et elle a été ratifiée par plus de 150 pays.

L'ONUDI soutient les pays en développement et les économies en transition à mettre en œuvre la Convention de Stockholm. L'ONUDI aide le gouvernement et les industries à suivre les cinq principaux objectifs de la Convention :

- Éliminer les POPs, y compris ceux connus sous le nom de "douzaine de produits sales" et "les neufs méchants".
- Soutenir la transition vers des alternatives plus sûres aux POPs.
- Cibler des POPs supplémentaires pour l'intervention.
- Nettoyer les vieux stocks et les équipements contenant des POPs.
- Travailler ensemble pour un avenir libre de POPs.

Au niveau des politiques, l'ONUDI aide les pays à formuler leurs plans nationaux de mise en œuvre (actuellement dans 18 pays ACP), qui définissent la manière la plus efficace pour chaque pays de se conformer à la Convention. En collaboration avec l'industrie, l'ONUDI contribue à optimiser les processus de production afin d'éviter les émissions de POPs; construire et exploiter des installations pour gérer en toute sécurité les matières contenant des POPs; et établir de nouvelles installations et lignes de production en utilisant des alternatives aux POPs.

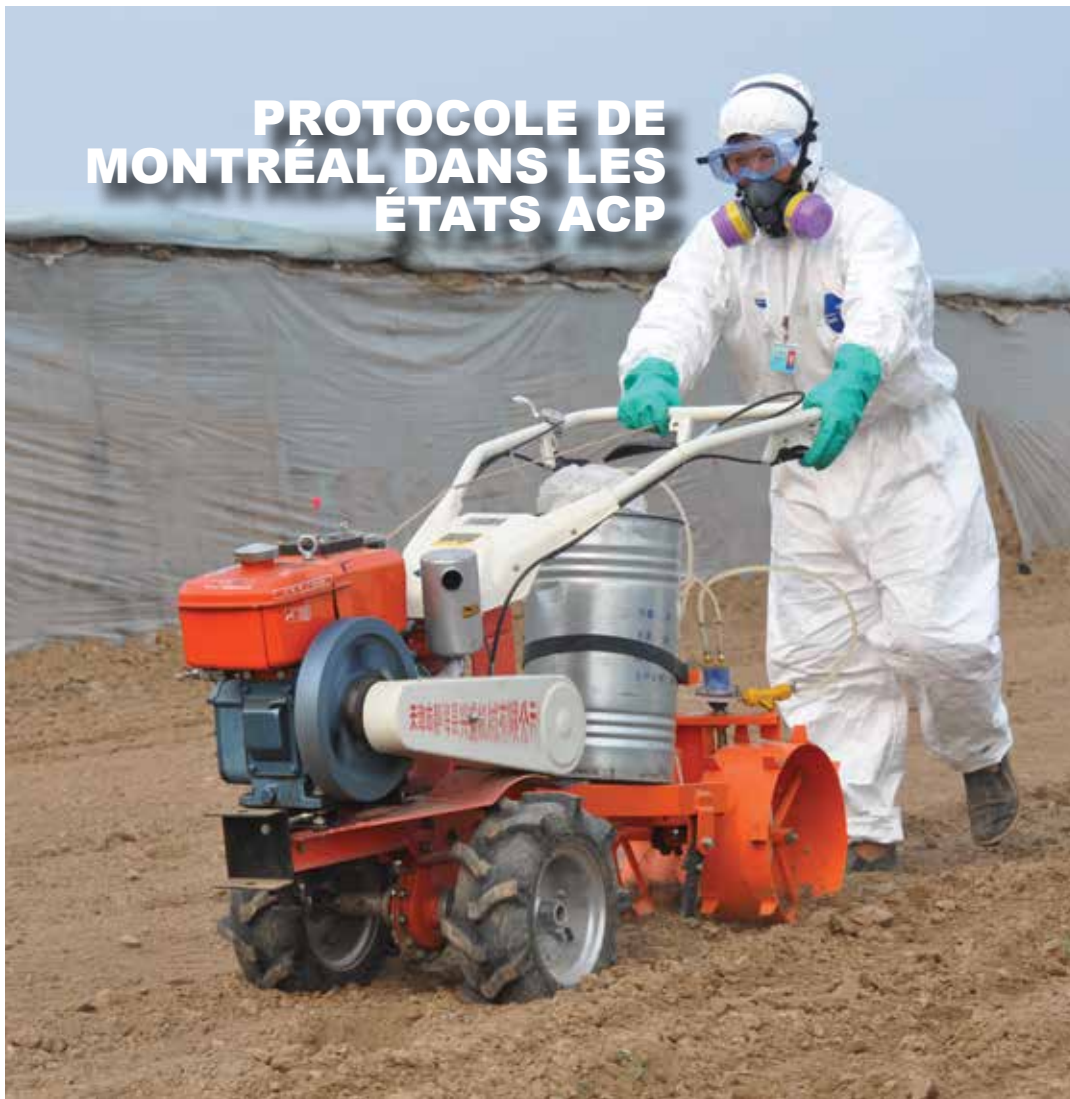
STRATÉGIE

L'ONUDI s'emploie également à mettre en place des programmes et des installations de recyclage et de gestion des déchets, qui minimisent la génération et la diffusion de POPs dans toute l'industrie.

RÉSULTATS

- 92 pays partenaires.
- 87439 personnes formées.
- Quantité éliminée / abandonnée :
 - 5887,52 tonnes de PCB, pesticides, DDT.
 - 98270 mg de UPOPs.
- Quantité sauvegardée :
 - 6418,3 tonnes de PCB, de pesticides, de DDT.
 - 11864 mg de UPOPs.
- 184286 tonnes de CO2 évitées.
- 3416 entreprises adoptant les meilleures pratiques de POPs.
- 98 Politiques et règlements environnementaux approuvés.

PROTOCOLE DE MONTREAL DANS LES ÉTATS ACP



GLOBAL

DURÉE

Jusqu'en 2020

BUDGET TOTAL (mondial)

\$ 56,600,000

Partenaires / donateurs : Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, Fonds mondial pour l'environnement

Associé à



CONTEXTE

Le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone est un traité environnemental adopté par la communauté internationale pour protéger la santé humaine et l'environnement en éliminant progressivement un certain nombre de produits chimiques artificiels ayant des effets néfastes sur l'ozone. Les produits chimiques figurant sur la liste des substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal comprennent, entre autres, les CFC, les halons, les HCFC et le bromure de méthyle, qui sont collectivement appelés substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). La plupart d'entre eux sont également des gaz à effet de serre très puissants. Le Protocole de Montréal vise à éliminer complètement la production et l'utilisation de ces substances, et la Division du Protocole de Montréal (DPM) de l'ONUDI appuie un grand nombre de pays pour atteindre cet objectif. 2017 marque le 30^{ème} anniversaire du Protocole de Montréal.

STRATÉGIE

L'ONUDI travaille dans le but d'encourager l'adoption de solutions industrielles durables en convertissant et en améliorant les lignes de production d'entreprises de toutes tailles. Les interventions visent en particulier les

secteurs de la mousse, de la réfrigération, de la climatisation, de l'aérosol, du solvant et de la santé, ainsi que de la protection contre les incendies et de l'agro-industrie. Dans tous les domaines, l'introduction de nouvelles technologies et équipements innovants pour l'ozone (à faible teneur en carbone, si possible) est associée à une formation sur l'utilisation et la sécurité de la technologie.

Conformément à son approche holistique pour lutter contre l'élimination des SAO, l'ONUDI soutient en outre les institutions gouvernementales avec le renforcement des cadres réglementaires et le suivi de la consommation de SAO.

L'ONUDI a mis en œuvre plus de 30 projets en Afrique, éliminant la production et consommation de CFC de tous les secteurs industriels. Des pays comme le Burundi, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Nigéria, la République du Congo, São Tomé et Príncipe et le Soudan ne sont que quelques-uns des nombreux pays africains qui ont bénéficié des plans nationaux d'élimination des CFC de l'ONUDI. En outre, l'ONUDI met actuellement en œuvre des plans d'élimination des HCFC dans 37 pays de la région, tels que le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Guinée Bissau, Madagascar, le Malawi, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, l'Afrique du Sud, Le Togo et la Zambie.

L'ONUDI a également toujours cultivé une relation forte avec les pays des Caraïbes et a complété plus de 15 projets du Protocole de Montréal à la Barbade, à Cuba et en République dominicaine pour éliminer la consommation de CFC dans le secteur de la réfrigération et l'utilisation du bromure de méthyle comme fumigant dans l'agriculture. L'ONUDI a augmenté sa présence et son soutien dans les pays des Caraïbes et est actuellement responsable (ou impliquée en tant qu'organisme d'exécution) pour la préparation et/ou la mise en œuvre du Plan de gestion de l'élimination des HCFC d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

RÉSULTATS

- Mise en phase - sur plus d'un tiers des ODS.
- Impact sur l'ozone: 70 287 tonnes de potentiel d'ozonisation (ODP).
- L'impact climatique de cette élimination est équivalent à 340 millions de tonnes de CO₂ par an.
- Plus de 1340 projets.
- Nombre de pays en développement assistés : 98.

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES À PETITE ET MOYENNE ÉCHELLE

AFRIQUE

PAYS

CAP-VERT

DURÉE

2012-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,828,281

Partenaires / donateurs : ONUDI, FEM

Associé à



CONTEXTE

Les îles habitées du Cap-Vert dépendent fortement du carburant importé (en particulier du diesel et du pétrole lourd) pour leurs besoins en matière de production d'électricité et de transport. Le pays reçoit des précipitations très minimales et peu fréquentes. Le dessalement de l'eau de mer est la seule source d'eau potable pour la plupart des îles qui n'ont pas de micro-climat. En tant que tel, la désalinisation de l'eau consomme une part importante de l'énergie générée dans le pays, ce qui implique que les secteurs de l'alimentation et de l'approvisionnement en eau sont étroitement liés. Chaque île exploite son propre réseau électrique local qui couvre des produits pétroliers (la production d'énergie renouvelable représente seulement 3% de la capacité de production en 2009). En raison des projets éoliens et solaires connectés au réseau, le taux de pénétration des énergies renouvelables était censé augmenter à 15% à la fin de 2011. Au niveau des pays et au niveau des îles spécifiques, la demande d'énergie augmente rapidement et est déjà proche de la capacité d'approvisionnement. En conséquence, la dépendance à l'égard des produits pétroliers importés augmente et exerce un lourd fardeau sur le budget national.

STRATÉGIE

Le projet vise à remédier à bon nombre de ces obstacles existants aux énergies renouvelables, à produire des résultats mesurables et à influencer sur l'investissement dans les énergies renouvelables de petite à moyenne échelle au Cap-Vert. Les principaux bénéficiaires du projet sont les organismes de réglementation et les institutions d'exécution, les potentiels générateurs d'énergie (gestionnaires et ingénieurs), les utilisateurs d'énergie, les instituts de formation, les professionnels de l'énergie et les prestataires de services et le secteur financier.

RÉSULTATS

Le projet vise à créer des conditions de marché propices au développement de systèmes d'énergie renouvelable de petite et moyenne taille au Cap-Vert. Le but ultime du projet est de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir le développement durable au Cap-Vert en créant des conditions de marché propices au développement de systèmes d'énergie renouvelable de petite à moyenne échelle conformément aux objectifs de la politique énergétique nationale de rendre le pays moins dépendant aux combustibles fossiles importés.

PROMOUVOIR LA BIOMASSE INTÉGRÉE ET LES PETITES SOLUTIONS HYDRO À DES FINS PRODUCTIVES

AFRIQUE

PAYS

CAMEROON

DURÉE

2012-2018

BUDGET TOTAL

\$ 2,000,000

Partenaires / donateurs : Global
Environmental Facility, AER

Associé à



CONTEXTE

Le Cameroun dispose de quantités importantes de ressources énergétiques en biomasse et de potentiels très élevés pour les petites centrales hydroélectriques (deuxième pays hydroélectrique de la région de l'Afrique centrale). Le potentiel de l'énergie solaire existe également dans la région. Il existe de nombreuses activités de transformation agro-industrielle au Cameroun, y compris une usine d'huile de palme, qui a le potentiel de fournir tous les besoins en électricité du pays à partir de la production d'énergie en utilisant ses résidus de biomasse. À l'heure actuelle, ces résidus sont réutilisés dans les plantations et les excès de résidus sont brûlés à l'air libre, libérant ainsi du CO₂ dans l'atmosphère et contribuant aux émissions de GES.

STRATÉGIE

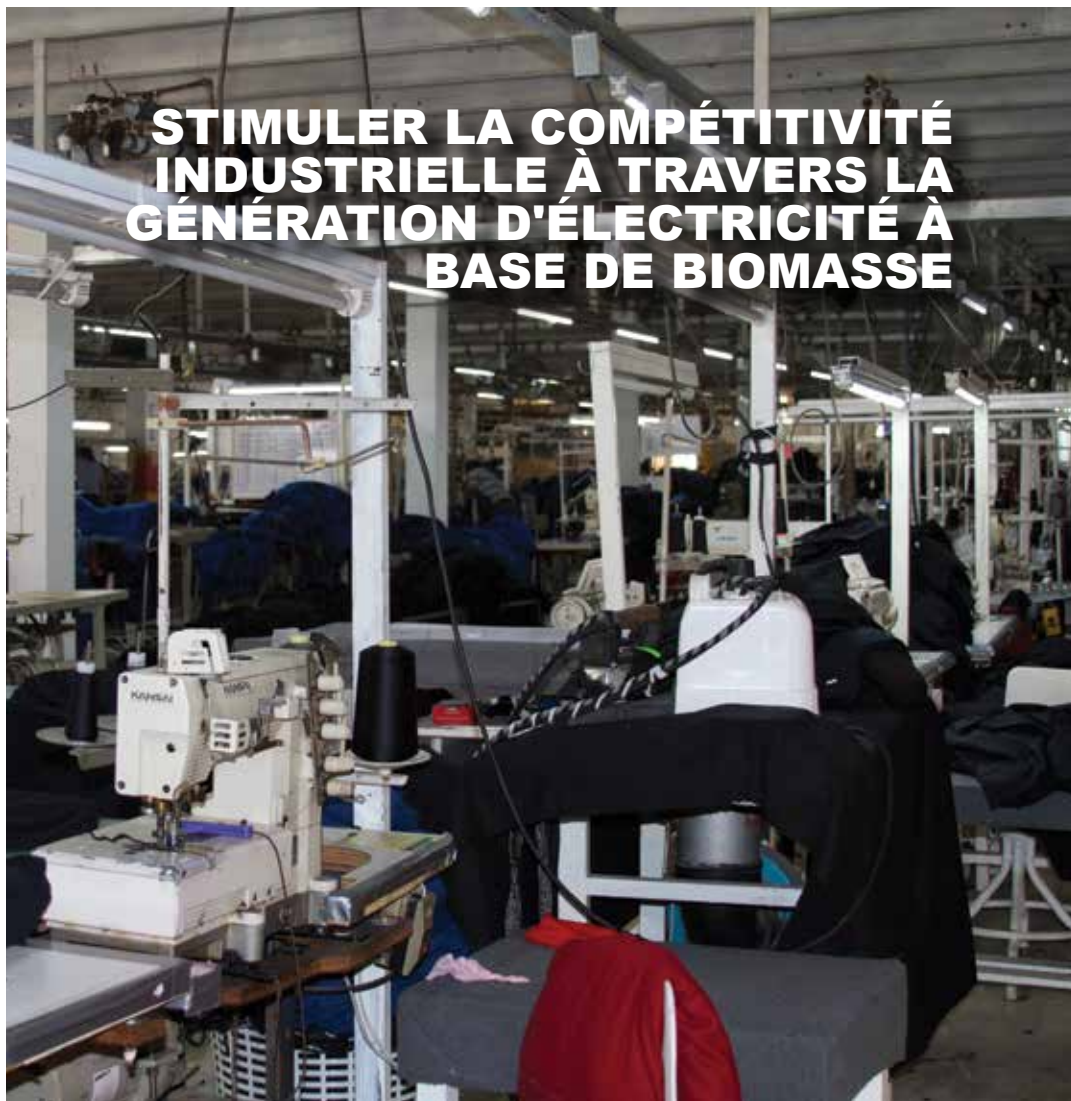
1. Renforcer le cadre politique et réglementaire des énergies renouvelables et assurer sa mise en œuvre.
2. Développer des mécanismes pour promouvoir et soutenir les investissements du secteur privé dans la production d'énergie renouvelable.
3. Démontrer la viabilité technique et commerciale des mini-réseaux d'énergie renouvelable.
4. Suivi et évaluation.

RÉSULTATS ATTENDUS

Ce projet se concentre sur l'élimination de ces obstacles grâce à la démonstration de la biomasse et des mini-réseaux à base de petits barrages hydro-électriques pour l'utilisation productive de l'électricité dans la zone rurale de la région du Littoral. Lors de la mise en service du projet, les établissements suivants seront connectés aux mini-réseaux :

- Micro et petites unités industrielles (principalement agro-industries) - environ 50.
- Environ 7 000 ménages ruraux bénéficiant d'une connexion avec 200 W.
- Autres secteurs - 20 écoles, 20 cliniques de santé, un collège technique, etc.

STIMULER LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE À TRAVERS LA GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ À BASE DE BIOMASSE



CARIBBEAN
PAYS

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

DURÉE

2014-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,300,000

Partenaires / donateurs : Fonds mondial pour
l'environnement

Associé à



CONTEXTE

Le secteur de l'énergie en République dominicaine s'appuie fortement sur les combustibles fossiles et se caractérise par des coûts d'énergie élevés pour les industriels. La hausse des prix du pétrole et l'augmentation de la demande d'énergie a entraîné une augmentation constante des prix, ce qui rend les zones franches moins compétitives. Les efforts déployés par le gouvernement pour diversifier le mix énergétique, encourager les investissements dans les technologies d'énergie renouvelable, réduire les coûts et utiliser les ressources de manière plus efficiente sont les éléments clés d'une stratégie de modernisation du secteur industriel. L'amélioration de la performance industrielle est essentielle pour préserver l'emploi, avec un grand impact social tant au niveau national que provincial.

STRATÉGIE

Le Plan national pour l'énergie prévoit plusieurs lignes d'action stratégiques pour faire face à la situation énergétique critique dans le pays, y compris le développement de sources d'énergie domestiques. L'électricité décentralisée et la production de chaleur à partir de sources d'énergie renouvelables telles que la biomasse sont reconnues comme des options précieuses pour réduire

les coûts énergétiques et contribuer à une meilleure fiabilité de l'approvisionnement en électricité. L'électricité décentralisée à base de biomasse devrait fournir de l'énergie électrique aux utilisateurs industriels à un niveau de coûts de 15 à 40% inférieur aux prix sur le marché déréglementé, fournissant simultanément une énergie de secours pour protéger les zones industrielles contre les éventuelles pannes de courant. La différence de prix se traduira directement par des coûts d'exploitation réduits, améliorant ainsi le résultat opérationnel d'une entreprise, en particulier pour les industries et les secteurs à forte intensité énergétique avec des marges bénéficiaires étroites.

Le projet est divisé en quatre éléments :

- Soutien aux politiques de génération décentralisée d'énergie électrique à partir de la biomasse.
- Démonstration de technologies efficaces pour la production d'électricité grâce à la biomasse.
- Soutenir les activités de formation, de promotion et de diffusion.
- Suivi et évaluation des progrès du projet.

RÉSULTATS

Le projet vise à promouvoir la mise en place d'une production décentralisée d'énergie à base de biomasse dans les zones franches industrielles en République dominicaine dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) tout en contribuant à leur compétitivité. Elle vise ainsi à démontrer et à promouvoir la viabilité et les avantages de la production d'électricité décentralisée dans le pays, à la fois pour l'auto-approvisionnement et pour la vente d'électricité excédentaire au réseau national, en utilisant de manière optimale les ressources disponibles en biomasse domestique. L'objectif est de contrer les coûts actuels des énergies élevées et les émissions de GES des centrales électriques à base de combustibles fossiles dans le pays. Les avantages environnementaux du projet sous la forme d'économies directes d'émissions de GES s'élèvent à un total estimatif de 245 000 tonnes de CO₂eq avec des avantages indirects de GES délivrés par le projet estimé à 1 197 000 tonnes CO₂eq.

ECOLOGISATION DES SECTEURS PRODUCTIFS :

Promouvoir l'utilisation
et l'intégration
des énergies
renouvelables



AFRIQUE

PAYS

GAMBIE

DURÉE

2015-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,319,635

Partenaires / donateurs : Fonds mondial pour
l'environnement

Associé à



CONTEXTE

Le secteur de l'énergie en Gambie se caractérise par un faible accès aux services énergétiques modernes, une forte dépendance à l'égard des combustibles traditionnels issus de la biomasse et une dépendance insoutenable à l'égard des combustibles fossiles importés pour la production d'électricité. Compte tenu des vastes ressources en énergie renouvelable disponibles en Gambie, il ne fait aucun doute que le développement de ces ressources permettra de relever de manière significative certains des défis auxquels le secteur de l'énergie doit faire face. Le déploiement de technologies d'énergie renouvelable en Gambie fait face à un certain nombre d'obstacles qui doivent être abordés de manière systématique et holistique. Par conséquent, ce projet vise à remédier à certains de ces obstacles aux énergies renouvelables en Gambie grâce à une approche intégrée combinant des projets de démonstration en matière d'énergie renouvelable avec renforcement des capacités et assistance technique au niveau institutionnel, politique, commercial et projet/investissement.

STRATÉGIE

L'augmentation de l'investissement dans les énergies renouvelables (ER) sera encouragée par la sensibilisation aux

activités d'ER, une stratégie d'investissement et des investissements dans d'autres projets d'énergie renouvelable. Il se compose de trois composantes :

- Élaboration d'une stratégie et d'une réglementation pour les systèmes ER à petite et moyenne échelle.
- Démontrer la faisabilité technique et promouvoir les investissements dans les systèmes ER à petite et moyenne échelle.
- Développement des compétences entrepreneuriales dans le cadre des énergies renouvelables.

RÉSULTATS

Le projet générera des avantages multiples pour les différents acteurs et parties prenantes au sein de la Gambie et au niveau mondial. Le projet entraînera une réduction des émissions de gaz à effet de serre en développant et en promouvant un environnement de marché qui stimulera l'investissement dans les technologies d'énergie renouvelable en Gambie. Cela, à son tour, contribuera à stimuler la croissance économique verte, à soutenir les efforts d'électrification rurale dans le pays et à contribuer à la réduction de la pauvreté. Au niveau national, le projet permettra de se sensibiliser aux technologies d'énergie renouvelable et à d'autres activités en cours face au changement climatique en Gambie.

PROMOUVOIR DES MINI-RÉSEAUX BASÉS SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR DES UTILISATIONS PRODUCTIVES DANS LES ZONES RURALES

AFRIQUE

PAYS

GAMBIE

DURÉE

2011-2017

BUDGET TOTAL

\$ 1,812,403

Partenaires / donateurs : Fonds pour
l'environnement mondial, ONUDI

Associé à



CONTEXTE

La capacité actuelle de production d'électricité est insuffisante pour répondre à la demande des zones urbaines et rurales et nécessite donc d'importants investissements. En outre, les réseaux de transmission et de distribution limitent la distribution de la puissance générée. L'approvisionnement en électricité se caractérise par des tarifs élevés, un manque de fiabilité (sans garantie d'approvisionnement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7), des pertes de puissance de transmission et des coûts de carburant relativement élevés en utilisant le carburant diesel dans les zones rurales et une logistique coûteuse pour alimenter les centrales électriques. Le manque d'électricité fiable et abordable limite l'investissement et le développement économique. Le gouvernement de la Gambie a mis en place un important programme visant à restructurer le secteur de l'énergie électrique et à promouvoir l'électrification rurale. La stratégie nationale actuelle vise globalement à encourager une forte participation du secteur privé à la mobilisation de fonds et à la fourniture de services énergétiques, y compris les services à base d'énergie renouvelable.

STRATÉGIE

Le projet est constitué de quatre composantes :

- Démonstration de la viabilité technico-économique des projets d'énergie renouvelable dans les zones rurales.
- Stratégie pour l'intensification des investissements dans les énergies renouvelables en Gambie.
- Renforcement du cadre juridique et réglementaire pour les énergies renouvelables.
- Renforcement des capacités institutionnelles grâce au renforcement ciblé des capacités.

RÉSULTAT

La portée de ce projet est de promouvoir des mini-réseaux à base d'énergie renouvelable . Plus précisément :

- Promouvoir un marché des investissements dans les énergies renouvelables.
- Réduire les émissions de GES par le biais de projets pilotes RE.
- Renforcer la capacité des ER grâce à diverses formations.
- Sensibiliser le public et le secteur privé à l'ER.

PROMOUVOIR DES INVESTISSEMENTS DANS DES TECHNOLOGIES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE À PETITE ET MOYENNE ÉCHELLE DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

AFRIQUE

PAYS

GUINÉE BISSAU

DURÉE

2014-2018

BUDGET TOTAL

\$ 2,083,350

Partenaires / donateurs : FEM, CEDEAO, Centre ECREEE, BAD, OeEB

Associé à



CONTEXTE

La promotion des investissements dans les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité de Guinée-Bissau est un projet mis en œuvre par l'ONUDI en étroite coopération avec le Ministère de l'énergie et de l'industrie, le Ministère des ressources naturelles et le Centre de la CEDEAO pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (ECEEE). Le projet aborde les défis énergétiques existants du pays en favorisant les investissements dans les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité. Jusqu'à présent, le pays dépend entièrement des importations coûteuses de carburant diesel et seule une petite partie de la population a accès à des services énergétiques modernes, abordables et fiables. Les prix élevés de l'énergie nuisent à la productivité du secteur productif et industriel domestique (par exemple, l'agro-industrie, la pêche).

STRATÉGIE

Le projet soutient le gouvernement dans la création d'un environnement propice aux investissements liés à l'énergie renouvelable liés au réseau et hors réseau grâce à des interventions combinées et intégrées dans les domaines de la démonstration technologique, de l'appui aux politiques et du renforcement des capacités. Grâce à

L'ECREEE, le projet facilite la coopération sud-sud et l'échange de connaissances entre le Portugal, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe.

RÉSULTAT

Le projet a appuyé l'élaboration du Plan national d'action pour les énergies renouvelables (NREAP), du Plan d'action national pour l'efficacité énergétique (NEEAP) et du Plan d'action national SE4ALL. Sous la composante investissement, un plan national d'investissement en énergie durable a été élaboré et présenté aux financiers et aux investisseurs intéressés. De plus, le projet a soutenu l'installation du projet Bambadinca visant à établir un mini réseau hybride solaire de 312 kw. Des projets similaires à Bissorá, Bolama et Bubaque sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre. Sur la base des travaux de préféabilité de l'ONUDI, la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque autrichienne de développement (BAD) ont accepté de cofinancer le développement du projet d'hydroélectricité transformateur Saltinho avec une capacité électrique estimée à 19 MW. En outre, l'ONUDI a appuyé l'élaboration d'un programme complet de renforcement des capacités en matière d'énergie renouvelable et de plusieurs formations techniques.

CONVERSION DURABLE DE DÉCHETS DANS L'ÉNERGIE PROPRE POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

AFRIQUE

PAYS

KENYA

DURÉE

2015-2019

BUDGET TOTAL

\$ 11, 824,716

Partenaires / donateurs : Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Ministère de l'Énergie et du Pétrole, Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Coopératives, Ministère de l'Agriculture Développement de l'élevage et des Pêches et du FEM

Associé à



CONTEXTE

Le Kenya est confronté à une pénurie d'électricité aiguë non seulement en raison des limites de la capacité installée, mais aussi en raison de la forte dépendance en énergie hydroélectrique menaçant la sécurité d'approvisionnement en période de sécheresse. Le taux actuel d'électrification est de 45% avec une cible ambitieuse d'au moins 65% d'ici l'an 2022; alors que la demande d'électricité projetée équivalait à 2 500 MW en 2015 et devrait atteindre 15 000 MW d'ici 2030. Ainsi, afin de réduire l'écart entre la demande et l'offre d'électricité, la capacité installée au Kenya devrait augmenter progressivement à environ 19 200 MW d'ici 2030. En raison du potentiel considérable du biogaz et de la réglementation d'un tarif d'alimentation attrayant par le gouvernement kenyan pour la technologie du biogaz, la technologie du biogaz à partir de la méthanisation (ou digestion anaérobie) a été sélectionnée pour la conversion des déchets en énergie. Les secteurs les plus prometteurs pour la production d'électricité à partir de la conversion des déchets en énergie sont les déchets municipaux et les déchets agro-industriels. En raison des avantages comparatifs des déchets issus du secteur agro-industriel, il ont été sélectionnés pour démontrer l'efficacité des centrales électriques transformant les déchets en énergie.

STRATÉGIE

L'ONUDI propose une solution innovante pour le double problème : (i) manque d'énergie durable ; et (ii) une mauvaise gestion des déchets et, par conséquent, vise à promouvoir l'investissement dans les technologies propres afin d'augmenter l'électrification et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

RÉSULTAT

Les principaux résultats attendus dans le cadre du projet sont les suivants :

- Améliorer les capacités humaines et institutionnelles pour le développement continu des projets « du déchet à l'énergie ».
- Démontrer que les projets identifiés sur une base de partenariat public privé (PPP) pour une capacité cumulative de 1 856 kWe et 1 397 kW, entraînent une réduction globale des émissions d'environ 144 960 tonnes d'équivalent CO₂.
- Établir un environnement d'investissement favorable grâce à la création d'un système d'incitation, entraînant une réplcation d'au moins 14 MWe et 6 MWth, et donc une réduction globale des émissions d'environ 1 159 980 tonnes d'équivalent CO₂.

INSTALLATION D'INFRASTRUCTURES MULTI-USAGES, MINI-HYDRO POUR L'ÉNERGIE ET L'IRRIGATION



AFRIQUE

PAYS

LIBÉRIA

DURÉE

2012-2018

BUDGET TOTAL

\$ 1,811,952

Partenaires / donateurs : Fonds pour
l'environnement mondial (FEM), ONUDI

Associé à



CONTEXTE

Le Libéria est l'un des pays africains ayant la plus grande quantité de ressources en eau renouvelable par habitant, avec environ 68 000 m³ / an. La quantité abondante d'eau peut être potentiellement utilisée pour la production d'électricité et offrir l'accès à une source d'électricité fiable, moins coûteuse, durable et renouvelable pour la grande partie de la population du pays n'ayant pas accès à l'électricité. Cependant, plusieurs obstacles empêchent la production de ces ressources : il n'existe ni la technologie appropriée ni la capacité autochtone de concevoir, fabriquer, commercialiser, distribuer, installer et entretenir des technologies d'énergie renouvelable (TER). À cela s'ajoute le manque de capacité nationale d'exploration de mini et de petites ressources hydroélectriques. Bien qu'un certain nombre d'acteurs soient actifs dans le Libéria rural en matière de développement des ressources hydroélectriques, seuls quelques-uns ont pu contribuer à l'étude et à l'identification des sites potentiels, et aucun à l'implantation sur le terrain. En outre, il existe une répartition peu claire des tâches et des responsabilités dans le pays pour le développement de l'énergie hydroélectrique. Dans une telle situation, l'identification, l'évaluation, la conception et même la conceptualisation des projets de petites centrales hydroélectriques sont très difficiles et dépassent les capacités actuelles du pays.

STRATÉGIE

L'intervention du FEM pour orienter le développement du secteur des micro et petites centrales hydroélectriques se fera par une approche intégrée axée sur :

- Le renforcement de la capacité institutionnelle aux niveaux national et local pour la mise en œuvre du système de micro et petites centrales hydroélectriques et du réseau de distribution local.
- L'accès à l'électricité dans les zones rurales pour l'électrification des ménages et des entreprises productives grâce aux micro et petites centrales hydroélectriques.
- Une Agence de l'énergie renouvelable et rurale qualifiée et des entreprises locales d'énergie pour la promotion et la durabilité des systèmes de micro et petites centrales hydroélectriques.
- Une politique et un cadre réglementaire et une structure incitative facilitant une croissance plus rapide des micro et petites centrales hydroélectriques pour améliorer l'accès à l'électricité.

RÉSULTATS

L'objectif global du projet est de supprimer les obstacles institutionnels, techniques, politiques et économiques à la promotion des micros et petites centrales hydroélectriques au Libéria et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'objectif du projet est de développer l'environnement des affaires pour améliorer l'accès aux micros et petits services énergétiques modernes à base d'hydroélectricité, ainsi que des installations d'irrigation et des utilisations productives dans les zones rurales du pays.

- Pour atteindre l'objectif, un projet de mini réseau à petite et moyenne puissance de 10 MW devrait être mis en place dans le pays.
- En outre, la capacité institutionnelle des parties prenantes à la planification et à la mise en œuvre des projets est en cours de développement.
- Le projet vise également à développer la capacité locale en termes d'exploitation et de maintenance des micros et petites centrales hydroélectriques, en favorisant la capacité de fabrication locale pour les petites composantes hydroélectriques et d'autres applications productives de l'électricité de la micro et petite centrale hydroélectrique. Le projet devrait entraîner une réduction d'environ 582,49 kilotonnes de CO₂ pendant sa durée de vie utile de 15 ans.

PROMOTION DE TECHNOLOGIES DE L'ENERGIE PROPRE POUR AMÉLIORER LE RÉSEAU MUNICIPAL DE L'EAU



AFRIQUE

PAYS

AFRIQUE DU SUD

DURÉE

2015-2018

BUDGET TOTAL

€ 1,610,000

Partenaires / donateurs : EU (DG Climate), REEEP

Associé à



CONTEXTE

L'électricité contribue à la prestation de services municipaux d'eau et de traitement des eaux usées à travers le monde. Avec leurs pompes, moteurs et autres équipements fonctionnant 24 heures par jour et en continu dans l'année, les installations d'eau et d'eaux usées peuvent être parmi les plus grands consommateurs d'électricité dans une communauté. Étant donné que, dans la plupart des pays en développement, la production d'électricité repose principalement sur la combustion de combustibles fossiles, les systèmes urbains d'eau sont parmi les plus importants contributeurs aux émissions totales de gaz à effet de serre (GES) de la collectivité. Dans les pays en développement et les économies émergentes, les coûts de l'électricité peuvent représenter jusqu'à 40% des coûts d'exploitation totaux des installations d'eau et de traitement des eaux usées.

STRATÉGIE

L'ONUDI propose une initiative pilote visant à créer des parcours modèles d'approches fondées sur le marché pour le déploiement rentable de technologies d'énergie propre dans les parcs municipaux dans l'Afrique subsaharienne. La mise en œuvre de cette initiative pilote se concentrera sur l'Afrique du Sud et créera une base solide pour une réplication et une extension du marché dans

le pays et dans la région de la SADC dans son ensemble.

RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif spécifique est l'efficacité accrue de l'utilisation de l'énergie et la production d'énergie renouvelable dans les stations d'eau municipales dans trois municipalités sélectionnées en Afrique du Sud (petites et moyennes villes avec environ 100 000 habitants).

- Capacité locale améliorée grâce à une amélioration de la technologie à faible teneur en carbone / réduction de la consommation d'énergie et réduction des émissions de GES.
- Le rapport de démarrage a été élaboré et la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'énergie propre dans les installations hydrauliques ont été démontrées.
- Partenariat public et secteur privé créé pour l'extension des solutions de technologie hydraulique démontrées.
- Leçons apprises et recommandations politiques sur les technologies de l'eau identifiées, présentées et diffusées, réplication de projets promus.
- Contrôle et évaluation.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DURABLE DE LA PÊCHE MARITIME



AFRIQUE
PAYS
SOUDAN

DURÉE

2014-2017

BUDGET TOTAL

\$ 4,552,204

Partenaires / donateurs : Norvège et ONUDI

Associé à



CONTEXTE

Dans la République du Soudan, l'économie rurale est principalement axée sur les terres, les activités étant principalement pastorales et agropastorales. Bien que la pêche ait le potentiel de contribuer à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la diversification de l'économie dans l'État de la mer Rouge, la pêche maritime est toujours considérée comme sous-exploitée. Le gouvernement soudanais est de plus en plus conscient du potentiel de la pêche maritime à contribuer aux moyens de subsistance, au développement économique et à la sécurité alimentaire et a commencé à demander de l'aide et des conseils pour le développement durable de ce potentiel.

STRATÉGIE

Les trois principaux éléments du projet seront les suivants : 1) Fournir une assistance technique, renforcer les capacités et faciliter la mise en œuvre d'une enquête de suivi annuelle des ressources halieutiques le long de la côte du Soudan tout au long de la période de mise en œuvre du projet. 2) La fourniture d'assistance technique, le renforcement des capacités et le développement d'une base de données sur les poissons livrés sur le marché de Zigala ainsi que des données sur les captures et le débarquement de poissons sur les trois sites

de débarquement améliorés. 3) La poursuite de l'assistance technique et le renforcement des capacités de gestion pour permettre aux trois sites de débarquement du poisson de devenir financièrement autonomes.

RÉSULTAT

Le principal résultat du projet est de renforcer les capacités institutionnelles au Soudan pour le développement et la maintenance d'une base de données sur les stocks de poissons et les déchargements de poissons. Cela fournira la base de connaissances pour l'élaboration de plans stratégiques pour le développement de la pêche maritime dans l'État de la mer Rouge ainsi que pour l'élaboration de recommandations politiques et d'instruments de gestion nécessaires à l'utilisation durable des poissons en tant que ressource d'une importance cruciale pour les moyens de subsistance, le développement économique durable et la sécurité alimentaire dans l'État de la mer Rouge.

PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DE DÉCHETS AGRO-INDUSTRIES



AFRIQUE
PAYS
TANZANIE

DURÉE

2014-2019

BUDGET TOTAL

\$ 32, 027,000

Partenaires / donateurs : Ministère de l'Energie et des Minéraux, Agence de l'Energie Rurale, Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Coopératives, Ministère de l'Agriculture Développement de l'Elevage et des Pêches

Associé à



CONTEXTE

Tanzania Electric Supply Company (TANESCO), la société nationale des réseaux électriques, a été confrontée à de sérieux défis dans la fourniture d'électricité en raison d'un certain nombre d'obstacles, tels que: a) le manque de systèmes de distribution développés; b) manque de réseau de haut niveau; c) manque de puissance hydroélectrique suffisante; d) tarifs élevés de l'électricité; e) manque de tension réseau et investissements adéquats; et f) la diminution de la capacité hydroélectrique.

En raison de ces problèmes, moins de 18% de la population a accès à l'électricité du réseau national, avec plus de 50% de la population, qui vivent dans la pauvreté, dépensant plus de 35% de leur revenu familial pour répondre à leurs besoins énergétiques.

Malgré ce contexte, TANESCO n'a pas pleinement exploré l'utilisation du potentiel de déchet-à-énergie estimé à pouvoir générer jusqu'à 650 MW d'électricité, disponible dans les activités agricoles. En 2011, l'ONUDI a entrepris une étude intitulée « Réduction de l'empreinte carbone dans le secteur agro-industriel de la Tanzanie », axée sur quatre agro-industries; sisal, produits laitiers, tabac et huiles comestibles. L'étude, visant à identifier les possibilités de réduire les empreintes de carbone dans les agro-

industries sélectionnées, indique clairement que la plupart des industries utilisaient des technologies à forte intensité de carbone, contribuant de manière substantielle aux émissions de GES. Les principales possibilités de réduction du carbone dans ces industries ont été considérées comme l'utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'électricité. Les principales possibilités de réduction du carbone dans ces industries ont été considérées comme l'utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'électricité. La production d'électricité en captivité augmentera la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et l'excès d'électricité, lors de l'exportation, elle augmentera également la fiabilité dans l'alimentation électrique dans le pays et favorisera l'économie du pays.

STRATÉGIE

Ce projet financé par le Fonds mondial pour l'environnement (FEM) vise à promouvoir l'utilisation des technologies de production d'énergie à partir des déchets, à savoir les technologies de la biomasse et du biogaz, dans l'agro-industrie. L'intervention permettra aux agro-industries d'utiliser les déchets produits dans leurs installations pour générer de l'énergie, tout en compensant les émissions de GES. En outre, le projet

s'attend à éliminer les barrières existantes qui limitent actuellement le déploiement et l'utilisation de déchets agricoles abondants pour générer de l'énergie, augmentant ainsi la part du revenu national et améliorant les moyens de subsistance de la population en général.

RÉSULTATS

Les principaux résultats et résultats attendus dans le cadre du projet sont les suivants :

- Améliorer les capacités humaines et institutionnelles pour le développement continu des projets de production d'énergie à partir des déchets.
- Mettre en place des projets de démonstration de production d'énergie à partir de déchets sur une base de partenariat public-privé (PPP) pour une capacité cumulée de 6,8 MW conduisant à une réduction globale des émissions autour de 328 877 tonnes d'équivalent CO₂.
- Établir un environnement favorable aux investissements grâce à la création d'un système d'incitation / facilité de prêt à taux concessionnels, entraînant une réplique d'au moins 15 MW et, par conséquent, une réduction globale des émissions d'environ 725 464 tonnes d'équivalent CO₂.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE GRÂCE À L'ADDITION DE VALEUR AUX BANANES



AFRIQUE
PAYS
OUGANDA

DURÉE
2014-2018

BUDGET TOTAL
\$ 2,916,710

Partenaires / donateurs : FEM, Gouvernement
ougandais, AGT Ltd. (Ouganda)

Associé à



CONTEXTE

Les régions ouest et sud-ouest de l'Ouganda sont parmi les plus vulnérables aux effets de la variabilité climatique accrue et du changement climatique en Afrique de l'Est. La majorité des personnes dans ces régions dépendent de l'agriculture - à base de haricots, de maïs et de bananes - pour leur subsistance et leur sécurité alimentaire. Leur extrême pauvreté augmente leur vulnérabilité face aux effets néfastes du changement climatique et limite leur capacité à faire face et à se remettre des chocs. Il est donc essentiel que les communautés vulnérables puissent s'engager dans des activités alternatives, différentes pratiques agricoles et méthodes de préservation des aliments pour assurer leur sécurité alimentaire et générer des revenus supplémentaires.

STRATÉGIE

Ce projet est conçu conformément au Plan national d'adaptation de l'Ouganda (NAPA) et au programme d'adaptation du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour aider les communautés vulnérables de l'ouest de l'Ouganda à faire face aux effets du changement climatique. L'accent est mis sur l'évolution des pratiques dans la culture de la banane et sur l'ajout de valeur à cette importante culture par l'emballage sous vide et le séchage solaire, la transformation en jus et en vin et en utilisant les déchets de bananes pour produire du biocarburant. Le projet favorisera l'investissement et l'accès au financement pour soutenir le développement des industries artisanales.

RÉSULTATS

On s'attend à ce que des revenus plus élevés permettent aux producteurs de bananes les moins aisés d'adopter des stratégies d'adaptation telles que l'utilisation de matériel de plantation de bananes sans maladie et l'utilisation de déchets de bananes pour améliorer la fertilité des sols pour lutter contre les sécheresses prolongées et la dégradation des sols causée par le changement climatique et s'engager dans d'autres formes d'ajout de valeur pour renforcer la résilience.

Conformément à l'approche de développement industriel inclusif et durable de l'ONUDI (ISID), le projet vise à :

- Soutenir le gouvernement pour que ses politiques de développement reflètent les problèmes d'adaptation au changement climatique.
- Diversifier les activités économiques des communautés vulnérables dans les principales zones de culture de la banane afin d'assurer la sécurité alimentaire et des revenus et accroître ainsi la résilience face aux adversités climatiques.
- Capitaliser sur les opportunités de valeur ajoutée de la banane grâce à des campagnes de promotion, un meilleur accès au financement et l'introduction de technologies avancées et respectueuses de l'environnement pour assurer l'efficacité et la durabilité de ces activités.
- Diffuser les stratégies de projet et les leçons apprises en Ouganda ainsi que dans d'autres pays d'Afrique de l'Est

ANNEXES



1.- LISTE DES **ACRONYMES**

3ADI	Initiative de développement de l'agro-business et des agro-industries africaines	BMO	Organisations d'entreprises
ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	CAB	Organismes d'évaluation de la conformité
ACU	Association des universités du Commonwealth	CAMM	Agenda commun sur les migrations et la mobilité
ADCI	Agence de Développement de la Compétitivité Industrielle	CARICOM	Communauté des Caraïbes
ADDR	Agence pour la démobilisation, le désarmement et la réinsertion	CBT	Formation basée sur les compétences
ADPME	Agences pour le développement et la promotion des PME	CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
BAD	Banque africaine de développement	CFC	Chlorofluorocarbone
AfriPANet	Réseau africain des agences de promotion des investissements	CO2	Dioxyde de carbone
AHMAQ	Association haïtienne pour la gestion de la qualité	CO2eq	Equivalent de dioxyde de carbone
APDA	Agence pour la promotion et le développement de l'artisanat	COMESA	Marché commun pour l'Afrique orientale et australe
ARC	Fonds de recherche appliquée et de communication	COMFAR	Logiciel de l'ONUDI pour l'analyse de faisabilité des investissements et le reporting
BHN	Bureau Haïtien de Normalisation	OSC	Organisations de la société civile
		CTA	Centre technique pour la coopération agricole et rurale
		CTCN	Centre et réseau de technologie du climat
		DNI	Direction nationale de l'industrie

RDC	République démocratique du Congo	GES	Gaz à effet de serre
DTIS	Étude de diagnostic sur l'intégration commerciale	GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale
DVS	Département des services vétérinaires (Kenya)	GN / SEC	Réseau mondial des centres régionaux pour les énergies durables
EABF	Forum des Affaires UE-Afrique	GRP	Bonne pratique réglementaire
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est	GTP II	11ème Plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	GVT	Gouvernement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	HCFC	Hydrochlorofluorocarbones
ECP	Programme d'études sur l'entrepreneuriat	IAIP	Parcs Agro-Industriels Intégrés
ECREEE	Centre de la CEDEAO pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique	ICS	Centre international pour la science et la haute technologie
EE	Efficacité énergétique	TIC	Technologies de l'information et de la communication
APE	Accord de partenariat économique	OIT	Organisation internationale du Travail
ER	Énergie renouvelable	IMP	Plate-forme d'observation des investissements
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	API	Agences de promotion des investissements
FZ	Zones franches	IPEME	Institut Mozambicain pour la Promotion des PME
FEM	Fonds mondial pour l'environnement		

IRD	Institut de Recherche pour le Développement	MHP	Micro centrales hydrauliques
IRI	Institut de recherche industrielle	DPM	Division du Protocole de Montréal
ITC	Centre du commerce international	MSME	Micro, petites et moyennes entreprises
ITPO	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	MSTF	Cadre de formation et de compétences en matière minière
IUMP	Programme de modernisation et de mise à niveau industrielle	MW	Méga Watt
KEBS	Bureau des normes du Kenya	NAB	Organisme national d'accréditation
KEPHIS	Service d'inspection de la santé des végétaux du Kenya	NAPA	Plan national d'adaptation
LAC	Amérique latine et Caraïbes	NBSM	Bureau des normes et de la métrologie du Népal
PMA	Pays les moins avancés	CND	Contributions nationales déterminées
MAEU	Composante des infrastructures et des services, composante des informations et de la communication et composante des activités micro-économiques urbaines	NDOLA	Northern Technical College
MBS	Bureau des normes du Malawi	NEEAP	Plan d'action national pour l'efficacité énergétique
MEMEASFP	Ministère de l'Etat pour l'Emploi, la Formation Professionnelle et les Affaires Sociales de Côte d'Ivoire	NEP	Points d'information nationaux
		ONG	Organisation non gouvernementale
		NISP	Programme national de symbiose industrielle
		NMI	Institut national de métrologie
		INQ	Infrastructure nationale de la qualité
		PNIQ	Projet national d'infrastructure de qualité

NREAP	Plan d'action national sur les énergies renouvelables	PIQAC	Programme d'infrastructure de qualité pour l'Afrique centrale
NUS	Université nationale de Samoa	POP	Polluants organiques persistants
NWMC	National Wholesale Market Company Inc.	PPDP	Partenariat privé-public de développement
ODP	Potentiel d'appauvrissement de l'ozone	PPP	Partenariat public privé
ODS	Substances appauvrissant la couche d'ozone	PROFORME	Formation professionnelle pour l'emploi productif des jeunes
OeEB	Banque autrichienne de développement	DSRP	Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté
ONUCI	Bureau des Nations Unies en Côte d'Ivoire	PSE	Plan Sénégal Emergent
PACE-NET +	Réseau Europe Pacifique pour la Science, la Technologie et l'Innovation	SGQ	Système de gestion de la qualité
PACIE	Programme de soutien au commerce et à l'intégration économique	REEEP	Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique
PACIR	Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale	TER	Technologies de l'énergie renouvelable
PADELU	Projet de soutien au développement local urbain	CTR	Centres de transformation rurale
PAGE	Partenariat pour l'action sur l'économie verte	R & D	Recherche et développement
PCB	Biphényle polychloré	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
PCP	Programme de partenariat pays	ODD	Objectifs de développement durable
PDPC	Programme pour le développement des pôles de croissance	SE4ALL	Énergie durable pour tous
		SHP	Petite centrale hydroélectrique

PEID	Petits États insulaires en développement	UNECE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
SMAP	Programme d'accès aux normes et aux marchés	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PME	Petites et moyennes entreprises	UNEP / DTIE	Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie
SMME	Petites, Micro et Moyennes Entreprises	UNESCAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
SNL	Swazi Nation Land	CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
SPC	Secrétariat de la Communauté du Pacifique	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
SPX	Programme d'échange de sous-traitance et de partenariat	VTC	Centres de formation professionnelle
SSDP	Plan de développement du Soudan du Sud	WAQP	Programme de qualité de l'Afrique de l'Ouest
ST & I	Science, technologie et innovation	WB/BM	Banque mondiale
TANESCO	Compagnie d'approvisionnement énergétique de Tanzanie	OMS	Organisation mondiale de la santé
TCB	Renforcement des capacités commerciales	WIPO/OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
TDL	Titres de propriété	WTE	Production d'énergie à partir de déchets
EFTP	Formation technique et professionnelle et formation professionnelle	OMC	Organisation mondiale du commerce
FENU	Fonds de développement des capitaux des Nations Unies		
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement		

2.- VUE D'ENSEMBLE DES PROJETS DANS LES PAYS ACP

Tous les informations sur les projets ont été extraites de la Plateforme Open Data de l'ONUDI

Activités en cours de l'ONUDI en
AFRIQUE

Projets par pays

ANGOLA

- **Creating shared prosperity**
 - Country Programming Framework for Inclusive et Sustainable Industrial Development for Angola
- **Advancing economic competitiveness**
 - Quality policy development et strengthening of the national quality infrastructure

BENIN

- **Advancing economic competitiveness**
 - Strengthening Productivity et Trade Capacities in Benin
- **Safeguarding the environment**
 - HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I)

BOTSWANA

- **Safeguarding the environment**
 - HCFC phase-out management plan for Botswana

BURKINA FASO

- **Creating Shared Prosperity**
 - Country Programme Burkina Faso
- **Safeguarding the environment**
 - Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on POPs
 - HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I)

BURUNDI

- **Advancing economic et competitiveness**
 - Renforcement des capacités commerciales du Burundi (RCCB)
- **Safeguarding the environment**
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage I)

CAP-VERT

- **Creating Shared Prosperity**
 - Entrepreneurship Curriculum Programme in general et technical secondary education of Cabo Verde
 - One UN Programme for Cabo Verde - SP 4: Growth et Economic Opportunities
 - Value chain studies et STRATÉGIE development for five value chains in Cabo Verde

- Cabo Verde Country Programme Framework for Inclusive et Sustainable Industrial Development (2015-2017)
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Investment Promotion in Cabo Verde
 - Cabo Verde National System of Innovation Survey
 - Strengthening sustainable supplier development in the goat cheese value chain et fostering business linkages with the the national tourism industry
 - Development of Cabo Verde's marine fisheries et sea cluster industry
- **Safeguarding the Environment**
 - Promoting Market-Based Development of Small to Medium-Scale Renewable Energy Systems in Cabo Verde
 - Greening of 1 UN Building in Cabo Verde
 - Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Org

CAMEROUN

- **Creating Shared Prosperity**
 - Country Programming Framework for Inclusive et Sustainable Industrial Development for the Republic of Cameroon

- **Advancing Economic competitiveness**
 - Program of Support to the Improvement of the Competitiveness of the Cameroonian Economy (PACOM)
- **Safeguarding the environment**
 - Cameroon HPMP Foam Sector Plan
 - HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I) et Second Tranche
 - Promoting Integrated Biomass et Small Hydro Solutions for Productive Uses in Cameroon
 - Preparation of HCFC phase-out management plan (stage II)
 - Survey of ODS alternatives at the national level

RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE CENTRALE

- **Safeguarding the environment**
 - Capacity Strengthening et Technical Assistance for the Implementation of Stockholm Convention NIP's in AFRIQUEn LDC's of ECOWAS sub-region
 - Enabling Activities to Review et Update the National Implementation Plan under the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants

TCHAD

- **Advancing Economic competitiveness**
 - Trade Capacity Building Project for the Chadian Gum arabic sector (PRCCFGAT)
- **Safeguarding the environment**
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)
 - Promoting energy efficient cook stoves in micro et small-scale food processing industries

- Minamata Initial Assessment in Chad
- Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (POPs)

COMORES

- **Safeguarding the environment**
 - Minamata Convention Initial Assessment in the Comoros

CÔTE D'IVOIRE

- **Creating Shared Prosperity**
 - Program to support the upgrading of the vocational training system in Côte d'Ivoire
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Improving the competitiveness of Ivorian companies in non-traditional export sectors
- **Safeguarding the Environment**
 - Promoting Renewable Energy Based Grids in Rural Communities for Productive Uses in Côte d'Ivoire
 - Reducing risks from Artisanal et Small Scale Gold Mining in Cote d'Ivoire
 - HCFC Phase out Management Plan Cote d'Ivoire (STAGE I)
 - Enabling activities to review et update the national implementation plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants
 - Abidjan Integrated Sustainable Urban Planning et Management

RÉPUBLIQUE DU CONGO

- **Safeguarding the environment**
 - Environmentally Sound Management et

- Final Disposal of PCBs
- HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I)

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- **Creating shared prosperity**
 - Technical Assistance to the process of implementing industrial platforms in the different poles targeted by the PDPC in the province of Bas-Congo
 - Investing in entrepreneurial youth
- **Safeguarding the environment**
 - Enabling activities to review et update the national implementation plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants

ERYTHRÉE

- **Safeguarding the environment**
 - Eritrea Country Programme Framework (2016 - 2020)
 - Enabling Activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (POPs)
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)

ETHIOPIE

- **Creating shared prosperity**
 - A Private Public Partnership Project: Training Academy in Heavy Duty Equipment et Commercial Vehicles in Ethiopia

- Improving the Sustainability et Inclusiveness of the Ethiopian Coffee Value Chain through Private et Public Partnership
- Productive work for youth et women through MSMEs promotion in Ethiopia
- Junior Professional Officer (JPO) in Ethiopia Funded by Italy
- Phase 2 (Extension) of the Technical Assistance Project for the Up-Grading of the Ethiopian Leather et Leather Product
- Support to the AFRIQUEn Union Commission in its efforts to promote inclusive et sustainable industrial development within the framework of the AFRIQUEn Union's Action Plan for the Accelerated Industrial Development of AFRIQUE
- Technical support for the implementation of an integrated agro-industrial park in Ethiopia
- Reducing irregular migration in northern Ethiopia
- Upgrading the livestock value chain in Ethiopia
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Integrated Industrial Upgrading et Enterprise Development Approach
 - PCP - Programme for Country Partnership in Ethiopia
 - First international agro-industry investment forum in Ethiopia
 - Engineering design work for integrated agro-industrial parks et rural transformation centers in Ethiopia
- **Safeguarding the environment**
 - Enabling Activities to Review et Update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Org
 - Investment Promotion on Environmentally Sound Management of Electrical et Electronic Waste in East AFRIQUE with Focus on Ethiopia
 - HCFC phase-out management plan (stage I)
 - Supporting the local manufacturing of energy-efficient MITAD stoves

GABON

- **Safeguarding the environment**
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)
 - National Action Plan on Mercury in the Artisanal et Small-Scale Gold Mining sector in Gabon
 - Enabling Activity to review et update the National Implementation plan for the Stockholm Convention on persistent organic pollutants

GAMBIE

- **Safeguarding the Environment**
 - Promoting Renewable Energy Based Mini-Grids for Productive Uses in Rural Areas in the Gambia
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)
 - Improving Energy Efficiency et Reducing ODS Emissions in the Industrial Refrigeration et Air Conditioning Sector
 - Greening the Productive Sectors in Gambia: Promoting the Use et Integration

of Small to Medium-Scale Renewable Energy Systems in the Productive Sectors

GHANA

- **Creating Shared Prosperity**
 - Ghana Country Programme Framework (2016 - 2020)
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Improving sustainable value chains for exports from Ghana
- **Safeguarding the Environment**
 - Supporting Green Industrial Development in Ghana: Biogas Technology et Business for Sustainable Growth
 - NAP in Ghana

GUINÉE

- **Creating Shared Prosperity**
 - Supporting Job Training for Youth in Guinea
 - Technical cooperation program between UNIDO et the Republic of Guinea
 - Support for the National Socio-Economic Reintegration Program for Youth (Girls et Boys) Former Armed Forces et Other Vulnerable Youth (Girls et Boys)
- **Safeguarding the Environment**
 - Promoting Development of Multi-Purpose Mini Hydro Power Systems
 - Enabling Activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants
 - HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I)

GUINÉE BISSAU

- **Safeguarding the Environment**
 - HCFC Phase-Out Management Plan (Stage I)
 - Promoting investments in small to medium scale renewable energy technologies in the electricity sector
 - Enabling activities to review et update the national implementation plan under the Stockholm Convention

KENYA

- **Creating shared prosperity**
 - Stetards et Market Access Programme for Kenya's animal et plant-based products
- **Advancing economic competitiveness**
 - Strengthening the technical service capabilities of the Kenya Industrial Research et Development Institute (KIRDI) in collaboration with the Kenya Subcontracting et Partnership Exchange Programme (SPX)
- **Safeguarding the environment**
 - Sustainable Conversion of Waste into Clean Energy for GHG Emission Reduction - Kenya
 - Demonstration et transfer of environmentally sound technology for water treatment. Phase II

LESOTHO

- **Creating shared prosperity**
 - Lesotho Country Programme Framework (2014 - 2017)
- **Safeguarding the environment**
 - Enabling Activities (EA) to review et

update the national implementation plan for the Stockholm Convention on persistent organic pollutants

LIBERIA

- **Creating Shared Prosperity**
 - Entrepreneurship et Skills Training for Ivorian Refugees et Host Communities to Strengthen Resilience et Improve Livelihoods in Grand Gedeh Country, Liberia
 - The project for promoting youth employment by supporting technical et vocational education in Liberia
 - Human Security Public Private Partnership Initiative: Promoting Inclusive et Sustainable Industrial Development in Post-Crisis Liberia
 - Support to Technical et Vocational training (TVET) for Liberia's youth
- **Safeguarding the Environment**
 - Installation of Multi-Purpose Mini-Hydro Infrastructure (for Energy et Irrigation)
 - Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants

MADAGASCAR

- **Creating shared prosperity**
 - Support to the semi-industrial processing of sugar cane
 - Increase Resilience et Livelihood Diversification of Rural Women Communities through Creative Industries Value Chain Development
- **Safeguarding the environment**

- HCFC phase-out management plan
- Increased energy access for productive use through small hydropower development in rural areas.

MALAWI

- **Advancing economic competitiveness**
 - Market access et trade-capacity building support for agro-industrial products
- **Safeguarding the environment**
 - HCFC phase-out management plan

MALI

- **Creating Shared Prosperity**
 - Supporting the resilience capacity of youth et women in Gao et Timbuktu regions after armed conflict
- **Safeguarding the Environment**
 - Reducing risks from Artisanal et Small Scale Gold Mining in Mali

MAURICE

- **Creating shared prosperity**
 - Development of Lemon value chain in Rodrigues

MOZAMBIQUE

- **Creating shared prosperity**
 - Mozambique Country Programming Framework (2014 - 2018)
- **Advancing economic competitiveness**
 - Private sector et quality promotion programme for Mozambique - COMPETIR com Qualidade
 - Support to Mozambique's SMEs in Investment Promotion

- More et better jobs in Cabo Delgado province et Nampula province; Harnessing the opportunities of the New Economy in Mozambique
- **Safeguarding the environment**
 - Enabling Activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic pollutants
 - Mainstreaming resource efficiency et cleaner production (RECP) in Mozambique's accommodation sector et its supply chain
 - HCFC phase-out management plan (stage I)
 - National Action Plan on Mercury in the Mozambican Artisanal et Small-Scale Gold Mining sector
 - Towards sustainable energy for all: Promoting market-based dissemination of integrated renewable energy systems for productive activities in rural areas

NAMIBIE

- **Creating shared prosperity**
 - Youth Entrepreneurship Development in Namibia: Entrepreneurship Curricula in Upper-secondary Schools
 - Country Programme to Support Industrialization in Namibia (2016 - 2019)
- **Advancing economic competitiveness**
 - Trade capacity-building for exports in Namibia

NIGER

- **Creating Shared Prosperity**
 - Enhancing food security et income generation through sustainable revitalization of the meat et cowpea value chains in Niger
 - Country Programme Niger
- **Safeguarding the Environment**
 - HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)
 - Enabling Activities (EA) to Review et Update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention
 - ODS Alternatives Survey for Niger

NIGERIA

- **Creating Shared Prosperity**
 - Revised Country Programme of Cooperation between UNIDO et the Federal Republic of Nigeria
 - Supporting Nigeria's Staple Crop Processing Zones (SCPZs)
 - Leather Products Training et Production Centre for Stimulating Employment Creation et Rural Economic Growth in Delta State through leather products MSMEs development
 - A public private partnership approach to cassava value chain development
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - The National Quality Infrastructure Project (NQIP) for Nigeria: Building Trust for Trade
 - National industrial skills gaps study in Nigeria
 - Capacity strengthening for sustainable industrial development in Nigeria

- Facilitating job creation through the Entrepreneurship Training Programme "Learning Initiative for Entrepreneurs (HP LIFE)
- Investment et Technology Promotion Office (ITPO) in Nigeria
- **Safeguarding the Environment**
 - Mini-grid based on Renewable Energy (Biomass) Sources to augment Rural Electrification - Nigeria
 - HCFC Phase-out Management Plan (Stage I, First Tranche)
 - Scaling Up of Small Hydro Power (SHP) for Augmenting Rural Electricity Access - Nigeria
 - Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants
 - Pilot demonstration project on ODS waste management et disposal
 - Minamata Initial Assessment in Nigeria
 - Preparation for HCFC phase-out investment activities (stage II) (refrigeration et air-conditioning manufacturing sector)
 - Improve national capacity et capability for the management of mercury in the Nigerian Artisanal et Small-scale Gold Mining (ASGM) sector

RWANDA

- **Creating Shared prosperity**
 - 3ADI PPP platform - promotion of innovative public private partnership
 - Country Programming Framework for Inclusive et Sustainable Industrial

- Development Rwanda (2015 - 2018)
- Support to operationalize the Burera Dairy Community Processing Centre
- **Advancing Economic competitiveness**
 - Technical assistance for strengthening SEZs et industrial parks in Rwanda
 - Achieving higher quality of Rwanda's exports by fostering local readiness to SPS requirements
- **Safeguarding the environment**
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)

SENEGAL

- **Creating Shared Prosperity**
 - Technical cooperation framework between UNIDO et Senegal
 - Agricultural Value Chain Support Project
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Development of Local Productive Systems
 - Insertion of Leavers of Vocational et Technical Training in the Northern et Central Regions of Senegal (IDEA)
 - Promotion of Local Economic Development in the Region of Louga (IDEA)
 - Integrated Industrial Upgrading et Enterprise Development Approach
 - Technical assistance for implementation of integrated industrial platforms in Senegal
 - PCP - Programme for Country Partnership in Senegal
- **Safeguarding the Environment**
 - Environmentally sound management of municipal et hazardous solid waste to reduce emission of unintentional POPs -

- Implementation Phase
- HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)
- Sustainable Cities Management Initiative for Senegal

SIERRA LEONE

- **Creating Shared Prosperity**
 - Sierra Leone Country Programme Framework 2014-2017
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Quality et Compliance Infrastructure Development in Sierra Leone
- **Safeguarding the Environment**
 - Promoting Mini Grids Based on Small Hydro Power for Productive Uses in Sierra Leone
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)
 - Sustainable Energy Applications within the Sierra Leonean Brewing Sector

SOMALIE

- **Creating shared prosperity**
 - Community stabilization through restoration of livelihoods for at-risk youth along key border areas between Kenya et Somalia
 - Vocational skills training for economic growth in urban areas in South Central Somalia
 - Community stabilization for returnees, internally displaced persons et host communities in Dhobley et Afmadow Daldhis (Build Your Country): An integrated approach to re-establish the state-citizen link in Jubbalet et the South

West

• **Safeguarding the environment**

- HCFC phase-out management plan (stage I) (refrigeration servicing sector et additional security)

AFRIQUE DU SUD

- **Creating shared prosperity**
 - Support for clothing, textile, leather et footwear in the Province of KwaZulu-Natal
 - South AFRIQUE Country Programme Framework (2015 - 2020)
- **Advancing economic competitiveness**
 - Support to South AFRIQUE on the local production of an HIV/Aids vaccine et active pharmaceutical ingredients (API)
 - Enhancing market access of emerging agri-businesses in South AFRIQUE: Building a framework for pro-poor supply chain development within a cluster Contexte.
 - PA - National Biomanufacturing Initiative
 - Institutional strengthening of the Intra-AFRIQUE Metrology System (AFRIMETS Phase II)
 - Towards a joint UN programme to boost sustainable business practices among SME suppliers in the South AFRIQUEn automotive sector - Preparatory / Inception Phase
- **Safeguarding the environment**
 - Industrial Energy Efficiency Improvement in South AFRIQUE
 - Industrial Energy Efficiency Improvement in South AFRIQUE through Mainstreaming the Introduction of Energy Management Systems et Energy Systems

- Optimization
- HCFC phase-out management plan (Stage I)
- GEF UNIDO Cleantech Programme for SMEs in South AFRIQUE
- Energy Efficient et Low-Carbon Transport in South AFRIQUE
- Energy Efficient Low-carbon Transport in South AFRIQUE (Preparatory Assistance)
- Industrial Organic Waste-to-Energy
- Climate Change, Clean Energy, et Urban Water in AFRIQUE Promoting market-based deployment of clean energy technology solutions in municipal waterworks: Pilot Initiative in South AFRIQUE
- Preparation of a demonstration project on the technical et economic advantages of the vacuum assisted injection in discontinuous panel's plant retrofitted from HCFC-141b to pentane

SOUDAN

- **Creating shared prosperity**
 - Enterprise Development et Investment Promotion (EDIP) Unit in the Bank of Khartoum, Republic of Sudan
 - Darfur solar electrification project
 - Supporting food et nutrition security in Sudan through soybean processing
 - Sustainable food security through community-based livelihood development et water harvesting
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Strengthening SPS Compliance Capacity of Sesame Production in Sudan for Enhanced Access to International Markets

- **Safeguarding the Environment**
 - Umbrella project for phase-out of HCFC141b from polyurethane (PU) rigid foam production in the manufacturing of domestic composite panels (MODERN, AMIN, COLDAIR, AKADABI)
 - Building capacities for the sustainable management of the marine fishery in the Red Sea State, Republic of the Sudan
 - Technical assistance for the final phase-out of methyl bromide in the post-harvest sector
 - Minamata Initial Assessment in Sudan
 - Resource Efficient et Cleaner Production Programme in Sudan
 - Survey of ODS Alternatives at the National Level - Sudan

SWAZILAND

- **Creating shared prosperity**
 - Country Programme to Support Industrialization in Swaziland (2016 - 2019)
- **Advancing economic competitiveness**
 - Market access et trade facilitation support for Swaziland

TANZANIE

- **Creating Shared Prosperity**
 - 3ADI PPP platform - promotion of innovative public private partnership
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Market value chains relating to horticultural products for responsible tourism market access project
- **Safeguarding the Environment**
 - Mini-grids based on Small Hydropower

- Sources to Augment Rural Electrification Capacity Strengthening et Technical Assistance for the Implementation of SC National Implementation Plans
- HCFC Phase-Out Management Plan
- Promotion of Waste-to-Energy (WTE) Applications in Agro-Industries of Tanzania
- Promotion of Bio-Ethanol as Alternative Fuel for Cooking in the United Republic of Tanzania

TOGO

- **Creating Shared Prosperity**
 - Country Programme Togo
- **Safeguarding the Environment**
 - HCFC Phase-Out management plan (Stage1)
 - Enabling Activities to review et update the National Implementation Plan for the Stockholm Convention on POPs
- **Safeguarding the Environment**
 - Promotion of neem-derived biopesticides in West AFRIQUE
 - Improve the Health et Environment of Artisanal et Small Scale Gold Mining (ASGM) Communities by Reducing Mercury Emissions et Promoting Sound Chemical Management
 - Promoting Coordination, Coherence, Integration et Knowledge Management under Energy Component of SPWA
 - Building resilient rural communities in West AFRIQUE by supporting inclusive et sustainable local production of Shea

butter

UGANDA

- **Creating Shared Prosperity**
 - 3ADI PPP platform - promotion of innovative public private partnership
 - PPG: Reducing Vulnerability of Banana Producing Communities to Climate Change Through Banana Value Added Activities
 - Agricultural value chain development programme (AVCDP) - Product diversification, market development et stetards compliance
- **Safeguarding the Environment**
 - HCFC Phase Out Management Plan (Stage I)
 - ODS Alternatives Survey - Ouganda

ZAMBIE

- **Creating Shared Prosperity**
 - UNIDO-Zambia Country Programme 2017-2021
 - Volvo et vocational training in Zambia: Private-Public Development Partnership (PPDP) within the development of Zambia
- **Advancing Economic Competitiveness**
 - Trade Capacity Building for Zambia
 - Productive Work for Youth in Eastern et Southern AFRIQUE, Zambia
- **Safeguarding the Environment**
 - HCFC phase-out management plan
 - Enabling activities to review et update the National Implementation Plan for

the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants

- Upscale Small Hydropower Mini-Grid Development in Zambia to Deliver Renewable Energy for Productive Uses

ZIMBABWE

- **Creating Shared Prosperity**
 - Zimbabwe Country Programme Framework (2016 - 2020)

PROJETS REGIONAUX

- **Creating Shared Prosperity**
 - Revitalization of forest training centres in the SADC region for green employment
 - Upgrading SPS et value chain stetards to facilitate access to regional et international markets for artisanal fishermen in West AFRIQUE
 - West AFRIQUEn Quality System - Support for the implementation of the ECOWAS quality policy
- **Advancing economic et competitiveness**
 - Central AFRIQUE Quality Infrastructure Program
 - Industrial Restructuring et Upgrading Programme-Central AFRIQUE
 - SADC Sustainable Quality Infrastructure Project
 - Testing et inspection assessment tool for effective trade facilitation
- **Safeguarding the Environment**
 - STRATÉGIE for disposal et destruction of ODS for six low-volume-consuming Central AFRIQUEn countries
 - Capacity Strengthening et Technical Assistance for the Implementation of the

Stockholm Convention (SC) National Implementation Plans (NIPs) in AFRIQUEn Least Developed Countries (LDCs)of the SADC Sub-region

- Establishment et first operational phase of the secretariat of the SADC centre for renewable energy et energy efficiency (SACREEE)
- Promotion of BAT et BEP to reduce uPOPs releases from opneburning in the participating
- Promotion of neem-derived biopesticides in West AFRIQUE
- Improve the Health et Environment of Artisanal et Small Scale Gold Mining (ASGM) Communities by Reducing Mercury Emissions et Promoting Sound Chemical Management
- Promoting Coordination, Coherence, Integration et Knowledge Management under Energy Component of SPWA
- Building resilient rural communities in West AFRIQUE by supporting inclusive et sustainable local production of Shea butter
- Scaling up renewable energy in the East AFRIQUEn Community region through South-South cooperation

Activités en cours de l'ONUDI dans les Caraïbes

Projets par pays

BARBADES

- Safeguarding the environment
 - Strategic platform to promote sustainable energy technology innovation, industrial development et entrepreneurship in Barbados

CUBA

- Advancing economic competitiveness
 - Technological et Enterprise Upgrading Programme focused on agro-chemical et agriculture machinery production sector
 - Strengthening the competitiveness, organizational performance et export capacity of the Cuban music industry

REPUBLIQUE DOMINICAINE

- Safeguarding the environment
 - Stimulating industrial competitiveness through biomass-based, grid-connected electricity generation
 - Establishment of a National RECP Network in Dominican Republic et Regional RECP Dissemination in the CARIFORUM Countries

GRENADE

- Safeguarding the environment
 - HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche)_Grenada

HAITI

- Creating shared prosperity
 - Industrialization of Haiti - Country Programme 2017-2020
- Advancing economic competitiveness
 - REPARH - Renforcer la participation d'Haïti au commerce régional et international

SAINTE LUCIE

- Safeguarding the environment
 - HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)

PROJETS REGIONAUX

- Safeguarding the environment
 - Establishment et First Operational Phase of the Caribbean Centre for Renewable Energy et Energy Efficiency (CCREEE)
 - Preparatory Assistance for the establishment of the Caribbean Centre for Renewable Energy et Energy Efficiency (CCREEE)
 - Development et Implementation of a Sustainable Management Mechanism for Persistent Organic Pollutants (POPs) in the Caribbean

Activités en cours de l'ONUDI dans le Pacifique

Projets par pays

FIJI

- Creating shared prosperity
 - Development of the bamboo sector in the Fiji Islet et in Vanuatu

PAPUA NEW GUINEA

- Advancing economic competitiveness
 - Agribusiness Partnership Project in Papua New Guinea, PNG: Support to Development of Cassava farm production et Supply

VANUATU

- Advancing economic competitiveness
 - UNIDO-Vanuatu Country Programme of Technical Cooperation (2015-2020) to Promote Inclusive et Sustainable Industrial Development in Vanuatu

PROJETS REGIONAUX

- Safeguarding the environment
 - Strategic programme for scaling up renewable energy (RE) markets in targeted Small Islet Developing States (SIDS) in the Pacific Island region.
 - First operational phase of the Pacific Centre for Renewable Energy et Energy Efficiency - Tonga



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

Vienna International Centre - P.O. Box 300 - 1400 Vienna - Austria
Tel: +43 (1) 26026-0 - E-mail: unido@unido.org
www.unido.org

Bureau ONUDI Bruxelles
Maison des Nations Unies
14, rue Montoyer
1000 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 (2) 511 16 90
Fax: +32 (2) 511 75 88

Bureau ONUDI Genève
Le Bocage, Pavillon I, Room
77-82
Palais des Nations
Avenue de la Paix 8-14
1211 Genève 10, Suisse
Tel: +41 (22) 917 1423
Fax: +41 (22) 917 0059

Bureau ONUDI New York
Room DC1-1118
1, United Nations Plaza
New York, NY 10017
United States of America
Tel: +1 (212) 963 6890
Fax: +1 (212) 963-7904